

L'«explication» Reagan-Gromyko

Le chef de la diplomatie soviétique n'a annoncé aucun résultat mais a accepté de revoir le secrétaire d'État américain

Washington. — « Utiles » et « intenses », selon M. Shultz, les entretiens qu'ont eus vendredi 28 septembre à la Maison Blanche MM. Reagan et Gromyko n'ont, selon le ministre soviétique, « malheureusement pas permis de conclure à des changements positifs dans la pratique » de la politique extérieure américaine. M. Gromyko ne devait pas moins revoir ce samedi après-midi (heure de Paris) le secrétaire d'État, avec lequel il avait déjà eu des conversations mercredi dernier à New-York.

Alors que s'achève cette semaine de reprise de contacts américano-soviétiques, on en est toujours — publiquement en tout cas — au point de départ : l'affirmation par les deux parties d'une volonté de dialogue, mais sans une définition commune de ses modalités.

Cela ne veut pas dire pour autant que rien n'ait bougé. Il eût été surprenant que, après quatre années d'aussi grande tension, on en soit arrivé rapidement à des résultats plus spectaculaires que ce premier face-à-face direct entre M. Reagan et un dirigeant soviétique.

De notre correspondant

Le président sortant tire évidemment de cette innovation un avantage électoral face aux démocrates, qui l'accusaient d'avoir rendu impossible tout pourparler entre Washington et Moscou. Réciproquement, comme ont tendance à le faire les grands journaux américains, ces six journées diplomatiques au seul objectif de politique intérieure poursuivies par le candidat républicain paraissent quelque peu hâtives.

Même réélu à une très large majorité, M. Reagan pourrait, en effet, difficilement se permettre, tant vis-à-vis de l'opinion et du Congrès américain que des capitales européennes alliées, de ne parvenir à aucune description des relations avec l'URSS. Le dernier attentat contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth a également rappelé que Washington, malgré le « retour de l'Amérique », ne peut pas compter sur ses seules forces pour trouver un règlement aux crises régionales les plus graves.

Quant au Kremlin, pour ne pas parler des luttes d'influence qui

l'agitent, son intérêt ne serait pas non plus de persévérer dans le repli qu'il avait choisi après le début du déploiement des euromissiles de l'OTAN en novembre dernier. Ce serait là fournir à M. Reagan les meilleurs arguments en faveur de ses projets de développement des armements antisatellites et antimissiles.

En admettant qu'elle en trouve les capacités technologiques, l'URSS devrait alors, pour répondre à ce défi, imposer d'énormes sacrifices financiers non seulement à sa population mais aussi à celles des autres pays du pacte de Varsovie. Cela n'aurait pas sans risques à un moment où les démocraties populaires connaissent des situations sociopolitiques incertaines et où leurs dirigeants manifestent une évidente réticence devant les dangers d'un gel progressif des relations Est-Ouest. Ni la défense des intérêts économiques de leurs États ni celle de leurs intérêts politiques propres n'y trouveraient leur compte. On ne peut oublier qu'il faut l'intervention pressante de Moscou pour que deux alliés aussi fidèles que

MM. Honecker et Jivkov renouent, au milieu de ce mois, à se rendre en RFA.

On ne pourrait expliquer, sans l'ensemble de ces arrière-plans, ni que M. Gromyko ait accepté l'invitation de M. Reagan ni qu'il n'ait pas, après l'avoir vu, claqué la porte, malgré la durée du communiqué qu'il a fait diffuser par l'agence Tass. Tout comme le discours prononcé jeudi devant l'ONU par le ministre soviétique, ce texte est embarrassant pour M. Reagan, car il réduit l'impact électoral du rendez-vous de la Maison Blanche.

Durant ces deux heures de conversations élargies, le tête-à-tête de huit minutes et le déjeuner « de travail » — trois heures et demie en tout consacrées tant au contrôle des armements qu'aux droits de l'homme et aux points chauds de la planète (le Proche-Orient et la guerre Irak-Iran notamment) — l'harmonie n'a certainement pas dominé, bien que M. Gromyko soit, dit-on, toujours demeuré diplomate et poli.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Dans la vallée du silicium

LA QUESTION ALLEMANDE

Ouverte ou fermée ?

(Pages 4 et 5)

LIBAN

Visite aux chrétiens dans le Chouf

(Page 6)

PAYS-BAS

Ces maudits squatters d'Amsterdam

(Page 7)

ROCK AND ROLL

Eddy Mitchell au Palais des sports

(Page 13)

Renault sous la pression de la CGT

Après huit jours de grèves parfois dures dans plusieurs usines Renault et un premier succès dès le départ dans celle du Mans, la CGT vient d'accentuer son offensive en haussant le ton à l'égard de la Régie. Vendredi 28 septembre en fin de journée, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT (FTM), s'appuyant sur le constat d'un mouvement revendicatif profond et extrêmement fort, a lancé, au cours d'une conférence de presse, un ultimatum aux dirigeants de Renault : « La direction aurait tort de sous-estimer cette réalité. Le refus d'ouvrir des négociations conforte le risque d'une extension et d'une élévation des actions... »

Laisant planer la menace d'actions plus dures « dès lundi », il a ajouté : « Il n'y a pas de temps à perdre pour rendre le climat social plus serein. Le week-end pourrait être mis à profit pour y parvenir. »

A la veille du week-end, la CGT entend maintenant sa pression sur la Régie. « S'il faut occuper, nous occuperons », a dit de son côté M. Jean-Louis Fournier, délégué central syndical. Elle poursuit clairement la manœuvre déjà entamée (le Monde du 28 septembre). L'interview de M. Roger Sylvain, ancien responsable CGT de Renault, aujourd'hui administrateur salarié de la Régie, publiée ce samedi

dans l'Humanité le confirme. Il s'agit à la fois d'obtenir des satisfactions en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, et de mettre en cause « la stratégie globale de la direction du groupe » et le gouvernement. « Ce qui est en train de s'amorcer chez Renault, c'est un rejet de la solution de l'austérité, politique décidée et appliquée par le gouvernement et mise en œuvre sur ses directives par la direction de la Régie. »

La CGT joue sur un double registre, en ne séparant pas les revendications sur le pouvoir d'achat de celles sur l'emploi. Il s'agit en effet d'obtenir pour l'ensemble des usines les « acquis de celle du Mans » (une prime exceptionnelle de 300 francs en particulier, et des aménagements sur les journées de chômage technique), comme l'a indiqué M. Jean-Louis Fournier, mais le mouvement joue aussi sur les inquiétudes concernant l'emploi : en juillet, la direction a annoncé l'éventualité de 15 300 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1986, une évaluation qui n'est pas démentie aujourd'hui, même si on se refuse à donner d'autres précisions, en indiquant que le plan social ne peut être établi qu'à l'issue d'un examen et de discussions site par site.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 16.)

La politique, toujours la politique

Que ce soit par l'humour, la dérision des sujets puisés dans la vie publique, chanteurs et chansonniers ne sont pas étrangers à la politique ou à sa contestation. Nous avons donc interrogé Coluche, Thierry Le Luron, Michel Sardou et Alain Souchon (lire dans le Monde Aujourd'hui le dossier établi par Michel Kajman).

Nous revenons ainsi au sujet de la politique, thème de notre enquête de l'été et de l'émission « Droit de réponse » de Michel Polac, sur TF1, samedi soir 29 septembre. Certes, l'image de la classe politique n'est pas bonne, pourtant la politique à la télévision et dans les hebdomadaires se vend bien (lire, page 10, l'article de Michel Castaing).

L'ETA veut s'attaquer aux intérêts français dans toute l'Espagne

L'organisation séparatiste basque espagnole ETA a annoncé, vendredi 28 septembre, son intention d'élargir son action contre les intérêts français en Espagne. Rompant, pour la première fois, le silence qu'elle observait depuis l'annonce par Paris, dimanche 23 septembre, de l'extradition vers Madrid de trois séparatistes, l'ETA a proclamé sa détermination de « ne pas rester inactive tant que le gouvernement français, le gouvernement espagnol et le G.A.L. (Groupe anti-terroriste de libération) se répartissent les vies des réfugiés basques ».

La « déclaration de guerre » des séparatistes basques aux autorités de Madrid et de Paris est intervenue le jour même où la population de la ville de Vitoria, dans la province d'Alava, au Pays basque espagnol, faisait d'émouvantes obsèques aux trois gardes civils tués au cours d'un attentat dans la nuit du 27 au 28 septembre. Jusqu'à présent, l'ETA militaire ne s'était attaquée, sauf exceptions, aux intérêts français que dans les trois provinces basques (Guipuzcoa, Alava, Biscaye) et dans la province voisine de Navarre.

Dès jeudi soir, un des dirigeants de la coalition indépendantiste Herri Batasuna (proche de l'ETA militaire) avait laissé en

trevoir cette réaction dure. « Le peuple basque va continuer à se battre, à défendre ses libertés », avait déclaré M. Jon Idigoras. La perte, pour les terroristes, de leur sanctuaire français traditionnel place, en effet, dans une situation difficile l'ETA, estimant-on dans les milieux politiques au Pays basque espagnol. Elle pourrait l'obliger à choisir entre la négociation avec le gouvernement espagnol ou

un déclin sanglant. Mercredi, M. Garikioetxea, chef du gouvernement basque et membre du Parti nationaliste basque (modéré), avait indiqué que Madrid avait eu des contacts, la semaine dernière, avec l'ETA, mais que les extraditions décidées par Paris risquaient de ruiner les chances d'une solution négociée.

Le défi ouvert lancé aux autorités espagnoles et françaises par l'ETA intervient, d'autre part, au

lendemain de l'approbation massive, par le Parlement de Madrid, d'une loi qui renforce les peines encourues par les « terroristes » et les « bandes armées ». Selon ce texte, un journal pourra désormais être fermé par voie judiciaire en cas d'apologie du terrorisme. Les outrages aux symboles de l'État (surtout le drapeau) seront plus sévèrement punis. Seuls cinq députés basques et catalans ont rejeté cette proposition de loi.

Obsèques à Vitoria

Vitoria (Pays basque espagnol). — Aux trois extraditions de séparatistes basques obtenues par Madrid à répondre, dans les vingt-quatre heures, le vendredi 28 septembre, un attentat sanglant (le Monde du 29 septembre). Ainsi le vent la guerre larvée qui sévit au Pays basque du sud.

Un appel anonyme à la police municipale de Vitoria, capitale administrative du Pays basque du sud, annonçant, dans la nuit du 27 au 28 septembre, qu'une charge explosive avait été placée sur une voie de chemin de fer à El Burgo. Trois jeunes gardes civils, âgés respectivement de vingt, vingt et un et vingt-deux ans, étaient tués sur le coup en

se rendant sur les lieux par une explosion provoquée par 5 kilos de dynamite au moins. « Ce fut impensable », estime le capitaine de la garde civile d'Alegría à laquelle ils étaient rattachés tous les trois.

On n'a pas laissé apparaître leurs visages, comme c'est l'usage en Espagne, dans des cercueils en partie transparents : ils étaient défigurés. Le plus ancien dans le métier s'était engagé en septembre 1983. Aucun ne portait un nom basque. « Il n'y a pas de victime innocente », veulent pourtant croire les nationalistes les plus radicaux.

L'Espagne a rendu, le vendredi 28 septembre, un hommage particulier à Agustín Pascual Jove, caporal, José-Luis Verga Perez, sergent, et Victoriano Collado Arriba, simple garde. Il faut, comme chaque fois en pareil cas, redonner, et vite, confiance aux forces de l'ordre. La machine gouvernementale est sur ce point bien huilée en Espagne. Quelques heures seulement après l'attentat, un appel était lancé à la population pour une cérémonie religieuse le soir même. Au siège du gouvernement civil (préfecture), le hall, avec sa sombre peinture de capucin en prière accolée au mur, s'est transformé en chapelle ardente. Des drapeaux espagnols recouvrent les cercueils. Autour, d'innombrables gerbes de fleurs. Familles en pleurs et gardes civils figés à la main, à vous, leur bicorne noir à la main, veillent en silence. Photographes et équipes de télévision officielles.

L'arrivée des ministres de l'intérieur, M. Barriobeneito, et de la

défense, M. Narciso Serra, déposés d'urgence de Madrid, permet de fixer à jamais l'instantané. Cette Espagne revendique ses morts. « Oh ! les bandits, les bandits ! Je ne leur pardonnerai jamais... », sanglote une mère. Et le ministre de tenter de l'apaiser. Il y a, dans cette ville basque de cent soixante-dix mille habitants, couverte de graffiti pro-ETA, une foule pour pleurer trois gardes civils. Près de quatre mille personnes ont accueilli, pendant la marche jusqu'à l'église, les uniformes verts, bruns et marron des forces de l'ordre confondues, par des vivats et des applaudissements.

NICOLAS BEAU.

(Lire la suite page 9.)

M. CHRISTIAN PIERRET invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, rapporteur général de la commission des Hautes et Basses de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 30 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Pierret, qui appartient à l'opposition « centriste » au sein du parti socialiste, répondra aux questions d'Alain Rollat et d'Alain Versailles, du Monde, et de Bruno Corbis et Jean-Yves Hollinger, de RTL. Le débat sera dirigé par Eric Vautier.



JAVICO 1350

Etranger

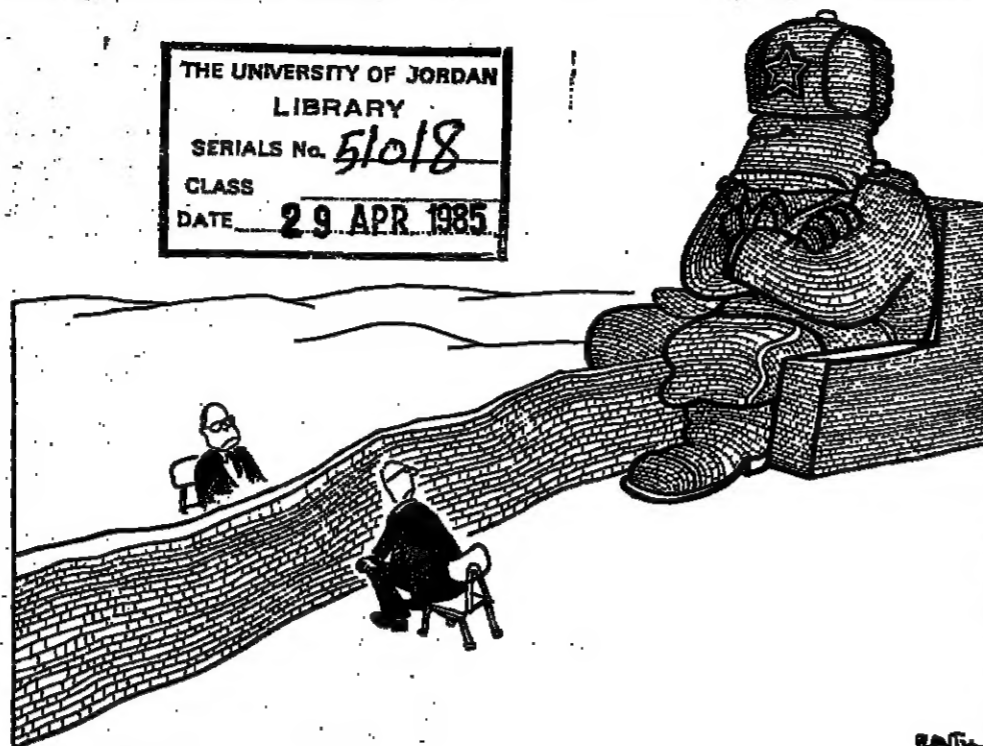
Au début d'octobre, la République démocratique allemande fêtera son trente-cinquième anniversaire. Beaucoup d'eau a passé sous les ponts de la Sprée depuis qu'à Bonn on ne parlait que de la SBZ (« zone d'occupation soviétique »). Les deux Etats allemands ont même ébauché un rapprochement auquel Moscou a mis récemment le holà. Pourtant, le problème majeur de l'Europe demeure. L'Allemagne amputée par un juste châtiment n'oublie pas ses cicatrices. Mais comment être réunifiée — et retrouver les territoires perdus sans un bouleversement dont personne ne veut ? A force d'y penser, il arrive qu'on en parle. C'est justement le cas ces jours-ci.

cicatrices

mands vivant à l'Est et à l'Ouest n'aurait pas eu la possibilité de s'exprimer en même temps et librement sur le système politique de leur choix, il est légitime que la « question allemande » reste ouverte, mais ce n'est pas en ressuscitant les mêmes griefs dans les propos de fin de banquet que l'on rapprochera sa solution. Elle ne dépend pas seulement des Allemands. Elle est un élément d'un ensemble plus vaste qui met en cause la totalité des pays européens et les alliances nouées de part et d'autre de ce qu'on appelle autrefois le rideau de fer. Cette frontière passe au cœur de l'Allemagne, et il est compréhensible que cette « cicatrice » y fasse plus mal qu'ailleurs. Il est bon de le rappeler aux peuples libres d'Europe : il n'est pas nécessairement habile de raviver constamment la plaie.

DANIEL VERNET.

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 51018
CLASS
DATE 29 APR 1985



Berlin-Est : « la balle est dans le camp de Bonn »

« La balle est désormais dans le camp de Bonn. » C'est ce que déclarent les Allemands de l'Est habilités pour ou pro à retravailler les positions officielles, lorsqu'on les interroge sur l'avenir des relations interallemandes après le rendez-vous manqué de MM. Kohl et Honecker. La RDA réclame depuis onze ans (depuis son admission à l'ONU) la reconnaissance pleine et entière de sa souveraineté par l'autre Etat allemand. Elle attend des « signes de bonne volonté » dans ce sens et, ajoute M. Wismiche, professeur de droit international à Berlin-Est, si ce problème était résolu, « nous pourrions repenser notre position sur certains points, par exemple sur les autorisations de départ ».

Cette revendication est-allemande a été résumée par le chef de l'Etat et du parti lors de son discours de Gera en 1980 dans les quatre points suivants, qui reviennent comme une litane dans les conversations à Berlin-Est :

1. — **Respect total de la citoyenneté est-allemande.** La Loi fondamentale (Constitution) de la République fédérale affirmant l'existence d'une seule nation allemande, Bonn ne reconnaît qu'une seule nationalité. Concrètement, cela signifie que tout Allemand de l'Est arrivant en République fédérale y dispose des mêmes droits et devoirs que tout autre citoyen et peut y obtenir immédiatement un passeport ou une carte d'identité.

2. — **Transformation des représentations de la République fédérale à Berlin-Est et de la RDA à Bonn en ambassades.** Cette mesure a régulièrement été rejetée par Bonn, qui, toujours en vertu de sa Loi fon-

mentale, considère la RDA comme un Etat indépendant mais pas comme un Etat étranger.

3. — **Entente sur le tracé de la frontière dans sa partie septentrionale, le long de l'Elbe.** La RDA demande que cette frontière, conformément aux usages internationaux, passe au milieu du fleuve et non sur sa rive orientale.

4. — **Suppression du bureau de Salzgitter.** C'est un organisme qui rassemble des représentants de tous les Länder ouest-allemands et qui s'est donné pour mission de recenser les incidents de frontière et les violations des droits de l'homme en RDA.

Des tabous levés

Aucun gouvernement fédéral n'a jamais négocié sur ces revendications, dont les deux premiers sont fondamentaux énoncés par la Constitution. Mais on peut se demander aujourd'hui si les positions ouest-allemandes sont toujours aussi intangibles. Parallèlement, l'annulation de la visite de M. Honecker, en ouvrant un débat en République fédérale, a eu pour effet de démontrer que non. L'opposition social-démocrate, reprochant au gouvernement d'avoir mal préparé la visite de M. Honecker, lève les tabous et demande que l'on fasse droit à certaines de ces revendications est-allemandes. Elle profite de ce faisant d'un désaccord apparent au sein du gouvernement fédéral dont les prises de position récentes semblent une fois de plus contradictoires.

Ni la suppression du bureau de Salzgitter ni la révision du

tracé de la frontière le long de l'Elbe ne porteraient atteinte à la Constitution. Le ministre des affaires inter-allemandes, M. Windelen, dans un entretien donné récemment à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, adoptait sur ces deux points un profil plutôt bas, en s'abstenant derrière l'incompétence du gouvernement fédéral. Le bureau de Salzgitter, disait-il, relève de la compétence des Länder et sa suppression supposerait des contre-parties est-allemandes, notamment le démantèlement des dispositifs de tir automatique installés le long de la frontière. Quant au tracé de cette « frontière » le long de l'Elbe, il s'agit de la délimitation des zones d'occupation qui relève de la compétence des alliés.

Le problème de la citoyenneté

La question des ambassades, en revanche, touche aux principes de la loi fondamentale, et aucun changement de position sur ce point n'est envisageable de la part de Bonn. C'est sur le problème de la citoyenneté que la RDA semble vouloir relancer les négociations. Le 19 septembre, *Neues Deutschland*, le quotidien du parti, publiait un long article sur ce thème, dans lequel le professeur Weichert rappelait que la RDA ne demande pas la « reconnaissance », mais seulement le « respect » de la citoyenneté est-allemande. « La citoyenneté d'un autre Etat, écrit-il, doit être respectée totalement et en toutes circonstances, que cet autre Etat soit ou non reconnu au regard du droit international, que l'on entretienne ou non avec lui des relations diplomatiques officielles. »

Quelques jours plus tard, M. Windelen déclarait qu'il voyait dans ce glissement terminologique de la « reconnaissance » vers le « respect » la possibilité de parvenir à un accord. Les sociaux-démocrates estimaient dans le même sens que la question de la citoyenneté est-allemande était « négociable ». Là-dessus, M. Jeanninger, le porte-parole du gouvernement fédéral, affirmait que rien n'avait changé dans les positions de Bonn.

Il ne faut évidemment pas s'attendre à une révision de la Loi fondamentale sur ce point. Mais l'article de *Neues Deutschland* laissait entendre que la RDA se satisfait de moins, par exemple d'un engagement des autorités fédérales à ce que certaines « bavures » ne se reproduisent pas. On cite à satiété à Berlin-Est l'exemple de cet employé de la représentation est-allemande à Bonn qui avait reçu sa feuille d'appel de la Bundeswehr. Ou bien le cas d'un criminel notoire est-allemand qui, à l'Ouest et dont la République fédérale refuse l'extradition puisqu'on ne peut extradier quiconque vers un pays qui n'est pas considéré comme étranger. Ce ne sont là que détails. Mais ils ont en RDA, comme les questions de protocole, une portée symbolique et même politique dont on a peu idée à l'étranger.

Ce débat témoigne, en tout cas, tout comme la poursuite des relations économiques et commerciales, de la volonté de M. Honecker de maintenir à distance un dialogue qui n'a pu mener de vive voix en République fédérale. Autant dire qu'il n'a pas renoncé de gaité de cœur à sa visite en RFA.

CLAIRE TRÉAN.

Chine

Défilé militaire et nouveau métro pour le 35^e anniversaire du régime

De notre correspondant

Pékin. — Comme le reste du pays, la capitale s'est activement préparée pour la célébration, lundi 1^{er} octobre, du trente-cinquième anniversaire de la République populaire. Ce grand jour verra la première parade militaire à Pékin depuis près de quinze ans, et l'armée déploiera, à cette occasion, ses nouveaux uniformes et son matériel — de fabrication nationale — le plus perfectionné. M. Deng Xiaoping, en sa qualité de président de la commission militaire du PC, devrait prononcer un discours.

Ayant perdu l'habitude de ce genre de démonstration, l'Armée populaire de libération (APL) s'est livrée depuis plusieurs semaines à des répétitions de nuit dans les rues de Pékin, avec camions, chars et même fusées, à la grande joie des badauds.

Pour cette fête, qui doit marquer l'apothéose de la direction actuelle, un demi-million de Pékinois seront de la partie et défilent également place Tian-An-Men. La journée s'achèvera par un feu d'artifice — avec lasers — et un grand bal populaire.

Une intense campagne de propagande a préparé la population — et la colonie étrangère — à cette commémoration. En un feuilleton sans fin, la presse et l'agence Chine nouvelle publient de longs articles sur toutes les réalisations du régime en trente-cinq années, depuis l'industrie jusqu'aux parcs nationaux et à la condition féminine dans les campagnes. En insistant bien entendu sur les méfaits de l'intermède — « entièrement négatif » — de la révolution culturelle.

En même temps, la police a « fait le ménage », en renvoyant chez eux des provinciaux installés à Pékin sans permis. Les commerces ont reçu d'importantes quantités de marchandises produites pour l'occasion. Des projets de voirie — échangeurs, portions de route, ponts — ont été achevés d'urgence pour être prêts avant la date fatidique. La seconde ligne de métro de la capitale (douze stations, 16 kilomètres de long), qui était en chantier depuis quatorze ans, a même pu être inaugurée le 20 septembre.

PATRICE DE BEER.

Philippines

Plusieurs cadavres découverts après de violentes manifestations antigouvernementales

Manille (Reuter, AP, UPI). — Les dirigeants de l'opposition philippine ont déclaré, le vendredi 28 septembre, qu'ils soupçonnaient les forces de sécurité du meurtre de onze personnes dont les corps ont été retrouvés à Manille après les violentes manifestations antigouvernementales qui ont eu lieu les samedi 22 et jeudi 27 septembre. La police affirme, pour sa part, que certains des morts — six, selon elle, et dont aucun n'a été identifié, — sont des criminels tués au cours de règlements de comptes.

M. Agapito Aquino, frère du dirigeant de l'opposition Benigno

Aquino assassiné au mois d'août 1983 à son retour d'exil, a affirmé que la police avait tiré sur la foule, et a annoncé qu'une plainte pourrait être déposée contre deux officiers de police. Quatre-vingt-douze personnes, indiquent en outre les organisateurs de la manifestation, sont portées disparues.

L'Assemblée nationale, où le parti du président Marcos est majoritaire, s'est émue des violences de jeudi. Elle a adopté, à l'unanimité, une résolution critiquant la police et affirmant que la population devait avoir le droit de se rassembler « sans intervention de la force ».

Inde

ACCORD ENTRE NEW-DELHI ET LES DIRIGEANTS SIKHS SUR L'AVENIR DU TEMPLE D'OR D'AMRITSAR

Amritsar (Reuter). — Les dirigeants sikhs sont arrivés, le samedi 28 septembre, à un accord avec le gouvernement central sur l'avenir du Temple d'or d'Amritsar, sanctuaire de leur religion, selon le porte-parole des deux parties.

L'accord, intervenu alors que les négociations avaient été interrompues la veille, faute de consensus, met fin au conflit prolongé entre les autorités de New-Delhi et les grands prêtres sikhs sur le retrait de l'armée stationnée dans l'enceinte du temple (le Monde du 27 septembre).

De leur côté, les dirigeants sikhs ont accepté de renoncer à leur projet d'organiser une « marche de libération » du temple, qui avait été prévue pour lundi. Selon la police, Santia Singh, chef d'une secte sikh indépendante, dont les membres ont réparti le temple après l'assaut donné par l'armée en juin pour en chasser les extrémistes, a accepté de retirer ses hommes du sanctuaire.

Pakistan

ISLAMABAD ACCUSE L'AFGHANISTAN D'AVOIR BOMBARDÉ SON TERRITOIRE

Le Pakistan a accusé, vendredi 28 septembre, l'Afghanistan d'avoir effectué un raid aérien sur le bazar de la localité de Tori-Mangal, proche de la frontière entre les deux pays, à 300 kilomètres à l'ouest d'Islamabad (le Monde du 29 septembre).

Dans un bref communiqué, le gouvernement pakistanais a indiqué que le bombardement avait fait 80 victimes, dont 32 morts. Un précédent bilan officiel provisoire avait fait état de 80 morts. L'AFP, citant de « très bonnes sources pakistanaises et afghanes » à Parachinar, ville proche de Tori-Mangal, fait état de 82 morts, dont 79 Afghans, et de 45 blessés, dont 35 Afghans. Selon ces sources, les bombes ont touché les dépôts d'armes et de munitions de la résistance.

A travers le monde

Brésil

• **M. JOSPIN FAVORABLE A M. MONDALE.** — M. Lionel Jospin a déclaré, vendredi 28 septembre, à Rio-de-Janeiro, qu'une victoire du candidat démocrate, M. Mondale, à l'élection présidentielle américaine, apporterait une « amélioration significative » aux relations entre l'Amérique latine et les Etats-Unis. Si M. Mondale était élu, a affirmé M. Jospin, Washington « prêterait plus d'attention aux droits de l'homme dans l'hémisphère sud-américain et contribuerait au renforcement des démocraties dans la région ». Le premier secrétaire du PS se trouve au Brésil pour participer, les 1^{er} et 2 octobre, à une réunion du bureau de l'Internationale socialiste, organi-

sée pour la première fois dans ce pays. — (AP, AFP.)

Colombie

• **LIBERATION D'UN JOURNALISTE AMÉRICAIN.** — M. Thomas Quina, correspondant du magazine américain *Time*, a été libéré, vendredi 28 septembre, par un juge d'instruction militaire, qui n'a finalement retenu aucune charge contre lui, après soixante-dix-huit jours d'internement sous l'inculpation de trafic de drogue. Le journaliste avait été arrêté le 13 juillet : d'après le premier secrétaire britannique, M. Nigel Parsons, correspondant de la BBC et de UPI-TV, alors qu'ils préparaient un reportage sur la

lutte contre la drogue en Colombie. M. Parsons avait été relâché le 4 août dernier. — (AFP.)

Mozambique

• **NÉGOCIATIONS INDI-RECTES AVEC LES REBELLES.** — M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a rencontré, séparément, vendredi 28 septembre, à Pretoria, une délégation gouvernementale mozambicaine conduite par le général Veloso, ministre de l'économie, et des représentants de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, opposition armée). M. Botha a déclaré qu'il « tenait de négocier un cessez-le-feu au Mozambique » et que les pourparlers

étaient dans une phase « très délicate ». — (UPI.)

Nicaragua

• **ÉLECTIONS MAINTENUES AU 4 NOVEMBRE.** — M. Daniel Ortega, coordinateur de la lutte de Managua, a réaffirmé le mercredi 27 septembre que les élections étaient maintenues au 4 novembre. Un autre membre de la direction du Front sandiniste, M. Wheelock, avait envisagé mardi un éventuel report de ces élections (le Monde du 28 septembre).

Tunisie

• **DEUX OPPOSANTS BLOQUÉS A TUNIS.** — Le bureau

politique du Mouvement de l'unité populaire (MUP) a protesté, jeudi 27 septembre, contre les mesures prises à Tunis à l'encontre de deux de ses militants résidents et travaillant en France. Tous deux, venus en Tunisie pour des raisons familiales, se sont vu retirer sans explications leur passeport au moment où ils s'apprêtaient à regagner Paris, où ils enseignent. Dans son communiqué, le MUP « dénonce les agissements répressifs du pouvoir, qui continue à bafouer les droits des citoyens ». — (Corresp.)

URSS

• **M. YAKOV RIABOV NOMMÉ VICE-PRÉMIER MINISTRE.** — M. Yakov Riabov, jusqu'à pré-

sent président du comité d'Etat pour les relations économiques avec l'étranger, a été nommé vice-premier ministre, a annoncé, jeudi 27 septembre, l'agence Tass. Il prend la place de Leonid Kostandov, mort subitement en RDA le 5 septembre dernier. Agé de cinquante-six ans, ancien tourneur, puis ingénieur à Sverdlovsk, dans l'Oural, M. Riabov est un permanent du PC depuis 1958. Membre du comité central depuis 1971, il a été premier vice-président du Gosplan (direction de la planification) de 1979 à 1983. Le gouvernement soviétique compte trois premiers vice-premiers ministres et onze vice-premiers ministres et un très grand nombre de simples ministres. — (AFP.)

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU RPR

Le difficile retour à la « troisième voie »

De notre envoyé spécial

Perpignan. — Les modes passent vite au RPR. Reagan et l'ultra-libéralisme ne sont déjà plus les maîtres à penser du mouvement chrétien. C'est la « troisième voie », c'est la « troisième voie », c'est la « troisième voie ». L'importance des échéances électorales qui se rapprochent a conduit le RPR à profiter de ces trois jours pour faire sa réflexion sur quelques thèmes d'actualité tournant tout autour du concept de liberté.

L'intérêt des échanges aura déjà permis de constater que le RPR n'est en rien un parti monolithique. Ainsi, le débat sur « les libertés locales et la décentralisation » a confirmé qu'il y a, comme dans les autres formations politiques, des jacobins et des girondins. M. Michel Debré, ancien premier ministre, a redit son inquiétude devant une régionalisation que M. Jacques Chaban-Delmas, lui aussi ancien premier ministre, a, de nouveau, souhaité voir s'accroître. M. Philippe Séguin a présenté une analyse des conséquences des lois de décentralisation bien différente de celle faite dans les colonnes du Monde par M. Michel Barnier (le Monde des 17 et 18 août).

Ces thèmes de discussion ne diffèrent guère de ceux qui ont occupé les parlementaires de l'UDF à Cannes. Les deux grandes forces de l'opposition se rapprochent ainsi, même si la démarche des uns et des autres part de prémisses bien différentes : si chez les giscard-barristes, comme chez les chaban-quiens, on pose des limites au libéralisme économique, c'est souvent pour les premiers, par souvenir du message démocrate-chrétien, alors que, pour les seconds, c'est par fidélité au gaullisme.

« Il ne faut pas céder au balancier du tout État ou du tout individu », a précisé, d'entrée de jeu, M. Michel Noir, en introduisant le débat sur la liberté de l'économie. Pas question pour lui de participer à « la course infernale sur le thème : plus libéral que moi, tu meurs ». Certes, il faut remettre en cause le rôle de l'État, y compris en mettant en cause des textes dont les gaullistes ont été, en d'autres époques, les auteurs ; mais il ne s'agit pas de tomber « dans la loi de la jungle » : il y a « une troisième voie », celle proposée par le général de Gaulle. C'est ce qu'a dit aussi M. Michel Comtat quand, après avoir longuement insisté sur la nécessité de « libérer » les possibilités d'action des chefs d'entreprises, il a indiqué que celles-ci impliquaient, « en contrepartie », la « liberté des salariés et l'abandon de la notion de patron de droit divin ».

Cela a un nom, « la participation », a rappelé M. Michel Comtat.

« M. Baudouin change de fonctions. — M. Denis Baudouin, directeur général de l'information et des relations extérieures à la mairie de Paris, quitte ce poste, qu'il occupait depuis 1977. Par arrêté, signé de M. Jacques Chirac, en date du 1^{er} septembre et publié au Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris le samedi 29 septembre, M. Baudouin, élu à l'Assemblée européenne en juin dernier, est « désigné en qualité de chargé de mission auprès du maire de Paris ».

soff. Il ne faut donc pas « être prisonnier d'un mode », a-t-il dit, car la pure doctrine libérale ne permettrait pas de s'intéresser « aux nouveaux pouvoirs ». C'est aussi ce qu'a insisté sur l'impossibilité pour l'État « d'être neutre économiquement » et de « simplement faire confiance aux lois du marché pour tout régler » car « l'intérêt national n'est pas la somme des intérêts particuliers ».

« Déreglementation dégageant des cadres »

Le juste milieu, la troisième voie, ne sont pas pour autant facile à déterminer. Ainsi M. Didier Julia n'a-t-il parlé que de la « nécessaire déreglementation » et d'un « dégageant des cadres » chez les fonctionnaires, évoquant même la possibilité d'apporter aux banques étrangères que le futur gouvernement de la France ne serait pas forcément lié par les dettes contractées par l'actuel, à partir de 1985. Quant à M. Georges Tranchant, il a défilé comme mesure à prendre dès l'arrivée de l'actuelle opposition au pouvoir que celles réduisant l'impôt des entreprises et de leurs patrons. Mais quand il a envisagé de remplacer la Sécurité sociale par un choix individuel entre des compagnies d'assurances privées, il s'est

fait tancer par M. Bernard Pons : selon le secrétaire général du RPR, il n'est pas possible de remettre en cause le système de protection sociale mis en place en France depuis 1945.

De même, si M. Michel Inchausti a affirmé que la politique de M. Reagan est la plus efficace et qu'elle est meilleure que celle de M. Thatcher, M. Michel Debré a fait remarquer que l'expérience américaine n'est pas transposable en France, car pour celle-ci, l'équilibre des finances publiques est le préalable à tout le reste : il a ajouté que le président des États-Unis ne même pas une politique libérale puisqu'il soutient par le déficit budgétaire les industries d'armement.

La remise en ordre de la pensée économique du RPR n'est donc pas très facile, tant les intérêts à concilier peuvent être opposés : ne pas se priver de toute possibilité d'action de l'État alors que l'on a voulu capitaliser électoralement le rejet de l'État ; proclamer « une conception morale de l'entreprise », pour reprendre l'expression de M. Noir, pour ne pas se couper des salariés, alors que l'on a tout recouru des adhérents chez les chefs d'entreprises petites et moyennes. Tant au RPR qu'à l'UDF, la définition d'une stratégie économique précise demande encore beaucoup de travail.

THÉRIER BRÉHER.

« La ratatouille Barre »

De notre envoyé spécial

Perpignan. — Alors que la question de la « cohabitation » a occupé pendant trois jours les pensées, les discours et les spéculations des élus UDF réunis à Cannes, elle n'a fait l'objet que de cursives allusions à la tribune des Journées parlementaires RPR de Perpignan. Il est vrai qu'il y a quelques mois M. Jacques Chirac avait, par avance, tranché le débat. Si l'opposition obtient la majorité aux élections législatives de 1986, avait affirmé le président du RPR, elle demandera à exercer le pouvoir gouvernemental afin d'appliquer son programme. Quant au président de la République, toujours selon M. Chirac, ce sera à lui seul de décider de son comportement, sans que personne s'ait à le lui dicter.

Sur ce plan, il n'y a pas aujourd'hui de « barristes » au RPR et, à l'issue de la première journée d'études parlementaires, il semble qu'il n'y en ait toujours pas. Bien au contraire.

Les couloirs du Grand Hôtel de Port-Barcarès où se tiennent les Journées parlementaires bruissent en effet de commentaires et d'échanges. L'attitude prise par M. Raymond Barre à Cannes, décidément considérée comme celle d'un « trublion » de l'opposition, est abondamment analysée et condamnée. M. Philippe Séguin, député des Vosges et délégué dans l'Assemblée du député de Lyon, M. Barre, a-t-il expliqué, « sait bien que la

victoire de l'opposition en 1986 sera celle des partis, de leurs chefs et plus spécialement du RPR et de M. Chirac. Si, une fois au gouvernement, l'actuelle opposition ne redresse pas la situation assez vite, elle décevra l'opinion et lui, M. Barre, apparaîtra alors comme l'homme providentiel pour 1988. De plus, M. Barre n'a pas intérêt à ce que M. Mitterrand s'en aille dès 1986 car, dans la foulée des législatives, c'est le chef du parti vainqueur qui serait élu à l'Elysée et non lui ». Et M. Séguin a ajouté : « En somme, pour M. Barre c'est : avant moi le déluge ».

Pour M. Michel Noir, qui est comme l'ancien premier ministre député du Rhône, il ne fait guère de doute que « M. Barre se démarque pour apparaître le plus pur et le plus dur afin, notamment, de séduire l'électorat Le Pen. Il veut persuader les Français que ceux qui accepteraient la cohabitation deviendraient des collabos. C'est de la tactique. C'est de la ratatouille Barre (1) ».

M. Jacques Toubon, député de Paris et surcouché : « Comment peut-on laisser les Français à voter pour un programme et leur dire dans le même temps que l'on refusera d'appliquer ce programme ? On ne peut imaginer qu'une majorité nouvelle refuse de gouverner comme le propose M. Barre. Or personne n'a le pouvoir de contraindre le président de la République à se démettre. La cohabitation dépend du chef de

l'Etat. C'est à lui et pas à nous à la refuser. » M. Toubon ajoutait lui aussi : « M. Barre cherche à accréder l'idée que la période 86-88 sera dramatique pour mieux se placer en position de recours ».

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, a trouvé ces discussions bien compliquées en disant : « Dans un même appartement on peut toujours cohabiter sans être obligé au concubinage ».

Enfin, M. Michel Debré a considéré que toutes ces discussions relevaient de la psychanalyse freudienne car le président de la République « fera tout pour qu'avec un système électoral proportionnel il n'y ait pas de véritable majorité RPR-UDF ».

Beaucoup pensent, au RPR, que ces hypothèses sont prématurées, et personne ne veut montrer le moindre trouble. La loi électorale ? On est résolu pour le maintien du scrutin majoritaire ; et toute discussion à ce sujet ne serait que « combinaison ». Le changement ? Un coup de peinture sur la vieille façade socialiste, s'est écrit M. Claude Labbé. La décripation ? Une idée « superficielle » pour améliorer l'image télévisuelle du premier ministre, a estimé un autre député, M. Marcus.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Aux Journées parlementaires de l'UDF, mercredi 26 septembre, M. Barre avait déclaré : « Je crois que le peuple français souhaite la décripation, mais qu'il ne veut pas de ratatouilles politiciennes » (le Monde du 28 septembre).

La gestion de la ville de Tours mise en cause par la Cour des comptes

De notre correspondant

Tours. — La mise en cause de la gestion municipale de M. Jean Royer dans un rapport de la Cour des comptes, révélé par le Canard enchaîné du 26 septembre, n'a pas vraiment surpris à Tours. Les citoyens, malheureux à l'élection présidentielle de 1974, ont en effet été déjà éprouvés par cette même juridiction en 1980 pour ses réalisations urbanistiques-immobilières des années 70. Mais cette fois, un véritable acte d'accusation est dressé contre le maire, qui a toujours eu les larges faveurs de l'électorat tourangeau depuis vingt-cinq ans.

Selon le document cité par l'hebdomadaire, l'ancien financier de la ville serait gravement coupable à la suite « de procédures financières incertaines » avec les sociétés d'économie mixte qu'elle a créées, et l'endettement serait devenu le double de ce qu'il est en moyenne pour les autres villes de plus de cent mille habitants. Le magistrat qui a réalisé ce document considère que M. Royer s'est transformé en banquier et en agent immobilier, allant jusqu'à assurer, aux frais de la ville, la poursuite des activités des sociétés d'économie mixte. Tantôt il achète des équipements, tantôt il se charge de l'amortissement de leurs emprunts. C'est le budget communal qui éprouve le déficit d'une de ces sociétés et qui paie les indemnités qu'elle doit après l'arrêt des travaux.

Entre 1978 et 1982, a calculé la Cour des comptes, l'une des sociétés a ainsi bénéficié, en subventions, rachats et primes en charge de l'amortissement d'emprunts successifs, d'une « gratification municipale de 120 millions ». Et la Cour des comptes de reprocher au maire et à ses conseillers « de s'être abstenus

de faire clairement apparaître la situation nouvelle, ne cherchant qu'à retarder les mesures à prendre pour couvrir les risques qu'elle encourait ».

Pire : M. Jean Royer est même accusé d'avoir misé les jeux d'argent pour faire ressortir un équilibre apparent « les relations financières entre les parties, positions créditrices et débitrices, tendant à se compenser ».

Le maire de Tours, qui avait promis de s'expliquer au cours d'une conférence de presse vendredi après-midi, a préféré s'exprimer dans un communiqué. Après avoir fait observer que ce genre de communication de la Cour des comptes appelle généralement une réponse précise et complète, dont la Cour tient le plus grand compte, il a indiqué qu'il préférerait réserver ses observations à cette même Cour jusqu'à la date d'une audition prévue en octobre.

M. ROYER : « Nos finances sont saines »

Toutefois, M. Royer se déclare profondément choqué « par le caractère injurieux et infamant » de l'article du Canard enchaîné. « Les relations entre la ville et ses quatre sociétés d'économie mixte, affirme-t-il, sont parfaitement transparentes depuis sa fondation. » Il ajoute : « En accord avec la direction du Trésor et afin de conclure définitivement les opérations confiées à deux d'entre elles, la SEMAVIT et la SEMITVT, des délibérations ont été prises par le conseil municipal pour définir l'échecance préalable des règlements annuels à effectuer par la ville à ces sociétés. Elles ont été approuvées par le préfet et peuvent être consultées par le public.

Par ailleurs, les sociétés d'économie mixte sont tenues de rendre chaque année un compte d'exploitation et un bilan contrôlés par deux commissaires aux comptes, dont un appartenant au Trésor, qui sont obligés, le cas échéant, de porter toute irrégularité à la connaissance du procureur de la République. Or aucune irrégularité n'a jamais été constatée.

« Quant à la ville, si elle a beaucoup construit, donc beaucoup investi et beaucoup employé, d'ailleurs au moment favorable où les taux d'intérêt étaient inférieurs à l'inflation, sa dette en capital et en intérêts diminue régulièrement après le remboursement des emprunts les plus anciens. Il en résulte que la ville pourra investir à nouveau et notamment dans l'entretien ou l'enrichissement de son patrimoine sans augmentation d'impôts correspondante.

« La dette a donc bien été supportée par des budgets en équilibre, suivis de comptes administratifs toujours en excédent, malgré la durée des temps. Les finances de la ville sont saines. Ce fait majeur sera encore mis en valeur bientôt, lorsque le conseil municipal votera le plan de cinq ans et le budget de 1985. »

Pour sa part, M. Jean-Michel Testu (PS), conseiller municipal de Tours et député d'Indre-et-Loire, affirme que les élus de gauche n'ont jamais pu avoir accès aux comptes de ces sociétés d'économie mixte. « Si la politique de gestion de M. Jean Royer a permis de construire en vingt-cinq ans, assure-t-il, elle n'a jamais permis d'implanter des activités économiques suffisantes pour assurer le dynamisme et le développement de la ville. »

ALEXIS BODDAERT.

M. BÉRÉGOVOY PROPOSE UN DÉBAT A M. BARRE

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a proposé, dans une interview à Radio-Montecarlo, le vendredi 28 septembre, de débattre avec M. Raymond Barre, « là où il le voudra, dans des conditions choisies d'un commun accord, au Parlement ou n'importe où ailleurs », de la politique économique de la gauche et de ses résultats.

« Il n'est pas possible, a dit M. Bérégovoy, que M. Barre nous reproche de faire moins de croissance que les autres, alors que c'est le contraire, et que, dans le même temps, nous réduisons notre inflation et modernisons notre industrie, ce que lui n'avait pas fait. » Le ministre a ajouté : « M. Barre est orfèvre en matière de récession (...). Entre 1973 et 1980, la croissance de la France a été, en moyenne, de 2,8 %. Entre 1981 et 1984, la croissance cumulée de la France a été de 4,9 %, contre 2,2 % en Allemagne fédérale (et elle a été) supérieure à celle de nos huit principaux partenaires. »

« M. Motchane souhaite une « majorité d'actes ». M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du Parti socialiste, déclare, dans une interview publiée par le Quotidien de Paris, le vendredi 28 septembre, que la gauche doit chercher à réunir, non pas « une majorité d'idées, mais une majorité d'action autour d'un projet cohérent ». M. Motchane, qui est l'un des animateurs du CERES, exclut la possibilité d'un rassemblement au centre, lequel « n'est pas un arbitre, mais un résidu ». Il estime que « la France ne peut être gouvernée que vraiment à droite ou vraiment à gauche ».

Du 11 au 13 octobre

M. MITTERRAND VISITERA L'AQUITAINE

M. François Mitterrand fera un voyage officiel dans la région Aquitaine les 11, 12 et 13 octobre, a annoncé, le vendredi 28 septembre, la présidence de la République. Le chef de l'Etat visitera la Dordogne, le Lot-et-Garonne, la Gironde, les Pyrénées-Atlantiques et les Landes.

Le président de la République s'était rendu en Auvergne au début du mois de juillet.

RECTIFICATIF. — Nous avons, dans le Monde du 29 septembre, fait référence à l'émission télévisée « L'enjeu », à propos de M. Laurent Fabius. C'est, en fait, au cours de « L'heure de vérité » que le premier ministre s'était exprimé, le mercredi 5 septembre.

LE ROY
& FILS
OPTICIENS
DES TECHNICIENS
AU SERVICE DE VOTRE VUE

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
5, place des Terres
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès

Tous les jours, sauf le dimanche

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

CHRISTIAN PIERRET

dimanche 18h15

animé par Elie VANNIER

Alain VERNHOLLES
et Alain ROLLAT (Le Monde)
Bruno CORTES
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

Rapporteur de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale

en direct sur RTL

HAUTE TENSION A VIREUX-MOLHAIN DANS LES ARDENNES

La vallée perdue

Malgré la libération des trois manifestants de Vireux-Molhain (Ardennes) qui avaient été incarcérés lors des incidents de la semaine dernière, la tension reste vive entre Usinor et les sidérurgistes de la société des aciers de la Chiers, qui se sont mis en grève il y a deux semaines. Au cœur du conflit : le sort d'une vallée qui n'avait d'autres débouchés que l'industrie de l'acier.

De notre envoyé spécial

Vireux-Molhain. — L'église, la mairie, l'usine : trilogie sacrée chère aux anciens maîtres de forges. Le tout s'aligne au bord du fleuve, et il n'en fallait pas plus autrefois pour créer un village industriel. Ce fut Vireux-Molhain, la où la Chiers, « ribotte », féside, se jette dans la Meuse à quelques kilomètres de la Belgique. Sur l'autre rive, Vireux-Wallerand n'a pas d'usine, mais bat au même pouls.

Un pouls très saccadé depuis la « grande dévastation » dénoncée depuis des mois, et plus encore ces jours derniers, par la population (environ 4 000 habitants) des deux Vireux. Immenses et vides sont les trois haies de l'aciérie, abandonnées aux démolisseurs. Tout à côté, d'autres ateliers sont démontés, aplatis comme sous un bombardement, poutrelles disloquées, rails décollés, tordus vers le ciel.

La fermeture de l'aciérie, intervenue officiellement au mars, frappe au cœur cette vallée perdue, dont les collines de grès ferrugineux verrouillent l'enclos de Givet. Il y a deux semaines, l'intersyndicale FO-CFDT-CGC lançait un ordre de grève, suivi par la totalité du personnel encore employé à la Chiers : environ 300 salariés. Puis les manifestations allaient se succéder, au cours desquelles trois Viroquois — ainsi s'appellent les gens de Vireux — furent appréhendés, dont M. Franz Hubert, leader FO de l'intersyndicale. Tous trois furent accusés de détournement d'explosifs. Leur incarcération à la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne devait déclencher un étonnant mou-

vement de solidarité, non seulement parmi les sidérurgistes, dont 17 firent une grève de la faim d'une semaine dans la salle des fêtes de Vireux-Molhain, mais encore parmi la population. Mardi dernier, les commerçants et artisans organisaient une opération « ville morte », tandis qu'un millier de personnes, ouvriers et femmes d'ouvriers, enseignants, parents d'élèves et « classe moyenne », défilaient dans l'agglomération.

Depuis lors, la tension reste extrême, en dépit de la libération des trois inculpés, qui devront de toute façon passer en correctionnelle. Sur le front de Meuse, des gendarmes mobiles continuent de surveiller le pont Numéro-Un, qui enjambe la Chiers sur la route de Givet. Dans les collines, on a même vu, dissimulés sous les sapins, deux engins blindés venus du fort de Charlemont. En cas d'urgence ? Bien sûr, tout le monde ici se souvient des incidents de 1982 : occupation de la gare de Charleville-Mézières, « attaques » d'agences bancaires, « séquestrations » de cadres, vol de urnes au premier tour des cantonales, manifestations aux côtés des antinucléaires de Chooz, coups de fusil contre un hélicoptère des forces de l'ordre et, pour couronner le tout, incendie du château de La Buchère, résidence du directeur général d'Usinor. L'animateur de certaines de ces actions était déjà Franz Hubert, ancien cégétiste devenu militant FO, qui jouit de l'appui tacite de certains groupes « gauchistes » et d'un grand nombre de non-syndiqués.

Mais pourquoi maintenant ? Pourquoi recommencer, sans guère plus d'espoir d'enrayer l'opinion, le scénario d'il y a deux ans ? C'est le genre de questions que se pose la CGT, toujours absente de l'intersyndicale.

« Floués, cocufiés, oubliés »

« L'arrestation de Franz Hubert, expliquait l'un des grévistes de la faim, M. Serge Luisetto (FO), secrétaire du comité d'établissement de la Chiers, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Car, au-delà des incidents de ces derniers jours, il y a un ras-le-bol plus profond. Les sidérurgistes et, derrière eux, la plupart des Viroquois, se sentent floués, cocufiés, oubliés. Floués, parce que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses de reclassement pour ceux qui pouvaient l'être. Cocufiés, parce qu'on nous a trompés sur le sort réservé aux salariés mis en chômage, et notamment les immigrés : le quart du personnel de production. Oubliés, parce que, malgré toutes les démarches des parlementaires, des édiles, des syndicats, y compris auprès de M. Fabius quand il était ministre de l'Industrie, le gouvernement, les pouvoirs publics, la presse elle-même sont l'impassé sur nos revendications. » Celles-ci tiennent en peu de mots : respect du plan social accepté par l'intersyndicale.

Sur les 476 derniers salariés de la Chiers (contre 1 740 en 1974), 200 doivent être mis en formation, une centaine en situation transitoire en attendant leurs cinquante ans pour bénéficier de la convention générale de protection sociale de la sidérurgie (CGPS) et une centaine en chômage économique avec promesses de reclassement. Ces derniers perçoivent pour l'instant de 70 % à 90 % de leur salaire. Mais certains, qui n'auront pas cinquante ans en 1987, date limite d'application de la convention, s'inquiètent de leur avenir.

C'est le cas d'un autre gréviste de la faim, M. Kacem Guessoum, quarante-six ans, comptable, de nationalité française, marié à une Belge, et qui réside en Belgique : « J'estime, nous dit-il, que j'ai droit à un emploi, comme mes collègues plus jeunes. En 1987, j'aurai quarante-neuf ans : je ne retrouverai pas facilement du travail, surtout dans la zone Givet-Revin. »

M. Jacques Rorive, responsable du service d'achats de la Chiers, se plaint pour sa part d'avoir été muté d'office à Charleville, dans un établissement d'Usinor : « A 55 kilomètres de chez moi, soit 110 kilomètres par jour à travers la forêt, c'est vivifiant, d'accord. Mais pas par temps de pluie, neige, brouillard ou verglas ! »

Un Algérien, M. Rubah Maddi (trente-sept ans, cinq enfants), vivant en France depuis trente ans et ouvrier à la Chiers depuis dix-sept ans : « Je suis ponctuel. Quel reclassement puis-je espérer ? »

Une infirmière, M^{me} Monique Paillet, mère de famille : « Nous étions trois infirmières. L'une est partie à Tréfileries, la seconde en préretraite. Mon mari travaille aussi à la Chiers. On nous a dit que les couples seraient reclassés dans la région. Or deux l'ont été jusqu'à présent, sur une vingtaine... »

Accrochés à leur sol

Dans la région ? C'est bien là le nœud du problème, commente un jeune instituteur, M. Gérard Gabriel. « Si les gens de la Chiers ne retrouvent pas d'emploi, les écoles finiront par disparaître. » Les effets de la fermeture de l'usine se font déjà sentir, s'ajoutant au malhousisme ambiant. Au CES local, il y avait 400 élèves en 1980, il n'en reste plus que 250 ; à l'école maternelle, 160 enfants à la même époque et une trentaine à présent.

Malgré tout, la plupart des sidérurgistes restent fermement accrochés à leur sol, comme leurs maisons faites pour résister aux pluies, aux vents d'est et d'ouest qui battent le pays. « L'enclave ardennaise, c'est un monde à part, dit un ouvrier. Des culottes sur les crêtes, et la ferraille en bas. Dans le département, on dit que ceux de la vallée, ce sont des mollets de Belges ! Moi, j'aime ce patelin. »

Le « patelin », sévère et brumeux, n'est pas exempt d'une beauté sombre. Dans cette vallée, par endroits, la Meuse à des coquetteries rhénanes. Et tel promontoire romantique souffrirait la comparaison avec le site de la Lorelei, n'étaient ces fumées, ces montagnes hachées, tranchées au cordeau par la scie des carrières. Un pays où les gens ne sont rien d'autre que d'anciens ruraux devenus ouvriers. « Ils n'ont pas tout à fait franchi le pas, dit l'instituteur, ils défendent leur style de vie. »

Le marchand de journaux et d'articles de pêche, M. Jean Lesec, quatre-vingt ans, se souvient des hommes qui travaillaient aux carrières et en revenaient parfois sur une civière. « Ici, on avait la Chiers. Ce n'était pas Creusot-Loire, mais une petite usine qui marchait bien. On allait à la forge de père

en fils, et tout le monde avait son jardin. » Rentré chez lui, l'ouvrier de la Chiers, aujourd'hui encore, va dans son courtill, interroge la terre et redevient paysan : « Allez donc expliquer cela aux Parisiens ! » Depuis un an, M. Lesec a vu baisser son chiffre d'affaires de 10 %, comme M. Guccini, l'opticien.

Rue du 18-juin-1940 — on dirait plutôt une ruelle bordée de maisons de briques noircies, qui grimpe à l'assaut de la colline, — le boucher, M. Anciaux, affirme qu'il va perdre 30 % de sa clientèle. « La Chiers faisait vivre le coin depuis plusieurs générations. Il faudrait aller attraper M. Fabius par sa cravate et l'amener ici pour lui montrer ce qui est devenue notre usine : un amas de ferraille. »

L'inquiétude des PME

Inquiétude aussi des petites et moyennes entreprises et des sous-traitants — l'Acierie ardennaise, la Briquetterie Poussieux et une trentaine de boulonneries de la vallée de la Semois, côté français — qui venaient s'approvisionner à la Chiers. « J'ai perdu 30 % de mon chiffre d'affaires depuis 1980 », déclare M. Roger Renard, directeur d'un magasin de vêtements de travail et de matériel de camping, par ailleurs maire (opposition) de Hiesges. « Mais pour ma commune, ce sera pis : un tiers de l'usine est situé sur notre territoire, et nous n'aurons plus le bénéfice des taxes et des patentes. Tout cela, c'est la faute aux technocrates d'Usinor. Nous avions ici les meilleurs aciers d'Europe, même la firme Ford de Cologne était cliente de la Chiers. C'est une honte de sacrifier de tels atouts. »

Le docteur Albert Galliot, maire (apparenté PS) de Vireux-Molhain, n'est guère plus avare de critiques : « On s'y est très mal pris au départ. On a confié l'aménagement du site à la Société d'industrialisation de Champagne-Ardenne (SODICAR), émanation d'Usinor. La SODICAR a reçu pas mal d'argent pour trouver 170 emplois avant la fin de 1984, mais on nous les propose chez des « canards boiteux » ou dans des entreprises disparates. En outre, nous

n'avons aucun moyen de contrôle. »

Sévérité aussi à l'égard de M. Mauroy : « Il nous avait promis un centre régional de formation professionnelle. Au lieu de cela, on fait de la formation primaire : c'est une vue de l'esprit lorsqu'il s'agit d'ouvriers maghrébins. Usinor a dépensé 25 millions pour un résultat minable, et l'Etat, qui avait promis 50, n'en a donné que 2. »

Les Japonais sont là

Malgré ce contexte de crise, des projets de petite industrialisation existent ou voient le jour. Outre Seribo — un projet franco-allemand de fabrication de panneaux bois et ciment, qui embaucherait 75 personnes dans une nouvelle zone industrielle — plusieurs PME tentent de s'implanter aux abords de l'aciérie. Certains anciens sidérurgistes ont réussi leur reconversion : ceux qui, contremaîtres ou techniciens très spécialisés, ont pu fonder leur propre entreprise. Ainsi en est-il d'une clouterie d'art, d'un marchand de semences ou encore d'une petite usine métallurgique, MBM, filiale d'Usinor. L'exemple le plus marquant est celui d'Ardennes-Carbône, une fabrique de charbon de bois installée depuis le début de l'année dans l'un des ateliers désaffectés, et qui prend de l'extension. Les deux patrons de cette petite entreprise, un ancien contremaître et un cadre commercial, envisagent même d'acheter des fours.

Cette semaine, plusieurs petits hommes aux yeux plissés, cravate impeccable et chaussures miroitant, arpentaient précautionneusement les abords de l'aciérie. « Les Japonais sont là, grognait un ouvrier. Ils viennent de l'entreprise AVE, une société d'électronique. Ils ont déjà embauché un chef d'équipe et une dizaine d'autres personnes. Eux, au moins, vont vite en besogne. Mais c'est 400 emplois qu'il faudrait créer à Vireux. »

Non loin de la mairie, une inscription sur un mur narque les forces de l'ordre : « Chooz : sautera, Vireux vivra. » Mais la peinture est vieille de deux ans, et Vireux se meurt autour de son usine désintégrée.

JEAN BENOIT.

M. QUILLÈS ANNONCE UNE SÉRIE DE « MESURES TECHNIQUES » POUR RELANCER LE BATIMENT

M. Paul Quillès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a annoncé, le 28 septembre, aux représentants de la profession du bâtiment — réunis dans le cadre du groupe de réflexion Habitat 88 — une série de « mesures techniques » pour relancer la construction.

Ces mesures « immédiates » et « concrètes », et que le ministre souhaite voir entrer en application dès 1985, procèdent d'abord d'une volonté de « favoriser la liberté d'initiative » et de simplifier des règlements. M. Quillès a notamment annoncé, pour « desserrer le frein », l'extinction de la procédure des « marchés-cadres » et la simplification du système des prix de référence. Il a, en outre, déclaré qu'il étudie un système de prêts avantageux accordés aux professionnels qui s'approchent des objectifs d'Habitat 88, c'est-à-dire qui produisent, à qualité égale, au-dessous du seuil des 95 % du prix de référence.

Le ministre a également annoncé l'accélération de la création d'une banque de données « sur les produits industriels et les technologies innovantes ». Enfin, il a exprimé son souhait de voir se « professionnaliser » la formation en encourageant le rapprochement des écoles et des entreprises.

● Diminution des effectifs de Rhône-Poulenc à Colmar. — Le groupe nationalisé Rhône-Poulenc envisage de réduire de 320 à environ 140 le nombre des salariés de son usine textile de Colmar (Haut-Rhin) d'ici à 1987, apprend-on à Mulhouse de source patronale. Compte tenu de départs en préretraite, une centaine de personnes seront reclassées dans les autres usines du groupe. Cette réduction des effectifs fera suite à une modification de la production de l'usine Rhône-Poulenc-Textile de Colmar, avec son transfert au sein de la société Rhône-Poulenc-Fibre.

Un grand titre pour une grande voiture.

53 journalistes européens représentant 16 pays ont sacré la Fiat Uno voiture de l'année 1984.

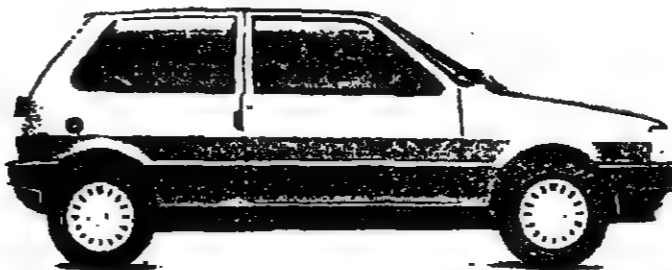
Cette distinction récompense les efforts déployés par Fiat pour concevoir la voiture qui répond le mieux aux exigences de la conduite actuelle.

Habitabilité record pour un encombrement minimum. Maniabilité surprenante, comportement routier exemplaire.

Silence ouaté, même à grande vitesse. Consommations très basses pour des performances élevées.

En dix-huit mois, plus d'un demi-million de Fiat Uno courent sur les routes européennes.

Ce n'est pas un hasard. **Uno!** Le succès appelle le succès. *Ma Grande*



UNO. VOITURE DE L'ANNÉE 1984

Fiat Uno. A partir de 37 900 F. Modèle présenté : Uno 45 ES 5 vitesses, 44 000 F. Consommation (normes CEE) : 4,3 l à 90 km/h ; 5,8 l à 120 km/h ; 6,4 l en cycle urbain.

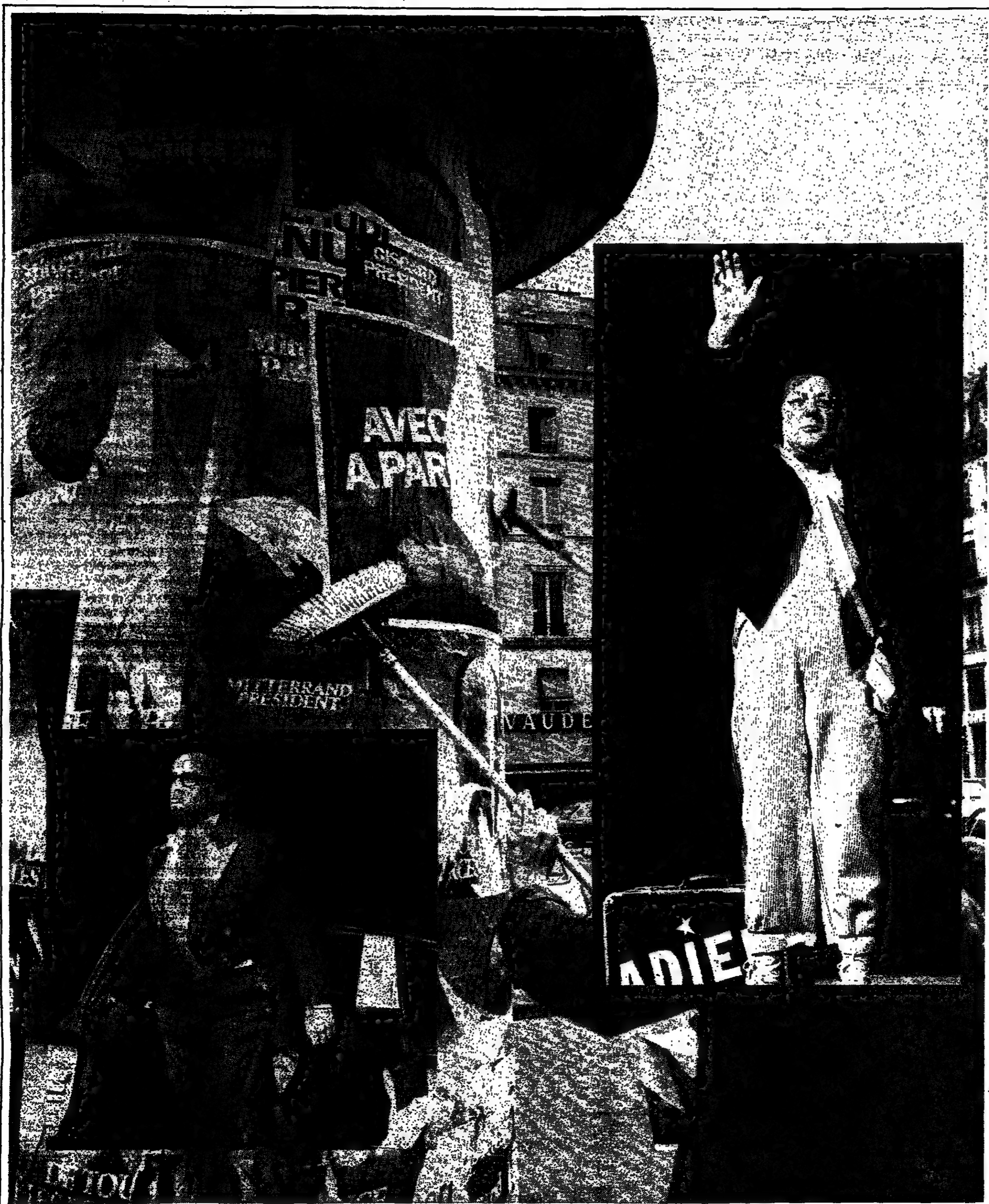
FIAT

100

مكتبة من الكتب

Le Monde

Aujourd'hui



PHOTOS NORDET LE LURON : AFP ; COLLICHE : L. DE RALAMY/SYGMA

Show-business et politique, page III

Dentiers bon marché et dentistes très mécontents, page IV

Les vendanges mécaniques, page VIII

Chez les grosses têtes de la vallée du silicium, page X

Supplément au numéro 12342. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 30 septembre - Lundi 1^{er} octobre 1984.

« Poulets » coquets

« Modernisation » oblige, nous aurons droit, nous aussi, à nos films nouveaux, modèle américain, technologiques et gais, « rassurants et dissuasifs » ; bref, parfaitement anonymes.

En effet (et tous les étrangers vous le diront), ce qui faisait un des charmes particuliers, unique et irremplaçable de la « douce France », c'était justement l'aspect quelque peu suranné de la panoplie vareuse-képi. Tous les aéroports, toutes les bretelles d'autoroute, toutes les banlieues, c'est bien connu, se ressemblent ; jusqu'à présent, les films français étaient uniques : et ce qui permettait au voyageur, avant même d'apercevoir la pointe de la tour Eiffel, de s'assurer réellement, physiquement, de sa présence sur le sol français, c'était bien la vision du légendaire cylindre.

La kèpi, le steak-frites, la tour Eiffel : la France, c'était cela. Maintenant, nous avons le hamburger et les casquettes. Mais qu'attendent-ils donc pour recouvrir ces archaïques et hideuses poutrelles, honte de notre pays, d'un magnifique vitrage réfléchissant, façon « Dallas » ?

Nous en sommes bien là : avec le képi, c'est la spécificité culturelle

française qui s'efface encore un peu plus devant les assauts d'un univers banalisé, standardisé, sans âme. Maintenant, rien ne ressemblera plus à un film français qu'un film américain, polonais, chilien, sud-africain. 1984 ne paraît une date hautement symbolique pour sonner la mort du film français : avec la casquette, c'est le monde froid et déshumanisé d'Orwell qui nous envahit encore un peu plus.

Le film français a ses humeurs. Se croyant mal aimé, il s'est trouvé moche ; et si se figure qu'en renouvelant l'emballage, il changera le sentiment. Le film français a ses élégances. Il voudrait tant qu'on l'aime ou, à défaut, qu'on le craigne. Incapable de faire pénétrer le modernisme dans son esprit, il en exhibe les emblèmes sur le sommet de son crâne. Nous avions des « poulets », nous aurons des « coquets ».

P.S. — A-t-on au moins testé les effets différenciels d'un coup de marteau porté sur un crâne de film moyen coiffé d'un képi (effet amorceur garanti) et d'une casquette ? Il va falloir souffrir pour être beau !

EDOUARD REICHENBACH,
(Paris.)



Boîte aux lettres allemande (1860).

Concours « le Monde »-Zodiaque sur l'art roman

Notre concours sur l'art roman, organisé avec les éditions Zodiaque et présenté dans notre supplément *le Monde Aujourd'hui* entre le 15 juillet et le 20 août, nous a valu de très nombreuses lettres de personnes, concurrentes ou non, mais toutes passionnées par le sujet.

Ce concours, dans l'ensemble, a été jugé très difficile. Soit, ce

n'était pas simple : et c'est vrai aussi que les migrations artistiques ne facilitent pas les recherches. On nous a fait remarquer, à juste titre, qu'on ne part pas en vacances se bibliothéquer sous le bras...

Mais il semble que, au-delà de l'espoir de gagner, nos lecteurs ont trouvé, avec les itinéraires

comme avec les questionnaires, l'occasion de renouer avec un savoir oublié et de partir à la découverte ou à la redécouverte des richesses de l'art roman. On nous demande de recommencer l'année prochaine... avec l'art gothique.

Weber-Diffusion, qui a en charge le dépouillement, arrive au bout de ses peines, et le jury se

réunira très prochainement afin de départager les vainqueurs.

Le Monde n'attendra toutefois pas la proclamation des résultats pour satisfaire la curiosité de ses lecteurs : les réponses aux six questionnaires seront publiées dans le numéro du *Monde* d'aujourd'hui daté 7-8 octobre.

A la niche !

Je suis maître-assistant non titulaire depuis 1977 et docteur d'Etat en astrophysique. En 1982, le ministère de l'éducation nationale m'a assigné d'office à un collège pour des raisons qui n'ont rien à voir avec mes qualités d'universitaire et de chercheur. En 1983, il a prolongé pour un an cette assignation, de façon à m'interdire tout travail de recherche. Cependant le jury Carnegie-Del Duca m'a offert de venir passer cette année universitaire au Centre astronomique de Pasadena, qui comprend les télescopes du mont Palomar, du mont Wilson et de Las Campanas, gérés par le California Institute of Technology et Carnegie Institution.

Depuis 1981, le jury Carnegie-Del Duca, qui comprend plusieurs membres de l'Académie des sciences, permet à deux scientifiques français de venir prendre connaissance des plus récentes recherches dans l'un des départements de Carnegie Institution.

Le ministère de l'éducation nationale n'a pas hésité à passer outre et m'a à nouveau nommé d'office dans un collège, m'annonçant son intention de me radier si je ne rejoins pas immédiatement ce poste. Tiens-il vraiment à se débarrasser de moi ?

EDMOND GIRAUD
Pasadena (Californie).

Taxe téléphonique scandaleuse ?

L'augmentation brutale et instantanée de la taxe téléphonique, qui est passée le 16 août de 0,648 à 0,75 F, a provoqué un peu partout en France de vives réactions. En tant qu'utilisateur, je suis moi-même un peu surpris par la méthode que le gouvernement a utilisée pour procéder à cette augmentation. La forme est déplaisante. Mais sur le fond, il n'y a vraiment pas de quoi faire tout ce bruit. Car, enfin, en 1981, cette taxe était de 0,37 F.

Elle n'a donc fait que doubler en vingt-trois ans, alors que nos ressources ont été multipliées en moyenne par huit ou par neuf, le montant du SMIC par quinze. La vérité, c'est que cette augmentation n'a pas suivi le coût de la vie et des prix de revient. Le retard est dur à rattraper. En 1972, le montant de la taxe téléphonique n'était encore que de 0,40 F, soit une augmentation de 3 centimes en onze ans. Une certaine année, elle est passée de 0,49 à 0,50 F : c'était dérisoire. Si le coût de la taxe avait suivi le coût

de la vie, comme les timbres-poste (de 0,25 à 2,10 F), cette taxe serait aujourd'hui de 3 F. Et les gens crieraient au scandale, car ils s'habituent à ne pas payer à leur juste prix certaines denrées.

On pourrait citer le beurre, qui, en vingt-trois ans, n'est passé que de 2 F les 250 grammes à 8 F en moyenne. Et bien d'autres denrées sont dans ce cas. Je viens d'acheter pour 700 F une machine à écrire que je payais 350 F il y a vingt-huit ans.

La vie chère, c'était surtout il y a vingt ans. Dans l'augmentation des prix, on publie l'augmentation des ressources, chaque article n'étant que le produit d'un travail, donc d'un salaire.

La ménagère qui paie une laitue 1,50 F dans une grande surface trouve cela tout naturel. Quelle somme revient là-dessus au producteur ?

LUCIEN LACHAUME
(Médan-sur-Isère).

Raison

Science et rationalité

« L'USAGE de la raison dans la pensée et la science contemporaine », tel était le titre du questionnaire du *Monde* sur « les aventures de la raison ». Curieux questionnaire, car, enfin, la raison, c'est « la faculté par laquelle l'homme connaît, juge et pense ». Penser, c'est « mettre en œuvre la raison ».

Quant à la science, elle a été, et est restée le fruit de la confrontation de l'expérience et de la raison. La science est donc indissolublement liée à la raison.

Le questionnaire fait référence aux « nouvelles approches de la rationalité contemporaine ». La rationalité, c'est la « qualité de ce qui est rationnel », et le rationnel, c'est « ce que l'on conçoit par le raisonnement ». lequel, cela va de soi, met en œuvre la raison. La raison, « faculté qui permet à l'homme de connaître et de juger ».

La raison, l'une des « valeurs cléricales » chères à Julien Benda, « est statique, semblable à elle-même par dessus la diversité de circonstances, de temps et de lieux ». La rationalité, comme la raison qui en est le fondement, ne peut être qu'une et universelle.

Quelques philosophes défendent l'idée d'une pluralité des rationalités, lesquelles varieraient suivant les pays. Certes, religions, législations, coutumes et esthétiques diffèrent d'un pays à un autre. Les religions sont fondées sur la foi et non sur la raison. Les religions chrétiennes — issues de l'essénisme — sont nées dans un

contexte juif, mais aucune ne saurait relever d'une hypothétique rationalité hébraïque.

La création artistique est tributaire de la sensibilité plus que de la raison. La diversité des styles ne saurait être considérée comme l'effet d'une diversité des rationalités. Les législations sont le produit sublimé des interactions humaines, lesquelles sont influencées par la nature de l'environnement.

Aucune de ces composantes des diverses civilisations ne relève de la rationalité. Encore une fois, et nous reviendrons sur ce point fondamental, la rationalité ne peut être qu'une et universelle.

Le fait que « les philosophes ne sont pas parvenus à formuler une théorie entièrement satisfaisante de la raison » ne doit pas nous empêcher de raisonner. Quelles sont, quelles peuvent bien être, ces « nouvelles approches de la rationalité contemporaine » dont fait état le questionnaire ?

Il est vrai que les écrits de certains soi-disant philosophes, pseudo-sociologues et parascientifiques, atteignent parfois les limites extrêmes d'une déraison intégrale assise sur une logomachie délirante. Pour ce qui concerne la philosophie, le texte suivant — fragment d'une réponse au questionnaire du *Monde* — est révélateur. « La réduction instrumentale et cognitive à une unilatéralité du concept moderne de la rationalité reflète la réduction à une unilatéralité d'un univers modernisé dans le cadre du capitalisme ».

« Surmonter le logocentrisme ne peut donc être la seule tâche de la pensée philosophique et de l'élaboration sociologique de la théorie. L'une et l'autre peuvent assurément contribuer à restituer l'accès aux domaines en ruine de la raison, et cela par la force de la raison exploratoire elle-même ».

« Elles pourraient toutes deux aider à remettre en mouvement, comme on ferait d'un mobile obstinément bloqué, le jeu interne immobilisé (dans la praxis aliénée du quotidien) de l'instrumentalité cognitive, de la « praxité » du moral et de l'expressivité esthétique ».

« Si le paradigme de la conscience est relayé par la communication, une analyse patiente peut rendre de nouveau visible le potentiel d'une rationalité intacte insérée dans notre comportement quotidien de la communication ».

Contentons-nous de remarquer que la rationalité n'est pas en jeu dans cette profession de foi dont la désarmante limpidité rend tout autre commentaire superflu.

Chacun sait, d'ailleurs, que la rationalité est loin d'être une composante universelle et dominante de l'esprit humain. En est la preuve le succès des voyantes, cartomancières, spirites, astrologues et autres exploitants de la crédulité de l'espèce *Homo sapiens sapiens*. Exploitation lucrative, chacun le sait.

Le fait que certains scientifiques en soient les victimes ne confère en rien à cette activité commerciale un caractère rationnel ou scientifique. Le

rationnel et le non-rationnel, raison et foi, coexistent souvent chez une même personne, scientifique ou non.

Une remarque est ici nécessaire. L'intuition joue souvent un rôle dans la découverte scientifique. Cela ne concerne en rien la rationalité de la science. En effet, l'intuition doit être sanctifiée par l'expérience et le raisonnement. Et puis, l'intuition a vraisemblablement pour substrat des interactions neuronales, lesquelles, quoique inconscientes, n'en pourraient pas moins être, sinon identiques, tout au moins très proches des interactions en jeu dans le « raisonnement conscient ». L'intuition ne saurait mettre en cause la rationalité de la science.

Le questionnaire parle de « références souvent explicites à la subjectivité et à la métaphysique ». Subjectivité et métaphysique, même cultivées par un scientifique, n'ont aucun lien avec la science. La nature et la structure de la science excluent l'une comme l'autre. De toute façon, un scientifique, comme tout un chacun, a le droit de s'égayer dans le champ de l'irrationnel, mais cet irrationnel n'en devient pas pour autant une composante de la science.

Et puis, quels sont, quels peuvent bien être ces « nombreux chercheurs ayant remis en question l'usage classique de la raison dans la science contemporaine » ? Chercheurs peut-être, scientifiques non. D'une part, les domaines de la recherche sont nombreux et, d'autre part, tous les cher-

cheurs n'ont pas nécessairement l'esprit scientifique.

Le questionnaire, enfin, fait état des « crises traversées par de nombreuses disciplines ». Qu'en est-il ? Ces crises sont en fait, l'émergence de données expérimentales ou de théories nouvelles. Le questionnaire parle à ce propos de « rationalités traditionnelles » et d'« usages non classiques de la raison ».

Une rationalité différente de la rationalité traditionnelle ne peut être qu'irrationnelle, et « un usage non classique de la raison » est nécessairement déraison. Ni la théorie des quanta, ni les théories de la relativité, ni le principe d'indétermination n'ont mis en cause la rationalité. Une « crise » ne met en question que les concepts régnants et non la rationalité.

On l'a dit, la science est le fruit de la confrontation de l'expérience et de la raison. Elle est une et universelle. C'est la rationalité qui gouverne la construction de l'édifice scientifique. S'il existait des rationalités différentes, la science ne serait ni une ni universelle ; il existerait de nombreuses sciences, comme il existe de nombreuses religions.

L'unité et l'universalité de la science impliquent l'unité et l'universalité de la rationalité. On ne manquera pas de noter que, contrairement à la rationalité qui est immuable, la science est en constante évolution. Dans les interactions toujours mouvantes entre données scientifiques et concepts, c'est la rationalité qui est l'élément stable, permanent.

Il est difficile de concevoir comment la rationalité pourrait être mise en question par la science dont elle est l'instrument formateur.

La part du raisonnement, peu importante dans les sciences descriptives, atteint son point culminant dans la physique théorique. Et la mathématique, pensera-t-on ?

La mathématique est une logique, une construction qui repose entièrement sur le raisonnement. L'idée qu'un théorème pourrait porter atteinte à l'unité de la rationalité ne saurait venir à l'esprit.

Le questionnaire pose enfin le problème de la vérité. On se contentera à ce sujet de donner deux citations :

« Il faut croire au progrès de la science, mais il convient de n'accorder qu'une confiance limitée aux formes que ce progrès revêt successivement ».

(Emile Duclaux.)

« Cette sorte de vérité imparfaite et provisoire qu'on appelle la science ».

(Anatole France.)

Les scientifiques, en règle générale, s'abstiennent de parler de vérité.

Le questionnaire du *Monde* méritait, me semble-t-il, d'être considéré non en fonction de telle ou telle discipline, mais dans sa généralité. C'est ce que j'ai tenté de faire.

ANDRÉ LWOFF.

* Julien Benda, *Le Traité des sciences*, Grasset, 1975.

هكذا من الأفضل

Show-business et politique ou le mariage dérisoire.

Le Luron : l'anarchie par le rire

« Je rentrais en scène en disant : « Bonsoir mes diamants ».

L'HISTOIRE, déjà ancienne, prend ces temps-ci l'allure de la devinette chère aux enfants : show-business et activité politique vont en bateau... Pour l'heure, c'est la politique, la perception en tout cas qu'en ont beaucoup qui aurait tendance à tomber à l'eau. Que l'on se rassure : elle sait nager.

La politique va au show-business. Le show-business va à la politique. Médias, méthodes, façons de faire et d'être, contacts pas toujours exempts d'arrière-pensées, et même accusations réciproques d'usurpation de notoriété : tout y concourt. Il était donc naturel de revenir, côté scène, sur le rejet de la classe politique, les comportements, les attentes, les déceptions et les illusions du « public » que le Monde a récemment analysés sur un mode plus classique.

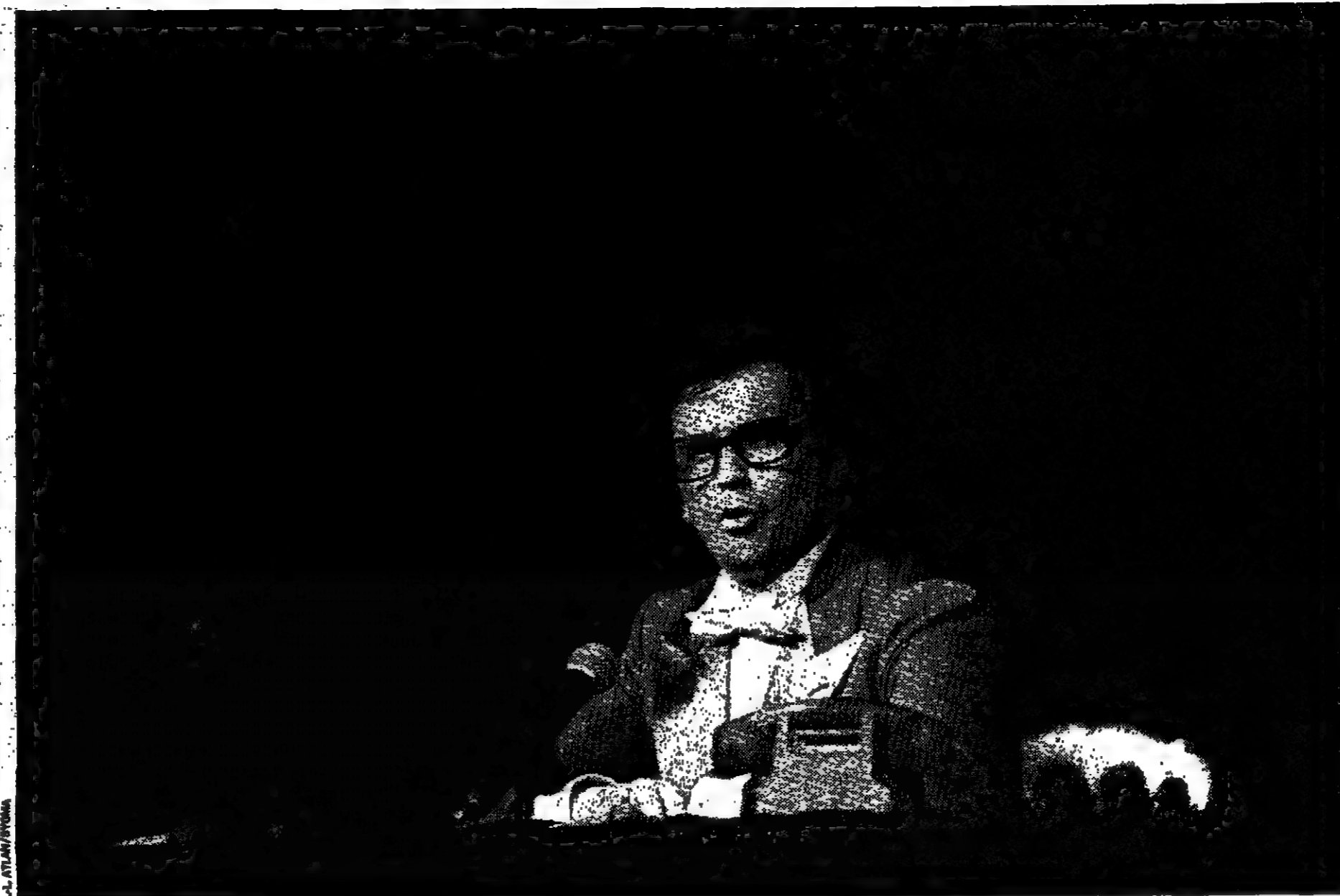
Tournée en dérision, mimée dans ses stéréotypes et ses manies, traquée jusque dans la plus petite faiblesse, la moindre obscurité, pillée aussi dans ses thèmes, qui, après tout, sont ou devraient être ceux de tout le monde, la politique n'est assurément. Quand ce ne sont pas les ténors de la vie publique qui, pour, contre, côte à côte, recherchent l'extraordinaire chambre d'écho des gens du spectacle. Millions de voix, millions de disques... Voix du peuple, oreille du peuple.

Nous donnons cette semaine la parole à Coluche, Thierry Le Luron, Alain Souchon, Michel Sardou. D'autres s'exprimeront ultérieurement sur les mêmes sujets. Les pieds dans le plat, ou l'air de rien, de près ou de loin, pour faire sourire ou rigoler, ou réfléchir, ou encore pour se déclarer, en lieu et place des silences innombrables, loin, loin, loin du spectacle politique tel qu'il fonctionne : tous disent quelque chose de la vie publique. En retour, la politique joue, tance ou encense périodiquement l'un ou l'autre.

Show-business et activité politique vont en bateau : il y a des tasses à boire pour tout le monde, en alternance. Toutes les Républiques sont un peu mondaines, un peu intéressées, du côté de la majuscule, des sommets de l'État. Les « copains-copains » sont parfois des pièges qui se referment ou se résolvent, au mieux, en « je t'aime moi-non-plus ».

Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, cité à un titre ou à un autre par presque-tous nos interlocuteurs, Jacques Attali, qui hante beaucoup le milieu du show-business, en fit au moins une fois l'amère expérience. Le chanteur Daniel Balavoine, héros indiscipliné d'un passage tumultueux à l'antenne en compagnie du futur président de la République, en mars 1980, trouva, pour finir, qu'on voulait surtout l'utiliser.

L'idylle connut à peu près cette conclusion, sans éclats de voix ni aménité. Balavoine : « Vous prospérez dans les poubelles, à ramasser les papiers gras. » Attali : « Et toi, tu es un voyou... » Show-business et politique vont en bateau...



« QUE pense-t-on des hommes politiques français lorsque l'on a passé comme vous des années — et que l'on continue — à faire profession de démontrer leurs gestes, leurs mimiques, leurs discours pour les imiter ? »

— Je pense d'abord que ce sont des gens qui adorent la notoriété, sous toutes ses formes. Je crois qu'ils sont très cabotés. Ils adorent être reconnus. Etre imités aussi. Mieux vaut pour un homme politique être imité que passé sous silence : ça prouve qu'on a de l'importance.

— Qu'est-ce que je pense d'eux ? Je les remercie d'exister. Cela fait quinze ans qu'ils me permettent à moi d'exister, d'abord. Je crois surtout dans l'ensemble que le discours qu'ils tiennent ne correspond pas toujours à leur véritable image. Ils donnent souvent l'image qu'ils sont obligés de donner, ou qui existe malgré eux, parfois. J'ai le sentiment que beaucoup apparaissent socialement parfois par obligation, pour défendre des idées, un dogme, un parti.

— Je suis allé quelquefois à l'Assemblée nationale. Je me suis aperçu qu'il y avait une façade. Les médias donnent une image d'hostilité, de haine, etc, alors que, très souvent, ils font leur petite cuisine entre eux. Il y a parfois même une atmosphère de rigolade, voire de camaraderie, surtout entre gens opposés.

— J'ai l'impression que c'est un métier, avec ses mœurs, ses us et coutumes. Avec ses clefs aussi. L'électeur, le public, n'a pas toutes les clefs, loin de là.

— Est-ce qu'il vous arrive d'apprécier en technicien les attitudes ou les traits de langage de vos « victimes » : « tiens, voilà un truc génial : ça, c'est un peu trop facile », etc. ?

— En 1974, j'avais noté que Chaban-Delmas, au cours de sa

campagne présidentielle, a cherché à ne plus être Chaban, à ne plus être la caricature qu'on faisait de lui, que je faisais de lui en particulier. Il a essayé de faire attention à sa voix nasillarde. Au lieu d'être le lapin agile qui sautait partout, il a essayé d'être calme et posé, et finalement il a donné une image de lui un peu triste, un peu rabat-joie. On s'est dit : avec les années qui nous attendent, il n'est peut-être pas l'image de la jeunesse. Il a pipé les dés, il a écorné ses cartes, et les gens n'ont pas voulu jouer avec lui. Ils ont trouvé qu'il était peut-être un peu vieux pour être un Kennedy français, alors que c'était l'image qu'on avait de lui.

— Parfois donc les hommes politiques se corrigent par rapport à leur caricature, celles de Cabu, de Faizant, les miennes et d'autres. Et c'est un tort. Je crois qu'ils ont intérêt, au niveau de l'image, à rester le plus naturel possible. Prenons le cas de Chirac : il est dans la vie, je crois, quelqu'un d'un abord assez facile, assez naturel. Il a une image qui a du mal à passer : quelqu'un d'autoritaire, etc.

— Si je pouvais donner un conseil aux hommes politiques, c'est d'être aussi vrais, aussi naturels que possible. Maintenant, le plus vrai, ce n'est peut-être pas toujours possible dans leur profession.

— A vos débuts, vous avez été un peu le choucho de la droite. Comment en avez-vous pris conscience et est-ce que vous en avez tiré des conclusions professionnelles et politiques d'autre part ?

— Je me suis rendu compte que j'avais été un peu récupéré. Assez facilement puisque mes parents étaient gaullistes... Lorsque je suis arrivé à dix-sept ans sur le marché du travail, dans le show-business, j'avais plus ou moins des idées préconçues. Comme c'était le parti gaulliste qui était au pou-

voir et faisait les beaux jours, j'ai trouvé cela plutôt sympathique.

— Quand j'ai pris conscience de cette récupération, j'ai été ennuyé, sincèrement. Je me suis dit que je n'avais pas fait ça comme cela. Pour moi, j'avais été un peu un émerveillement de voir au bout d'un an des gens dont j'entendais parler à la radio, à la télévision, et qui me serraient la main ou m'invitaient à dîner.

— Je me suis donc un peu rebiffé. J'ai fait une crise. Il y a eu un phénomène de rejet. M'étant senti récupéré, j'ai fait le contraire après. Du temps de Giscard d'Estaing, le *Canard enchaîné* m'avait traité de persifleur n° 1. Je crois que j'étais l'un de ceux qui ont le plus violemment attaqué Giscard d'Estaing du temps des diamants.

— J'avais une émission sur France-Inter qui s'appelait « Les parasites sur l'antenne ». Quand le *Canard* a sorti l'histoire des diamants, j'ai fait changer toute la programmation en ne mettant que des disques sur les diamants : « *Diamonds are for ever* », « *Je suis une croqueuse de diamants* ». Ça m'avait d'ailleurs valu un coup de téléphone de M^{me} Baudrier, qui était à l'époque présidente de Radio-France. Jean Chouquet, qui était le directeur-adjoint de France-Inter, m'a dit : « Je te remercie, je suis obligé de donner ma démission à cause de toi ».

— Je rentrais en scène au théâtre Marigny en disant : « Bonsoir mes diamants », avec une marionnette dont tous les boutons imitaient des diamants. Un jour, François Polge de Combret, qui était secrétaire général adjoint de l'Elysée, a téléphoné à Régine en disant : « Qu'est-ce qu'il a ton ami Le Luron, il est devenu fou ou quoi ? » Bref, le pouvoir n'était pas du tout content de mes prestations.

— Ensuite, j'ai eu la chance que la gauche arrive, ce qui m'a permis d'être à nouveau un opposant sur scène extrêmement virulent. Ce qui m'a valu du reste un autre contrôle fiscal. J'en suis à mon troisième à trente-deux ans et je vais demander mon adhésion dans le livre des records. C'est en fait la seule pression qu'un pouvoir peut exercer sur une sorte de Lenny Bruce (1) comme moi.

— Ça ne me dérange pas. Je me suis aperçu maintenant que ma ligne de conduite, ma politique, en dehors de mes choix personnels que je revendique dans l'isolement, sera d'être un éternel opposant, quel que soit le régime. Je considère qu'on ne peut rire et faire rire dans le domaine des chansonniers qu'en étant contre le pouvoir. Je crois que là est la satire et que de là peuvent naître le pastiche et la drôlerie.

— Dans vos divers contacts avec vos modèles, avez-vous eu parfois l'impression qu'ils vous craignaient, ou qu'ils vous méprisaient, ou qu'ils vous admiraient ?

— Je crois qu'il n'y a ni crainte, ni mépris, ni admiration. Il y a plutôt méfiance, éventuellement... et parfois confiance. J'ai rencontré, alors qu'il n'était plus président de la République, Giscard, que j'avais beaucoup attaqué. Il a fait preuve d'un grand sens de l'humour, de beaucoup de simplicité. J'ai trouvé cela plutôt sympathique. Le fait, je ne dis pas qu'il me pardonne — je n'ai rien à me faire pardonner — mais qu'il ait joué le jeu et soit passé au-dessus de tout cela, j'ai trouvé ça bien.

Je crois, maintenant que je le connais un petit peu, que c'est quelqu'un qui a beaucoup de qualités humaines, vraisemblablement, et que, malheureusement, le pouvoir, du temps où il l'a occupé, a dû le changer. Comme d'ailleurs il est en train

de changer François Mitterrand qui ressemble assez à un César imperator, drapé dans sa dignité, dans son pouvoir superpersonnel, qu'il a tellement critiqué.

C'est très dommage qu'un type qui rentre à l'Elysée se transforme au point qu'on ne le reconnaît plus. Les gens ont élu X et se retrouvent avec le président Y. Ils ne comprennent plus. Ils se disent : pourquoi est-il prétentieux, pourquoi ne peut-on pas l'aborder, pourquoi nous fait-il des cachotteries, pourquoi dirige-t-il tout seul alors qu'il y a une Assemblée nationale ? Les gens ne comprennent plus tout cela.

— Qu'est-ce que vous répondriez à quelqu'un qui vous dirait : « Ce que vous faites est dégueulasse, vous provoquez, ou vous risquez de provoquer le mépris à l'égard de gens qui doivent être, à raison même de leur rôle, respectés. » ?

— Ah non ! Je crois qu'ils n'ont pas à être plus respectés que les autres. Je trouve d'ailleurs qu'il y a des choses inouïes, presque iniques. L'immunité parlementaire, par exemple. Je ne vois pas en quoi un parlementaire serait au-dessus des lois. Ce n'est pas parce qu'il les fait qu'il doit se croire permis de faire telle ou telle chose illégale. Je trouve qu'il faudrait abroger l'immunité parlementaire. Moi je ne respecte pas les hommes politiques. Je trouve que dans l'humour on n'a rien à respecter, ni la religion, ni le sexe, ni la politique, ni les politiciens eux-mêmes. Moi j'aime le rire iconoclaste. J'aime l'anarchie dans le rire. Il n'y a pas de tabou dans le domaine du rire, donc pas de respect à avoir pour quiconque. En plus, moi je suis chansonnier, donc je serais particulièrement mal venu de respecter mes victimes, ça n'aurait plus aucun sens.

(Lire la suite page IV.)

Show-business et politique

Le Luron

« Bonsoir mes dîams ».

(Suite de la page III.)

Plus généralement, est-ce que vous pensez qu'amuser aux dépens des hommes politiques puisse tirer à conséquence, contribuer à disqualifier soit les hommes, soit la fonction ?

La fonction... Il serait temps, je pense à la fonction présidentielle, non pas de la disqualifier, mais de la ramener à de plus justes proportions. Le premier des Français... bon d'accord, mais il y a peut-être des gens plus intelligents, plus compétents que lui. Il s'est retrouvé là parce que, d'abord, il s'est prêté à toutes les magouilles politiques... Pourquoi est-ce que tout d'un coup, parce qu'il a été élu au suffrage universel, il est l'homme le plus doué, le plus capable, le plus intelligent ? Ça ne veut rien dire. Non, c'est un type qui est là, qui est désigné, qui est le chef. Bon, on veut bien suivre le chef, encore faut-il qu'il respecte le sentiment du peuple.

Ce qui m'a pas mal gêné dans les premiers discours, c'est quand Mitterrand et Mauroy ont parlé du peuple de gauche. C'est très chiant...

Cela étant posé, est-ce que vous pensez que dans votre rôle d'imitateur de talent il y a quand même des obligations et des limites ?

Aucune obligation ; aucune limite. Les limites sont peut-être celles de la diffamation, mais je les franchis souvent, ça ne me dérange pas. J'ai d'ailleurs eu quelques procès, dont l'un avec l'éditeur de Charles Trenet, et le tribunal de grande instance de Paris a jugé que le droit d'un chansonnier s'exerce au-delà du droit de la critique. Vous voyez, la justice de mon pays nous accorde déjà plus de largesses...

Dans les réactions de vos spectateurs, est-ce que vous percevez les vagues uniformes du rire ou des phénomènes plus nuancés au gré des moments, des publics et des politiciens imités ?

J'ai constaté ceci, de manière flagrante : il y a quatre ans, au Théâtre Marigny, du temps de Giscard, quand je

l'agressais, il y avait des réactions très mitigées, et même assez défavorables. Le public ne comprenait pas, trouvait cela très dur. Sur la fin, j'ai constaté un net changement pendant les derniers mois au Théâtre Marigny. Les mouvements d'humeur du début s'étaient transformés en triomphe au fil des attaques contre Giscard.

L'année dernière, avec le spectacle de Marigny, qui cette fois avait comme principales têtes de turc François Mitterrand et Georges Marchais, j'ai constaté la même chose. Au tout début - je fais des spectacles qui durent un an sur Paris - les gens trouvaient que cela allait un peu loin.

Je me souviens même d'une réflexion d'Yves Mourousi à l'entracte de la première. Il a dit : « C'est une honte d'agresser comme cela un président de la République. » On ne savait pas Mourousi si socialiste jusqu'ici, d'autant plus qu'il était quand même entré à la télévision en mai 1968 sur ordre d'Alain Peyrefitte...

Et puis les mois ont passé et j'ai constaté que cela devenait du délire. J'ai créé un personnage qui s'appelle M. Glandu, que je reprendrai au Théâtre du Gymnase, et qui est concierge rue de Bièvre, en face donc de l'hôtel particulier du président. Ce M. Glandu qui disait des horreurs et pis que pendre faisait un triomphe tous les soirs.

Je constate dans mes spectacles, à Paris ou en province, la dégradation de l'image politique de quelqu'un. Je n'ai pas attendu de lire les sondages IFOP, SOFRES... pour constater que la cote de Giscard baissait à tout va pendant la période de Marigny, et plus tard celle de Mitterrand aussi. Ça a peut-être la longue valeur de sondage puisqu'il y avait eu cent quarante mille spectateurs à Marigny pour le premier spectacle, et pour l'autre cent quatre-vingt mille.

(1) Artiste de music-hall américain qui fit scandale dans les années 50 en dénigrant le puritanisme et les tabous. (NDLR)

Sardou : le chanteur-miroir

« Il faut que les gens se retrouvent en nous ».



Il a chanté le départ des troupes américaines cantonnées en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale ; pas pour s'en réjouir. La peine de mort ; pas pour en demander l'abolition. La vente à l'étranger du paquebot France ; pas pour l'approuver.

Il a tout récemment encore rapproché 1936 d'aujourd'hui : « La gauche et la droite se tiennent dans les pattes. Et retour à la case départ ». Ou évoqué en musique, au plus fort de la querelle, « les deux écoles ». Il a été la bête noire de l'extrême gauche, qui l'a même, il y a sept ans, contraint quelquefois au silence. Il a rencontré la désapprobation compréhensive de l'Humanité avant d'être longuement interviewé par le quotidien communiste. Michel Sardou est-il l'un de ces chanteurs que l'on n'ose plus appeler « engagés », tant l'espèce s'en fait rare ?

Avec force, il répond non. « Ces chansons, ce n'est pas un engagement personnel, vous comprenez. Je ne suis pas engagé. Je ne défends pas plus un drapeau qu'un autre. Je ne suis pas militant. »

Le pourquoi de telles chansons, c'est lui d'abord : « Je suis le Français bien gueulard, bien égoïste, qui regarde la télévision, en fait. » Lui qui a « une façon de vivre que vous avez comprise. Je ne suis pas de gauche... » Lui qui ne veut pas faire croire un seul instant que « ce que j'écris, ça n'a rien à voir avec ce que je pense. Bien au contraire ».

Le pourquoi, c'est aussi le travail, la méthode : « Mon métier est d'être un miroir. Tout simplement. Il faut que les gens se retrouvent en nous. » Alors « Je prends ce que j'entends, ce qui traîne, les courants, que je mets en vers, en musique... J'en prends à droite et à gauche ».

Avec tout cela Michel Sardou « ne cherche pas à exprimer un langage politique ». Simplement à faire « des chansons d'humeur, des chansons de chair ». En fin de compte, « moi, ce que je chante, je l'ai capté. Ce que les gens ne savent pas, en fait, c'est que c'est eux qui ont écrit la chanson ».

Ni engagé ni de gauche, « chanteur populaire » avant tout, Michel Sardou a pourtant

cru devoir exprimer publiquement il y a quelques années ses votes (contradictoire) passés et à venir. « Moi, j'ai dit ça ? Je devais être bourré. Je n'ai jamais voté. Ça ne m'intéresse pas. Et puis c'est le dimanche... »

Beaucoup de gens disent se moquer éperdument de la politique ? Il les comprend. « Trop, c'est trop. On est noyé par des déclarations contradictoires. Un type vient faire un discours. Trente secondes après on a tout de suite la réaction d'un autre qui vient vous expliquer le contraire. Des flots de chiffres, de sondages, d'états d'âme... On n'est plus personne en France. On n'est que des masses. Il y a deux millions de chômeurs, un million de manifestants, 40 % pour le non, 48 % pour le oui... On ne comprend plus rien. Je suis un individualiste total. Je ne me reconnais donc en personne. Ils m'émerventent. Je ne les crois pas non plus. Il y a ça aussi ».

Vous lisez les livres, dit encore Michel Sardou : formidable. Deux Français sur trois, le Mal français... je les ai lus. Formidables livres. Mais faut

pas parler ou écrire, faut agir. Le chanteur ne se sent pas seul : « Pour ce qui concerne les gens de ma génération, y a un désintéressement total. Ça vous paraît en même temps tellement trop compliqué ce qu'ils nous enveloppent. Y a tellement de papier autour pour accoucher d'un petit cadeau ridicule... »

De cadeau, lui n'en fera en tout cas à personne en laissant accaparer son nom et sa vision des choses. Il évite de « faire des galas où il y a un emblème derrière ». Du reste, la question est sans objet : « Soit la gauche dit : celui-là est incurable, il ne fait pas partie du clan ; soit la droite dit : si on prend celui-là, ça va être trop. Comme ça, j'ai une paix royale. »

Apparent paradoxe : Michel Sardou ne croit pas aux mensonges des politiciens ; des centaines de milliers de gens croient le convaincant « menteur par profession » qu'il est : « Je trouve ça extraordinaire, formidable ; on va enfin devenir normaux... croire les révé-



Souchon : Candide baisse les bras

« Moi, je ne vais pas me battre contre ça. Je veux aller à la campagne. »

« J'ÉTAIS plutôt satisfait de l'arrivée de la gauche au pouvoir, bien que je ne vote pas. Je me suis dit : on va bien voir. » Ne voyant pas grand-chose, « sauf du côté des trucs symboliques : la peine de mort, ce qu'on appelle la culture, etc. », constatant que « la vie profonde des gens était toujours merdique », Candide-Alain Souchon s'en fut à l'Elysée, à l'occasion d'une émission de radio, pour demander au président de la République : « Est-ce qu'il y a un espoir ? »

Sourire doux-amer : « Il m'a fait un discours en quatre parties sur le fait qu'il n'y avait pas de problème. » En prime, petite redécouverte au goût aigre d'enfance. « Je porte des jugements sur la politique. Je dis : c'est dérisoire et tout... En

fait, j'étais comme un petit garçon à l'Elysée. Comme un lycéen de douze ans qui va chez le proviseur. J'étais quand même terrorisé d'être dans ce palais avec le roi. Je balaisais à mort. J'avais perdu tous mes moyens. J'avais honte d'être comme ça, mais j'étais comme ça... Je me suis déçu, je me suis retrouvé comme un petit garçon... »

Candide s'était égaré, voilà tout. Il ne vote pas, donc : « Désintéressé total pour la puissance de mon bulletin de vote... Certainement aussi un léger snobisme, bien que je m'en défende toujours. » Il ne voit aucun rapport entre le but supposé de la politique et leurs buts à eux, les politiciens, entre eux et nous. Il n'aperçoit pas de vraie tentative de s'occuper

des choses sérieuses (pas l'opposition gauche-droite « systématique, sosette ») : « Visiblement, ça merde. L'Angleterre est une loque, l'Italie est une loque, nous on est des loques. Donc, le seul truc intéressant à faire, c'est les Etats-Unis d'Europe. »

Alors, rien à voir avec les hommes politiques ? Pas tout à fait. « Au niveau des hommes, du spectacle, Chirac, Mitterrand... c'est des mecs remarquables, au point de vue du show... Je les adore... »

Des collègues ? « Oui, mais beaucoup plus forts, vraiment balèzes. Ils ont une santé, déjà, qui me sidère. Ils doivent prendre des médicaments extraordinaires... C'est bien. »

Un cas particulier : « Marchais, qui fait le guignol pour

son compte depuis dix ans, au détriment du PC. Il les a foutus en l'air, quand même... »

Voilà. C'est tout ce qu'il a à en dire. « C'est senti comme ça, en gros ». Alain Souchon a peur que ce soit « un peu ridicule », diablement moins fort que lesdits hommes politiques : « Trois ou quatre parties aux discours, les yeux dans les yeux à la télé... »

Au demeurant, ce spectacle-là, cette rengaine, ne le touchent guère : « Ça recommence, quoi... il faut se battre contre ça. On voit bien qu'il y a une folie qui tourne toute seule. Moi, je vais pas me battre contre ça. Je veux aller à la campagne avec ma femme et mes enfants, et avoir quelques amis. »

Coluche : la voix du clown au fond des urnes

« A travers Giscard, c'est surtout la droite qu'on visait. »



Attali le malin

« J'ai lu dans une interview du Nouvel Observateur que vous étiez copain de Jacques Attali, le conseiller spécial du président de la République. Est-ce que je peux vous demander ce que vous vous racontez quand vous vous rencontrez ? »

— Je l'ai vu hier. Je suis allé au spectacle de France Gall, qui est aussi une de ses amies... On a bouffé ensemble après. Oui, des fois on parle politique, des fois il demande ce qu'on en pense de ceci, cela. Enfin, ils sont comme nous, comme vous, ils sont sujets à l'actualité. Quand il y a un événement dans l'actualité, ils demandent ce qu'on en pense, comme ça, pour avoir des réactions de gens autour d'eux. Ils sont sûrement un peu isolés dans leur pouvoir.

— Vous le trouvez sympa, Attali ?
— Intelligent, surtout. Sympathique aussi, bien sûr. C'est pas souvent dans le show-business qu'on a l'occasion de rencontrer des gens aussi malins que ça.

— Vous avez lu ses bouquins ?
— Non, non, je suis pas un fan ni un adorateur. J'aime bien l'économie, c'est vrai, ça m'intéresse, c'est un hobby. Enfin, j'aime bien parler avec lui de n'importe quoi.

Eux, de l'humour ?

« L'humour chez les hommes politiques ? Non, j'y crois pas du tout, pas plus pour Mitterrand que pour un autre. Je pense que, le militantisme, c'est le contraire de l'humour. On a le droit de rire de tout, sauf du Parti communiste. Ça, c'est de la connerie... Je ne pense pas qu'ils aient de l'humour, ni les uns ni les autres. Ils peuvent avoir de l'esprit, tout ça, mais de l'humour, ça m'échapperait. De rire, c'est mal ! »

« L'E rejet de la politique ? Oui, oui, je peux en parler, dit pensivement Coluche en feuilletant méticuleusement un exemplaire du Monde. »

— Moi, je crois que le plus grand problème, c'est quand même de remplir le journal. Parce que c'est ça... Y'a combien de pages à ce journal ? Y'a vingt-huit pages... qui représentent combien de feuillets ?

— Il y en a trois dans une colonne entière, en gros.

— Trois dans une colonne entière...

— Dix-huit dans une page pleine.

— Ça en fait du bla-bla-bla... Le problème de la politique, c'est un peu qu'il faut remplir les pages. Parce que les mecs disent parfois des choses plus ou moins intéressantes, les politiciens. Mais en fait c'est rare qu'ils soient polémistes eux-mêmes... Même l'opposition, c'est rare qu'elle soit là pour simplement polémiquer.

— C'est les journaux qui rajoutent alors, qui font monter la mayonnaise ?

— Ah ! oui. Moi je crois qu'on cherche dans les discours des mecs ce qu'ils ont dit ou pas dit ou ce qui est sous-entendu... et on essaye de remplir les pages avec ça parce que, tous les jours, c'est dur.

— Je me suis souvent posé la question : « Qu'est-ce que je ferais si j'avais un journal qui parle de politique, surtout, pour remplir les pages ? »

— Qu'est-ce que je pourrais bien faire d'autre que ce qu'ils font tous, c'est-à-dire appartenir plus ou moins à un parti, d'une part, donc d'être à la solde intellectuelle de ce parti, pour les idées, pas besoin d'en avoir d'autres ? Et puis qu'est-ce que je ferais d'autre que de polémiquer ? Je sais pas... J'ai pas trouvé de réponse, mais c'est un vrai problème.

— Parce que, en fait, qu'est-ce qu'on en a foutre, en dehors des périodes électorales, de la politique, qu'est-ce qu'on en a à foutre ?

— Maintenant... un sondage dit que 80 % des hommes politiques sont des menteurs... Non, c'est pas ça... 80 % des mecs sondés disent que les hommes politiques sont des menteurs. Ils parlent probablement des hommes politiques en exercice. En fait, je crois que les Français pensent que tous les hommes politiques sont des menteurs... J'ai jamais vu un mec me dire : « Ah ! non, non, non, celui-là, il est vraiment honnête, ta-ta-ta. »

— C'est sûr que la gauche est plus honnête que la droite, puisqu'elle avait le choix d'être de droite à l'époque où elle était de gauche... Mais y a quand même les raisons électorales, les raisons de parti...

— Quelque temps avant votre projet de candidature à la présidence de la République, en 1980, vous avez dit que la politique « vous faisait rire ». Est-ce que c'est toujours vrai aujourd'hui ?

— Ben oui... De toute façon, c'est plus ou moins drôle selon les époques. Y a des époques où la politique est plus ou moins à la mode... C'est un truc drôle on pas drôle suivant qu'on a décidé de rire ou de pas rire en général.

— Moi, ça me fait toujours autant rire... Par exemple, aujourd'hui, la peur qu'on a de Le Pen, ou la peine qu'on a de Le Pen — c'est pareil — c'est de la polémique quoi... Ce mec-là refait ses 3 % quand il faut. Si ça se trouve, il restera défi-

nitivement un homme politique important, mais j'y crois pas.

— Votre candidature pour 1981 : vous dites que vous y aviez pensé depuis longtemps. Mais on a raconté que c'était un coup de Lederman, votre impresario. Est-ce que c'est vrai ?

— Ben non. Lederman était contre. Il voulait pas, au départ. Il avait l'idée que ce serait difficile à finir. Et il avait raison. Quand on a commencé, on pensait faire 2%. Lui m'avait dit : les 2%, de toute façon, tu seras obligé de les donner, même si t'as pas d'électeurs qui vont avec, même si t'as en que des intentions de vote dans les sondages, tu seras obligé de dire : je les donne à droite ou à gauche. Et celui qui sera élu avec, il continuera probablement à te laisser dans le noir après. Parce que, si jamais on se met à dire, il est élu grâce aux voix du bouffon, alors ce serait extrêmement grave pour lui.

— Et il m'a dit : d'autre part — et il avait raison, — dès que les candidats officiels vont être en liste... en lice on dit... l'auras plus droit à la parole... C'est ce qui s'est passé.

— Avec le recul, est-ce que vous avez l'impression d'avoir été manipulé ? Je pense notamment à ce comité de soutien avec des intellectuels qui s'était formé.

— C'est moi qui pourrais les manipuler, j'ai des trucs qu'ils ont écrits. Y a des mecs qui se sont mouillés là-dedans. Ils ont dit : moi, dans mon domaine, ça va pas, y a ci et ça dans la justice, la police, l'économie...

— Des noms...

— Je sais pas qui c'était. Je les connais pas, les mecs. Je les ai connus qu'à ce moment-là.

— Vous avez gardé les lettres ?

— Oui, bien sûr. Manipulé vraiment par un parti politique ? Je crois pas, parce qu'il n'y avait rien à manipuler. On était trois à avoir fait la plaisanterie au départ. Après cela, Lederman est venu se greffer sur la blague, parce qu'il a bien fallu exploiter la publicité qui nous arrivait...

— Il est monté dans le train en marche, alors...

— Complètement. Nous on n'a jamais rien fait, à part

envoyer un télégramme pour dire que j'étais candidat. Ça ne m'a jamais coûté un franc de plus. A un moment, il y avait un homme politique qui était venu — il était d'ailleurs dans le premier gouvernement, autant que je me souviens, je ne me rappelle pas de son nom... Il m'avait amené tout le dossier pour contacter les maires. Y'avait la liste des 42 000 mecs qui pouvaient signer pour moi, puisqu'il en fallait 500. Il m'avait mis en face des noms celui qui était RPR, etc. Il m'avait dit : voilà, dans les indépendants, tu peux déjà appeler, dans les socialistes, dans les communistes aussi. En fait, moi, mon idée, c'était pas de faire cela. Lui, il avait structuré un petit peu le truc.

— Des mecs de cette bande d'intellectuels voulaient qu'on se réunisse dans un restaurant de Saint-Germain-des-Près. On y est allé une fois d'ailleurs. Une espèce de restaurant dont j'ai oublié le nom — évidemment, — qui avait déjà servi à des intellectuels pour ce genre de truc.

— Moi, j'ai vu ces mecs-là. Ils m'ont regardé ; ils se sont dit : qu'est-ce qu'on fait avec lui, qu'est-ce qu'il fait avec nous ? Effectivement, ils avaient raison. Il y en a qui se sont levés, qui se sont tirés. D'autres ont commencé à poser des questions : mais qu'est-ce que tu feras pour les femmes... Je leur ai dit : mais attendez, j'ai pas l'intention d'être élu, vous avez pas compris.

— Tout le monde a essayé de récupérer le truc. Mais y avait rien à récupérer... Tout l'ensemble était un mensonge. Je savais, enfin, j'ai très vite su que je ne pourrais pas arriver à avoir les signatures, et donc à passer à la télé comme l'espérait la majorité du public.

— Mais comme j'avais trouvé un bon filon pour emmerder tous les jours avec leur politique, ou qui nous amusent suivant qu'on trouve ça drôle, eh bien, je me suis dit : je le garde ! Mais je savais que je pourrais pas aboutir.

— Au total, vous trouvez que tout cela a servi à quelque chose ?

— A moi, c'est sûr. Vous savez, on pourra dire que le Canard a bien aidé Giscard à descendre de sa chaise avec l'affaire des diamants. Moi aussi je l'ai aidé. Bédos pourra vous dire qu'il a milité lui pendant des années sur scène pour que Giscard descende de sa chaise... Bon. A travers Giscard, c'est surtout la droite qu'on visait. Parce que Giscard, c'est pas le pire qu'on ait eu, je crois. En tout cas, trente ans de droite, ça nous avait gonflés, ça devenait un monopole... Tout le reste, c'était du guignol. On attendait comme un espoir la gauche. Et puis finalement on l'a eue.

— Interrogé sur votre candidature, Barre a dit qu'elle avait marqué l'apogée de la dérision. Qu'est-ce que vous en pensez ?

— Je ne sais pas pourquoi il a dit ça. Il essaie de faire une croix dessus comme si personne ne tournera plus la politique en dérision après cela. Qu'est-ce que vous voulez que je commente... On ne remercie pas pour des remerciements, comme on dit...

— Vous étiez l'autre jour à la télé, sur une autre chaîne, en même temps que Fabius. Vous avez expliqué qu'il avait un look tout à fait pareil que celui de Giscard. Est-ce que vous trouvez que la ressemblance est plus profonde...

— Non, non, non, je parle simplement d'un homme dynamique. Y a pas à polémiquer sur l'histoire. Je parle d'un mec qu'on attendait un petit peu... Oui. Bon, ils ont mis d'abord Mauroy, qui avait une fonction précise... Maintenant, on se veut plus libéral, on s'approche aussi des élections. Donc il faut devenir un petit peu plus souple, plus coulant. Je pense que c'est le moment d'en profiter... En ce moment, le gouvernement est vulnérable sur les affaires de société... Moi, j'ai envie de faire de la télé privée par exemple ; je vais essayer d'en faire une. Alors, on sera dans l'illégalité, mais pas beaucoup plus que Canal Plus.

— Vous avez le fric ?

— Pas moi. Mais d'autres.

— C'est pour quand ?

— Je sais pas. On essaie...

— On espère faire une émission à

Noël. On n'en est pas sûr, on sait rien, quoi.

— J'ai remarqué que vous parlez souvent, avec la plus grande franchise, du fric, de votre fric. Est-ce que vous trouvez...

— Attends. Y a encore un autre problème là. C'est rare, rare, rare que ce soit moi qui dise aux gens : nous allons parler d'argent. J'aimerais bien que tu précises dans ton article que c'est toi qui parles d'argent le premier...

— L'argent donc : est-ce que vous trouvez que, sur ces questions-là, les hommes politiques sont discrets ou...

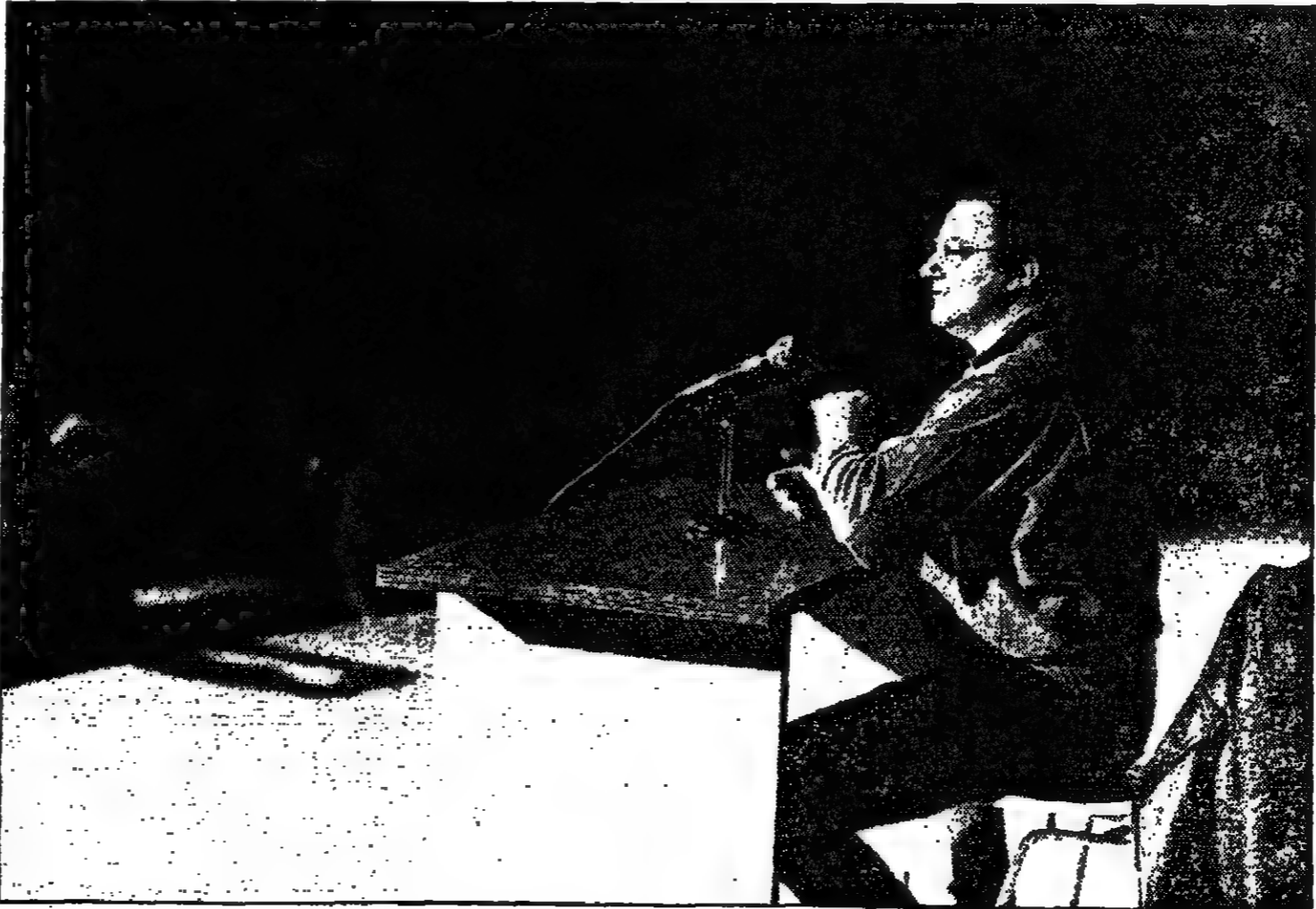
— Les hommes politiques gagnent pas assez d'argent. S'ils gagnaient plus, ils nous emmerderaient moins. C'est sûr. Les mecs vont à l'école toute leur vie, pour arriver à avoir des diplômes de président de la République ou de ministre, enfin à se mettre dans l'état culturel pour le devenir.

— Je pense que les gens de droite se sucraient trop et que les hommes politiques en général sont mal payés, beaucoup trop mal payés. Je pense qu'un ministre gagne 60 000 balles. Il devrait gagner... beaucoup plus. C'est pas terrible pour un mec qui a passé sa vie à essayer d'être vedette, dans son domaine et qui a fini par y arriver. C'est pas normal, ça peut pas susciter des vocations. Donc, c'est plus ou moins que des fils de famille qui se protègent les uns les autres dans c'est l'histoire.

— Il vaut mieux être comédien connu que politicien connu. Parce qu'en plus, politicien connu, ça craint toujours le coup de piolet quand même un peu. Tu peux sortir dans la rue et te faire flinguer en plus. En tout cas, moi je les envie pas.

— Depuis 1981, est-ce qu'il s'est passé quelque chose d'important, d'intéressant, dans la vie politique et sociale ?

— Le réel changement qu'a apporté la gauche, il existe : économie, nationalisations... Moi, je suis plutôt pour. C'est positif. Et puis, en plus, c'est du pognon que les politiciens de droite se mettent pas dans les poches comme d'habitude. Parce que je crois beaucoup à l'honnêteté de ceux-là.



« Généraliste appelle SVP »

Douze centres en France répondent à des questions délicates

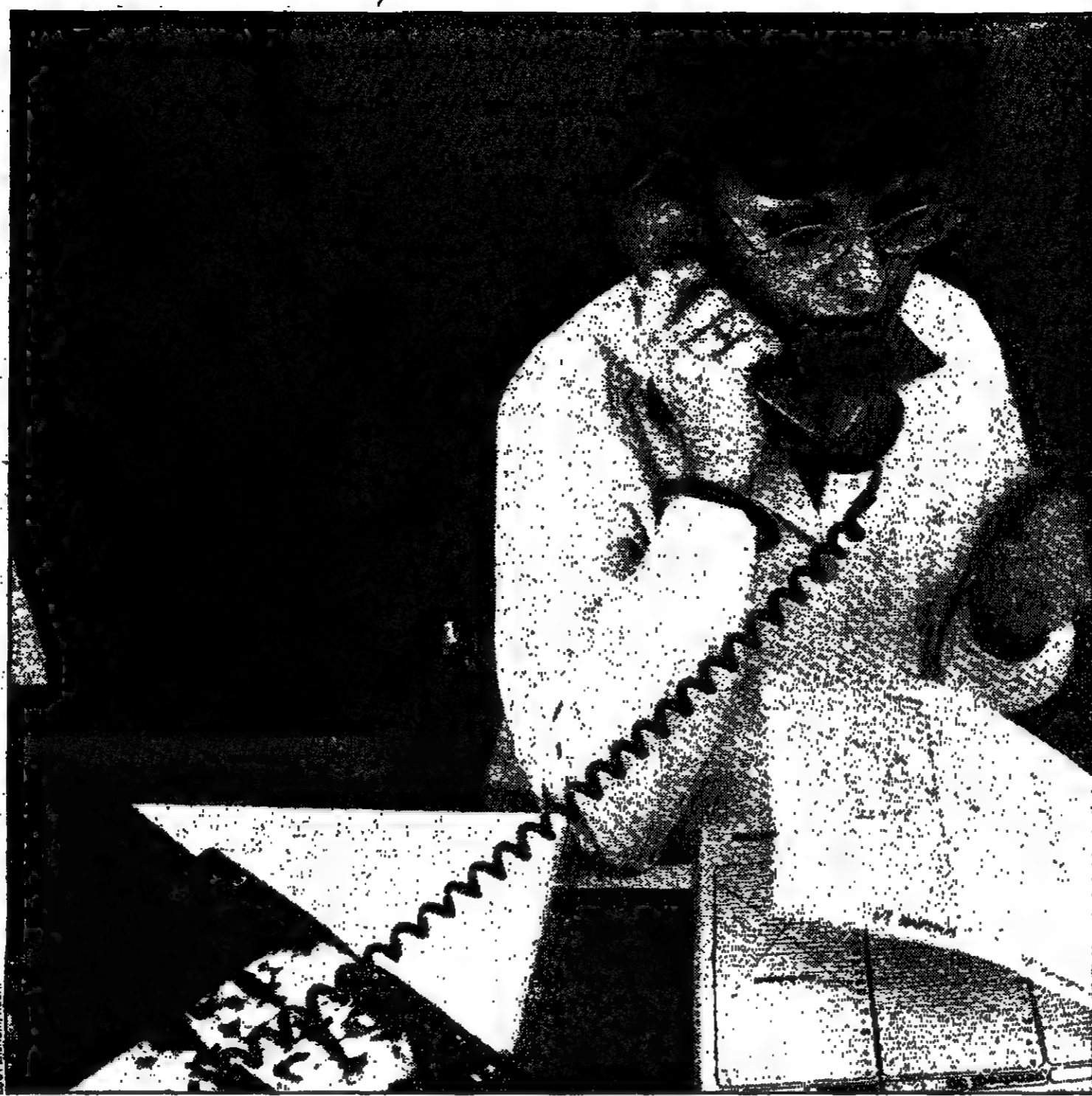
« **B**ONJOUR, j'ai un malade de soixante-dix-neuf ans, porteur d'une pile cardiaque. On lui a demandé de contrôler son fonctionnement avec un poste de radio à transistors. Comment doit-il faire ?

— Attention ! ce n'est possible que s'il s'agit d'une pile à entraînement permanent. Il suffit de régler le poste de radio entre deux stations. A chaque impulsion de la pile, on entend un bruit de type parasite. Le malade peut ainsi calculer lui-même la fréquence de sa pile. »

Ils sont ainsi six cents médecins généralistes sur deux mille environ qui, dans le val de Loire, décrochent de temps à autre leur téléphone pour appeler le service SVP-médecine du CHU Bretonneau à Tours. Initiative originale qui fête ce mois-ci ses dix ans d'existence et qui, sous l'impulsion des responsables universitaires de formation médicale continue, ne cesse de s'étendre : on compte aujourd'hui douze villes disposant en France d'un tel service (1).

Au départ, l'idée était simple : mettre gratuitement à la disposition du praticien un système d'informations rapides et pratiques, un service souple s'insérant dans la réalité quotidienne de son activité.

« L'idée d'un tel système nous est venue en 1973, lors d'une réunion sur la formation médicale continue, organisée à Paris, explique le professeur Jean Leroy. Un sondage réalisé dans la région parisienne nous avait été présenté. Il concluait que les médecins généralistes souhaitaient la création d'un tel système. Le docteur Mon-



nier, alors président de la Confédération des syndicats médicaux français, s'était levé pour dire qu'il s'agissait là de quelque chose de vraiment important. Alors, nous nous sommes dit qu'il fallait bâtir cette chose-là chez nous, et vite, pour ne pas être dans les derniers. Un an plus tard, quand nous nous sommes retournés, nous étions tout seuls ! »

Côté matériel, rien de vraiment compliqué : une pièce mise à la disposition de SVP-Médecine par le doyen de la faculté, un chef de clinique présent tous les après-midi, un répondeur-enregistreur et deux lignes téléphoniques ; la première pour recevoir les appels des médecins libéraux, la seconde pour trouver la réponse. Outre leurs connaissances personnelles et la bibliographie qu'ils peuvent consulter, les chefs de clinique ont aussi la possibilité de contacter le meilleur spécialiste de l'hôpital ou de la région. S'il le faut, ils peuvent joindre Paris, Londres ou New-York, l'important étant de trouver la réponse. L'important, c'est aussi de faciliter au maximum l'accès du centre hospitalo-universitaire aux confrères de « ville ». C'est pourquoi SVP-Médecine est gratuit. « Il n'était pas question, expliquent les responsables, qu'un confrère puisse renoncer à nous appeler pour des raisons financières. » Corollaire : trouver de l'argent pour le téléphone, les livres et les vacations des chefs de clinique. Soit entre 30 000 et 50 000 francs par an. A Tours, le financement est obtenu grâce à un système de location de stands à l'industrie pharmaceutique, lors des Journées annuelles de formation continue organisées à l'échelon régional.

Tout n'alla pourtant pas sans difficulté. L'URSSAF d'abord s'inquiéta des « emplois » ainsi créés. Les médecins spécialistes libéraux ensuite craignirent qu'un tel système ne se développe à leur détriment, le contact généralistes-CHU pouvant, selon eux, les court-circuiter. Les débuts furent assez lents, et le rythme de croissance ne s'établit qu'à partir de 1979 avec plus de cinq cents appels par an. L'aire géographique s'étendit alors rapidement au-delà des limites régionales, avant que des services équivalents ne soient créés, rétablissant l'équilibre.

En décembre 1981, le ministère de la santé accordait 200 000 francs aux services de formation continue des UER de médecine pour l'extension de ces services. Avec le temps, on commence à mieux gérer les matériaux ainsi obtenus. Analysés, décortiqués, ils deviennent un utile instrument d'évaluation des besoins en formation initiale et continue.

La grande majorité des appels concerne les situations cliniques (conduite à tenir, traitement, pharmacologie, diagnostic) ; les autres demandent une documentation, une

adresse, voire des références législatives. Au hit-parade des disciplines concernées, on trouve la gynécologie-obstétrique (grossesse, allaitement et médicaments, amniocentèse, stérilité, contraception, toxicomanie de la femme enceinte, etc.) et la pharmacologie (effets secondaires des médicaments, association de médicaments, etc.). L'hématologie et la pédiatrie sont aussi fréquemment concernées par le biais de l'interprétation des examens de laboratoire.

Qui appelle ? Le plus souvent ce sont les médecins généralistes exerçant en milieu rural. « Nous constatons que la très grande majorité des appels sont la demande d'un dialogue, la recherche d'un appui ; c'est bien là le rôle de SVP-Médecine, celui de pallier la solitude des médecins et leur angoisse. C'est bien ainsi que ce service a été senti et non pas comme un « donneur de diagnostics ». (2). » Il n'y a jamais de malaise entre celui qui appelle et celui qui répond, explique le docteur Michel Guérois, l'un des principaux animateurs du système. On

parle toujours d'une situation, d'un malade, d'un dossier. Il arrive aussi fréquemment que le médecin nous demande notre avis sur des « nouveautés » présentées dans la presse et dont il a pris connaissance par l'un de ses malades. Par la suite nous adressons un courrier à notre interlocuteur. »

Une étude statistique menée sur près de mille cinq cents appels a permis de conclure que l'orientation vers le spécialiste ou l'hôpital demeurerait minime, survenant dans moins d'un cas sur quinze. Le développement d'un tel réseau à l'échelon national permet à ses fondateurs de songer aujourd'hui à son informatisation. Il existe peu d'exemples équivalents dans le monde, et tous sont situés outre-Atlantique.

Des négociations sur ce thème sont menées avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). On envisage la fabrication d'une banque de données constituée de tous les fichiers questions-réponses de l'ensemble des centres français. Une telle banque pourrait être directement consultée par le médecin à son cabinet et mise en relation avec d'autres réseaux informatiques médicaux. La boucle serait alors bouclée, qui, de l'incertitude avouée d'un praticien, servirait, via le relais universitaire et la confraternité, à répondre à ceux qui, un jour ou l'autre, se trouvent dans une situation identique.

JEAN-YVES NAU.

C. B.

Grippe de retour

La grippe, dans les pays développés, n'est pas une affection bénigne puisqu'elle représente, en France par exemple, la deuxième cause de mortalité par maladie infectieuse, après la tuberculose. Les trois producteurs français de vaccins antigrippaux — les Instituts Mérieux et Pasteur, les Laboratoires Ronchese — viennent de faire le point des perspectives qui s'ouvrent, à cet égard, pour l'hiver 1984-1985.

Chaque année, le virus de la grippe subit des mutations, auxquelles le vaccin doit s'adapter, alors que bien d'autres maladies virales, telles la variole, la rubéole ou la rougeole, sont dues à des virus immuables. Le cas de la grippe représente sur ce point un exemple unique de variabilité biologique, dont la stratégie vaccinale doit tenir compte.

Chaque année, les centres mondiaux (Londres et Atlanta aux Etats-Unis) et régionaux (la France en compte deux : l'un à Paris, le second à Lyon) collectent les informations épidémiologiques et les transmettent à l'Organisation mondiale de la santé, qui, à Genève, centralise et diffuse l'ensemble de ces données. Ainsi, les mutations du virus sont détectées systématiquement, et les producteurs de vaccins modifient en conséquence la composition de leur produit.

Le vaccin mis au point pour l'hiver 1984-1985 comprend quatre souches (1), soit une de plus que le vaccin produit en 1983, année de faible circulation du virus grippal. La fabrication est complexe, car le virus doit être cultivé sur un milieu vivant, en l'occurrence des œufs de poule, par millions. La culture ainsi obtenue doit ensuite être inactivée avant de pouvoir être utilisée. Au total, cette préparation demande près de six mois. Sept millions de doses sont ainsi fabriquées chaque année en France.

Malgré la population-cible restant loin d'être couverte dans sa totalité, pourtant, les bénéficiaires de la vaccination antigrippale sont aujourd'hui bien connus : il s'agit avant tout des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, puisque 80 % des cas mortels surviennent dans cette classe d'âge. Les autres catégories de personnes à protéger sont les malades atteints d'affections cardiaques, pulmonaires, endocriniennes, les insuffisants rénaux, les grands fumeurs. S'y ajoutent les femmes enceintes (après le troisième mois de la grossesse), car la grippe représente un risque d'avortement ou d'accouchement prématuré, et parce que la vaccination protégera le nouveau-né pendant les premiers mois de sa vie. Restent enfin les personnels de santé, que leur profession expose au risque de contamination.

L'an dernier, cinq millions de personnes en France se sont fait vacciner contre la grippe, un effectif encore trop faible. Par exemple, la couverture vaccinale des personnes âgées et des malades chroniques, bien qu'elle soit en progression, n'atteint que quelque 50 %. Pourtant, soulignent les spécialistes, la grippe déprime fortement la résistance spontanée des individus — surtout lorsqu'ils sont âgés ou affaiblis par une autre maladie : la grippe devient alors un facteur de risque important parce qu'elle ouvre la voie à toutes sortes d'autres maladies, bactériennes ou virales.

La vaccination, dont le plein effet n'est obtenu que quinze jours après l'injection, doit être entreprise entre la mi-septembre et décembre. Elle doit, compte tenu des mutations du virus, être renouvelée chaque année.

(1) Pour l'année 1984-1985, le vaccin comprend les souches A/Philippines, A/Chili, B/URSS et B/Singapour. La lettre désigne la variété du virus (le virus A provoque les atteintes les plus graves) : elle est suivie du nom du pays où la souche a été identifiée.

UN ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

Aujourd'hui, les technologies sont maintenant au point, l'enseignement assisté par ordinateur (EAO) ne se développe que très lentement en médecine. Plus de 15 ans après les premières réalisations françaises, presque aucun des nombreux systèmes expérimentaux n'a été transféré de la faculté qui l'a créé vers un autre centre universitaire.

Néanmoins, la société de pneumologie de langue française s'est donné depuis un an les moyens de favoriser la promotion et la diffusion de 2 systèmes d'EAO. Ces deux systèmes comprennent un clavier, un écran de visualisation vidéo et sont couplés à un processeur de données à accès direct. L'usage de qualité, comme en permettent les dispositions, est en effet nécessaire pour l'enseignement de la pneumologie, spécialité médicale où la radiographie tient une grande place.

Le premier système retenu est celui de l'EAO 5 de la faculté de médecine Cochin Hôtel-Dieu à Paris. Le second est plus simple et moins onéreux. Il est basé sur le seul système d'EAO spécialement destiné à la médecine et commercialisé par un éditeur en France. Il utilise le logiciel Serimed et fonctionne sur une configuration qui comprend :

- un micro T87 ou T87/70
- une unité de disquette
- un projecteur de diapositive à accès aléatoire Diacomat distribué par Mondial Bureau. Ce système est simple, peu coûteux et fiable.

Ce progiciel a permis à des enseignants n'ayant aucune formation de créer des cas cliniques avec arbres de décision en fonction de réponses ouvertes ou fermées. Une heure d'enseignement nécessite en moyenne une disquette de 5 pouces et 40 diapositives. A ce jour, 12 systèmes ont été acquis grâce à des crédits de la société de pneumologie et au ministère de l'éducation nationale. Ils sont répartis auprès d'enseignants de pneumologie de 10 villes de facultés différentes.

B. Dautzenberg Ch. Sors - Clinique de Physiopathologie respiratoire, Groupe Hospitalier Pitié-Salpêtrière.

MONDIAL BUREAU
88, av. Félix-Faure
75015 PARIS
Tél. : 554.97.47

GUIDE PRATIQUE DES MÉDICAMENTS
PH. DOROSZ

Prescrire, délivrer, surveiller, contrôler : l'erreur n'est plus possible.

4^e édition
11,5 x 17
1084 pages
218 F (+ port 20 F)

maloine, 27 rue de l'Ecole de Médecine 75006 PARIS

Les vendanges sont faites désormais en France avec les moyens mécaniques les plus perfectionnés.

Le vin du futur

«TOUTE civilisation qui se préoccupe de survivre, écrit Raymond Dumay dans un superbe ouvrage, doit accomplir ses devoirs envers le vin» (1). Où en est la nôtre ? Depuis un siècle, lentement le monde du vin se laisse pénétrer par la science et par la machine. Il y eut d'abord avec Pasteur le voile levé sur les mystères de la fermentation alcoolique. Ce fut ensuite l'apport progressif de la technique et de la mécanisation. On remplaça comme ailleurs le cheval et l'énergie musculaire. On abandonna aussi petit à petit le bois. Le fer puis le plastique remplacèrent l'osier et le chêne. Les cuivres s'habillèrent de ciment et d'acier inoxydable. Les machines envahirent les vignes. Le mouvement fut constant. Il éloigna la main de l'homme de la plante et de son produit. Les gestes traditionnels furent oubliés et la folie devint un produit marchand. Combien sont-ils encore en France, à véritablement fouler leur cuve, écrasant de leur poids le fruit de leurs efforts ?

Cette évolution eut un avantage considérable : permettre au vigneron de maîtriser son vin. Le connaissant mieux, il put en gommer les défauts, chercher à accentuer ses qualités. La fait est particulièrement marqué aujourd'hui dans les régions d'appellation contrôlée et en dehors du système coopératif. Le vigneron n'est plus, comme il le fut jadis, victime consentante de la nature. Les fermentations mal conduites n'existent plus, tout comme les vins qui, disait-on, ne supportaient pas le voyage.

Tous ces progrès furent diversément ressentis. Manipulés, on crut, et pas toujours à tort, que les vins étaient trafiqués. A l'opposé, un goût nouveau se fit jour pour les vins possédant une identité, c'est-à-dire une appellation d'origine.

La mécanisation croissante des vendanges risque-t-elle de modifier ces équilibres ? Avec elle, c'est le dernier maillon de la chaîne qui saute, celui qui chaque année relie encore l'homme à la vendange. C'est aussi, qu'on le veuille ou non, la standardisation des méthodes de culture qui s'impose brutalement. Les intérêts industriels ici en jeu pourraient rapidement imposer, en effet, un modèle unique de cultures. On proposera bientôt au vigneron de rentabiliser ses équipements. Les mêmes châssis qui aujourd'hui enjambent la vigne serviront à tous les travaux : pré-taille, pulvérisation des traitements, épandage et récolte.

Peut-on au contraire imaginer la communauté vigneronne suffisamment puissante pour conserver cette originalité qui fait sa richesse ? Des plaques de résistance sans doute s'organiseront. Les vignobles prestigieux, par exemple, mais ailleurs ? Le raisin auvergnat, par exemple, mais ailleurs ? Le raisin auvergnat, par exemple, mais ailleurs ? Le raisin auvergnat, par exemple, mais ailleurs ?

J.-Y. N.

(1) La Mort du vin, de Raymond Dumay, Ed. Stock.

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROUY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience. Une visite s'impose 208, av. du Maine, Paris (14^e) 540-67-40 - M^{re} Aléa

OCTOBRE 1983, vendanges ensoleillées dans le jardin de la France, sur le coteau d'Ingrandes-de-Touraine, près de Bourgueil (Indre-et-Loire). Au cheval, l'un des derniers de la région, on avait attelé une charrette avec quatre « poinçons », ces fils dont on a ôté un fond et qui, debout, reçoivent le raisin coupé. On vendangeait ici comme on le faisait depuis des siècles. Six à huit coupeurs, un hôteur et sur le charrette, grand tablier du cuir et palette de bois à la main, un homme à la « râpe », occupé à séparer le raisin de la rafle en pressant la vendange sur une grille métallique. Rendement moyen de l'équipe : 1 hectare en trois jours.

Le vacarme du moteur fit lever les têtes : « Elle arrive », cria-t-on. La première machine à vendanger de la commune, un monstre bleu avalant la vigne et ses fruits, sortit de l'horizon. Rendement moyen : 4 hectares en une journée. Deux siècles se regardèrent et le cheval baissa la tête.

Elle arrive ? Elle est bel et bien arrivée. En dix ans, la machine à vendanger a envahi le vignoble français. Une explosion dont on est loin d'avoir perçu toutes les conséquences.

C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale que l'on commença à essayer de mécaniser les opérations de cueillette du raisin. Plusieurs systèmes sont étudiés dans les

plus porteurs du machinisme agricole. Un marché en cours de clarification. On compte encore néanmoins plus d'une quinzaine de constructeurs proposant au total une cinquantaine de modèles. Leurs prix se situent entre 150 000 et plus de 600 000 francs. Un domaine où nombre de petites entreprises ont trouvé plus qu'un ballon d'oxygène.

C'est le cas, par exemple, pour Arnaud Louis, Machines Agricoles, petite société basée à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme). Belle histoire que celle de la famille Arnaud. Les aïeux étaient chartrons. En 1921, la famille se lance dans la construction de charrettes, de bennes pour chevaux. « Après la guerre de 1939-1945 », raconte M. Lucien Arnaud, on abandonnait le cheval pour le tracteur. Un client nous a demandé de lui construire une remorque. On s'est lancé dans la remorque. On a commencé à embaucher du personnel.

A Saint-Paul-Trois-Châteaux, la forge était devenue beaucoup trop étroite. Les machines envahissaient le trottoir, puis l'esplanade. La famille Arnaud acheta un atelier, arriva la machine à vendanger. Déjà spécialisée dans la vigne, la société se lance dans l'aventure. On mit au point un modèle de machine tractée. Cible visée : les petits exploitants de 10 à 40 hectares : sept machines vendues en 1978, douze en 1979, et

de Vectur, autre constructeur français implanté à Langon (Charente), qui vient de déposer son bilan.

L'avenir est-il vraiment rose pour ce secteur souvent méconnu de l'industrie française ? Rien n'est acquis. La mécanisation des vendanges n'a pas été — ne va pas — sans poser de difficiles problèmes. Les encolures, en particulier, n'ont pas ménagé et ne ménagent pas leurs critiques.

« C'est à la machine, expliquent-ils, de s'adapter à la vigne telle qu'elle est, et pas l'inverse. » « La vigne et la machine ? Un mariage de raison », soutiennent quant à eux, les constructeurs. En clair : il faudra que la vigne y mette du sien. Dans certaines régions, cela ne pose guère de problème. Ailleurs, il faut aménager de nouveaux accès, changer les pieux, assembler les parcelles, remembrer, en un mot, « optimiser » les surfaces. Plus grave encore : dans certaines régions, comme dans la région de Sancerre, on modifie la taille de la vigne pour rendre accessible à la mécanique la zone fructifère.

Les spécialistes ne construisent s'accroissent aussi pour dire que la récolte mécanisée modifie notablement l'aspect de la vendange avec un niveau de souillure beaucoup plus élevé. En dépit des améliorations techniques apportées, on trouve en effet encore fréquemment des débris de végé-

sation, c'est la trituration de la vendange qui a pour effet de détruire de manière irréversible certains systèmes enzymatiques.

Et dans l'attente d'améliorations techniques, la majorité des encolures est soit sceptique soit déçue. Les constructeurs disposent, quant à eux, de plusieurs arguments. Outre ceux de nature technique (leur procédé est toujours supérieur à ceux de leurs concurrents), ils font valoir la rapidité du travail (et le choix optimum de la période de récolte qui en découle) et la rentabilité ainsi offerte. « Pour certains exploitants », explique M. Leleu, le prix de la machine a été amorti en deux ou trois ans.

Du côté de l'Institut national des appellations contrôlées, établissement public chargé de veiller à la qualité des appellations, on déclare ne pas être a priori contre le principe de mécanisation. On souligne aussi que, dans certaines régions, il y a une véritable incompatibilité entre machine et qualité. C'est notamment le cas en Champagne, où la machine est interdite, et dans le Beaujolais où la méthode de vinification impose l'obtention de grains entiers (2).

Position définitive ? L'Alsace, qui fut longtemps interdite aux constructeurs, entrouvre cette année la porte pour de premiers essais. Reste, au-delà de données techniques

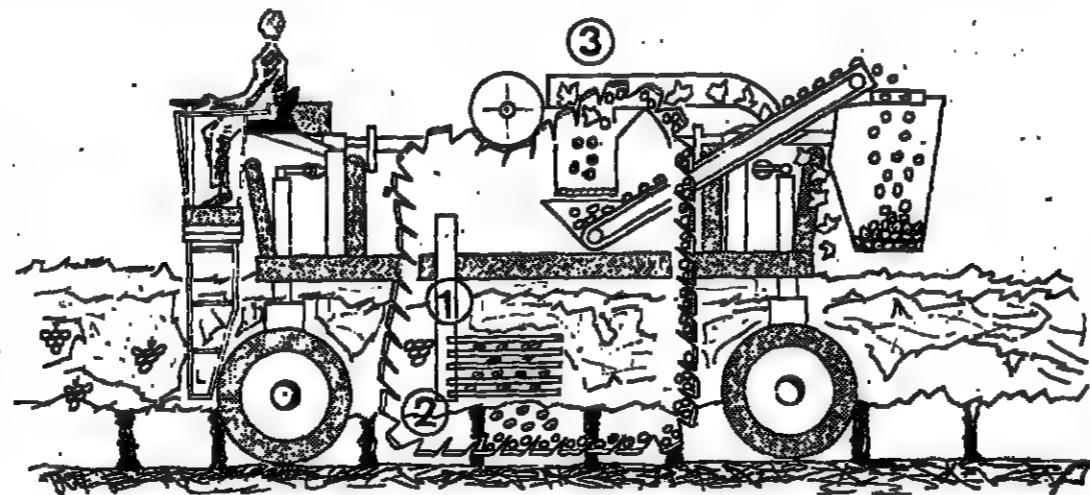
et économiques, les raisons sociologiques d'un tel succès : « Nos premiers clients », explique-t-on chez Braud, ont été les femmes de vigneron. Difficulté pour constituer de bonnes équipes de vendangeurs, souci de rendement des propriétaires, évolution des mentalités, lourdeur et incompréhension de l'administration et des caisses de mutualité sociale-agricole : dans bien des endroits, les vendanges avaient perdu tout le caractère de fête annuelle qu'elles avaient pu jadis avoir.

« Il y a eu très nettement chez le vigneron, note M. Puisseux, la peur de commander les autres, une crise de l'encadrement. On aboutit à une situation où l'on a un pays rempli de chômeurs qui accélère la mécanisation de son vignoble. Il faudrait réinventer la notion de la cueillette collective, fruit du travail d'une année. Pourquoi les lois sociales sont-elles à ce point rigides, rendant quasiment impossible l'utilisation d'une main-d'œuvre saisonnière ? »

JEAN-YVES NAU.

(1) Pour des données plus précises voir le dossier « Développement de la mécanisation des vendanges en France », de M. Pierre Vagay, Gerson Chaler et Claude Verant dans *Viticulture*, numéro de mars 1984. (Viticultrice, 23, rue Basse, S.P. 110, 59027 Lille Cedex.)

(2) Il faut aussi noter l'existence depuis 1972 d'un groupe de travail national sur la machine à vendanger composé de représentants de l'Institut technique du vin et de spécialistes du machinisme agricole.



1. - Tête de récolte avec secoueurs.
2. - Chaîne continue de paniers pour la réception et le transfert de la vendange.
3. - Ventilateur.

Les secoueurs horizontaux agissent de chaque côté du rang de vigne. Ils transmettent une énergie aux raisins et aux grappes. Le décrochement des grappes se fait alors par inertie. Schéma d'une machine automotrice (tiré de « La Mécanisation des vendanges », Edit. Braud-Agri Nathan, 1984).

années 60 (effets pneumatiques, percussions, vibrations). C'est alors le principe du « secouage latéral » qui est en majorité retenu. Son principal avantage : s'adapter sans trop de mal aux caractéristiques du vignoble français. En 1971, une machine américaine vendange pour la première fois dans la région d'Aix-en-Provence. Dix ans plus tard, elles sont 2 500, la plupart d'origine française. Les vendanges 1984 verront près de 6 000 machines en action, dans plus de quarante départements. Près du quart de la surface du vignoble national est aujourd'hui mécanisée et le parc français est le plus important — et le plus varié — du monde (1).

La Charente arrive en tête avec plus de 60 % de surface récoltée mécanisée. Juste derrière, on trouve le Gers, la Corse, le Lot-et-Cher, le Lot, la Dordogne et la Gironde.

Au nombre des machines en action, c'est ce dernier département qui est en tête (plus de 800 machines) devant la Charente (plus de 500). Présente dans de nombreux crus classés du Médoc, elle pointe déjà son nez dans les hautes côtes de Bourgogne. Cette mutation accélérée fait de la machine à vendanger l'un des marchés les

deux cent cinquante l'an dernier. La société ALMA cingle vers le sixième du parc français et lance cette année une machine automotrice. Aujourd'hui, la famille Arnaud trône sur 2 hectares dans la zone industrielle de Saint-Paul-Trois-Châteaux. ALMA emploie cinquante personnes, vend partout en France, et réalise 60 % de son chiffre d'affaires avec ses machines à vendanger.

Autre cas de figure : Braud, firme française spécialisée depuis un siècle dans la mécanisation des récoltes. Spécialiste des grosses batteuses fixes, Braud s'oriente, après la seconde guerre mondiale, vers les moissonneuses-batteuses. Mais, dans les années 70, le marché s'essouffit brutalement. Virage lof pour lof, et les usines de Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Atlantique) abandonnent le blé pour le raisin. La première machine à vendanger Braud voit le jour en 1975.

« Notre firme est présente sur tous les marchés étrangers et occupe une position dominante à l'échelle mondiale », explique M. Bernard Leleu, PDG de Braud SA. Position qui devrait se renforcer après la récente reprise du capital de la firme par Fiat et les difficultés

taux (feuilles, pétioles, fragments de sarments, plantes poussant à proximité de la vigne), métalliques (agrafes servant à tenir les fils de fer, morceaux de fil de fer), voire animaux (petits gastéropodes, reptiles, etc.).

« Les constructeurs ont su résoudre en grande partie les problèmes de la cueillette des raisins. Il leur appartient maintenant de se pencher sérieusement sur le problème capital de l'élimination des débris en tous genres recueillis en même temps que le raisin pour l'obtention d'une vendange propre », estime M. Remy Cassignard (Institut technique du vin, Bordeaux).

D'autres problèmes sont aussi rencontrés comme la dissémination, à cause de la machine, de maladies de la vigne (nécrase bactérienne en Charente). Une des conséquences du manque de respect de l'hygiène du matériel.

Il y eut aussi voilà quelques années, dans les Charentes, des eaux-de-vie au curieux goût d'hydrocarbure. « Problème aujourd'hui réglé », assure-t-on chez Braud. « Un point ne sera jamais positif », estime M. Jacques Puisseux, président de l'Union nationale des encolures, hostile à l'idée de mécani-

Sauternes fait main

Grappe après grappe.

« JAMAIS une machine à vendanger ne pourra mettre une roue chez nous », dit-on dans le vignoble du Sauternes. « Ici, c'est à la pointe du ciseau que la qualité se gagne ». Cette minuscule appellation de Gironde, la plus méridionale si elle n'était encadrée par une mince bande de Graves, est réduite à cinq communes : Sauternes, Barsac, Bommes, Preignac et Fargues. Quelques rangs de rouge, quelques hectolitres d'un blanc sec, subtil et précieux, mais la grande réputation du sauternes vient du blanc liquoreux. Pour qualifier le plus célèbre de ses châteaux, celui d'Yquem, tout le monde s'accorde à parler de quintessence du produit de la vigne, le plus élaboré du monde.

Si personne dans le Sauternes ne conteste la suprématie d'Yquem, parfois chèrement payée par le comte de Lursaluces au prix de récoltes entières, tous prétendent approcher le plus possible ce symbole de perfection. Leur secret : une taille sévère qui limite le produit à une moyenne annuelle de 20 000 hectolitres, un rendement souvent très inférieur à la moyenne locale de 25 hectolitres à l'hectare et surtout une vendange lente et méticuleuse qui laisse à une moisissure, la *botrytis cinerea*, la fameuse « pourriture noble », le temps de faire son effet.

Les grappes de raisin ne sont ramassées que lorsque la pourriture noble a fait son ouvrage. Les grains beaux et sains sont laissés sur la grappe en attendant d'être attaqués à leur tour. Cette méthode draconienne empêche toute mécanisation. Le *botrytis* ne se manifeste pas uniformément. Son arrivée varie suivant l'âge et les

cépages, et c'est, en général, une étude en laboratoire qui détermine le point exact de l'évolution des raisins. Quand la récolte est miraculeuse, comme en 1983, la vendange peut aller très vite. En revanche, certaines années il arrive que les derniers grains soient rentrés début décembre.

Pour la prochaine récolte on sait que les vendanges seront tardives. C'est ainsi que la collecte des secs n'a commencé que fin septembre. Avec un peu de chance, les premiers tris de raisin botrytisés suivront.

Les premiers vendangeurs sont arrivés. Logés dans des caravanes, des campings, rarement, contrairement au Médoc, dans les dépendances des châteaux. On signale cette année quelques groupes de réfugiés polonais. Mais la main d'œuvre étrangère est assez rare à Sauternes. On emploie surtout des gens du pays habitués à la collecte et surtout qui acceptent le fait que les employeurs ne garantissent jamais le travail pour la journée entière. En général, le tri effectué par les équipes se termine vers midi.

C'est sans doute pourquoi le vignoble du Sauternes ne souffrira pas des conséquences sociales de l'emploi de machines à vendanger. Elles ne pourront rogner un salaire d'appoint saisonnier qui avait une grande importance dans la vendange girondine et dont l'absence commence à se faire cruellement sentir en certains endroits. A moins que les ingénieurs ne mettent au point une machine à détecter le *botrytis*. Mais tout le monde pense que le vignoble est beaucoup trop petit pour qu'ils se donnent cette peine.

PIERRE CHENOUAU.

Une révolution qui ne va pas sans inquiéter certains œnologues.



De l'acier chez Bacchus

Les regrets d'Emile Peynaud.

Un grand regret pour Emile Peynaud, le plus célèbre des œnologues et dégustateurs bordelais. La révolution de la machine à vendanger s'est faite sans les scientifiques : « Il n'y a pas eu cette fois la liaison que nous avions pu obtenir pour la vinification moderne », déplore-t-il.

« Le vigneron s'est débrouillé tout seul cette fois avec les commerçants et les techniciens. On peut remarquer qu'il en a été de même pour les traitements de la vigne. C'est certainement dommage.

« L'œnologue, en fait le vinificateur, se trouve donc confronté à un problème nouveau. Les données mécaniques sont relativement faciles à régler. Mais c'est au viticulteur de pallier le maximum d'inconvénients. Je crois que nous arrivons un petit peu tard. »

Selon lui, les principaux échecs sont imputables à des machines ou à des marques qui ne sont pas encore au point. Aussi à des conducteurs qui vont beaucoup trop vite !

« J'ai vu des bennes de vendanges faites à la machine aussi belles qu'un compotier de grappes de raisin. C'était la vendange idéale, faite au bon moment avec une bonne machine et un bon conducteur, des feuilles encore vertes qui offraient une bonne résistance. Mais, même dans ces conditions idéales, le vendange n'est pas plus belle qu'à la main. Par contre j'ai très souvent vu des vendanges pleines d'impuretés, une véritable bouillie végétale, d'où il est difficile de sortir un vin de qualité. »

Tout est entre les mains du conducteur de la machine, estime Emile Peynaud. C'est, selon lui, un nouveau métier qui est en train de se créer. Hélas, les spécialistes sont encore peu nombreux et les machines défectueuses. « Il faudrait presque un permis pour inciter les gens à faire attention, leur apprendre à quitter le raisonnement simpliste de l'économie de main-d'œuvre et des difficultés de constitution d'une troupe de vendangeurs. On a aussi tendance à faire marcher la machine trop vite et trop longtemps. On parle même de leur faire faire les trois-huit ! » Pour lui, même dans les conditions idéales de vendange, la machine ne va pas dans le sens de la qualité. Elle est cependant la seule façon de s'en sortir pour tout viticulteur de taille un peu industrielle.

Cependant, même dans ce cas de figure, il demande que l'on veuille davantage à la qualité qu'au rendement : « Prenez par exemple nos fouloirs-égrappoirs. Ils n'ont pas été conçus pour ce genre de vendanges. Il nous faut maintenant un nettoyeur beaucoup plus efficace, surtout pour le vin blanc. En vin, la machine a réussi à supprimer ce que nous, les œnologues, avions réussi à obtenir : que l'on porte au curvier des raisins intacts. » « Il n'empêche, conclut Emile Peynaud, que l'on ne peut pas être contre la machine à vendanger, ce ne serait pas réaliste. »

Au fond, c'est la vieille histoire du métier à tisser qui recommence ? « Pas du tout, répond l'œnologue bordelais. Le métier à tisser travaillait mieux et plus vite que le métier à main. Pour la machine à vendanger, ce n'est pas tout à fait le cas. » P. C.

Ivresse antique

Les bonnes « bouteilles » d'une Italie très ancienne.

L'ITALIE a été, dans l'Antiquité, une importante productrice, consommatrice, exportatrice et importatrice de vins. L'activité vinicole de la péninsule a été suffisamment importante, et elle a laissé assez de traces dans l'archéologie et dans les textes, pour que M. André Tchernia, maître-assistant à l'université de Provence (Aix-en-Provence), en fasse le sujet de sa thèse d'Etat qu'il a soutenue cet été à Paris (1).

La vigne a été cultivée, dans le bassin méditerranéen, dès le néolithique. Si bien que, peu après la création de Rome, les libations de vin jouaient un rôle important dans le culte. Ainsi Numa Pompilius, le deuxième roi de Rome, a-t-il édifié une règle selon laquelle le vin des libations devait provenir de vignes taillées de manière particulière. Mais comme les femmes n'étaient pas admises aux cérémonies religieuses, le vin leur était interdit. Le *pater familias* jouissait d'ailleurs du *jus osculi*, c'est-à-dire qu'il pouvait embrasser sur la bouche toutes les femmes de la maison pour s'assurer que celles-ci ne sentaient pas le vin...

Jusqu'au II^e siècle avant notre ère, la base de l'alimentation était de la bouillie de céréales. Et comme toujours lorsque la nourriture est semi-liquide, les Romains d'alors n'éprouvaient pas le besoin de boire beaucoup de vin.

Tout change au II^e siècle avant Jésus-Christ, car le pain remplace la bouillie. C'est d'ailleurs à cette époque qu'apparaissent les premières boulangeries à Rome. Le pain étant sec, le vin aidait à le faire passer, et l'usage du vin devient courant au point que les femmes peuvent désormais en boire.

Précisons que, pendant l'Antiquité comme pendant le Moyen Âge — et encore au dix-huitième siècle, le vin, même de grand cru, n'était jamais bu pur, sauf par les ivrognes invétérés, considérés comme de véritables drogués. Chez les Grecs, on pense qu'on buvait un mélange de deux tiers d'eau et d'un tiers de vin. Chez les Romains, le mélange devait être dosé à peu près de la même façon. L'eau était chaude ou froide selon le moment du repas !

Au II^e siècle avant notre ère, apparaît une nouvelle manière de cultiver la vigne. Aux rangs très espacés de treilles hautes entre lesquelles poussaient divers légumes, succèdent des vignobles plantés en quinconces plus serrés. Ce que Varro (116-27 avant J.-C.), un des savants les plus éminents de son temps, considère comme un progrès.

Les sources romaines donnent beaucoup plus d'informations sur la culture de la vigne que sur la vinification. Cependant, on sait que les grands crus (falernes, céciens, monts alpins, sorrentes, notamment) étaient des vins blancs très sucrés et vieux. Très sucrés, parce que les raisins étaient récoltés très tard (en novembre près de Naples, comme le rapporte le poète Martial). Vieux, parce que le vin ordinaire était trop faible pour tenir douze mois.

Les grands vins étaient conservés d'abord dans des *dolia* (2), où ils vieillissaient pendant un an ou deux en général, parfois pendant quatre ou cinq ans, puis dans des amphores de 26 litres environ. Grâce à leur bouchon de liège recouvert d'un enduit de pouzolane, les amphores pouvaient conserver le vin pendant une vingtaine d'années et même

plus. Par définition, le vin le meilleur était le plus vieux. Sur la paroi de l'amphore étaient peintes la date de la récolte et la date de mise en amphore.

La qualité du vin consommé marquait le rang social. C'était là un rite qui ne pouvait être transgressé. Si des convives de rangs différents étaient invités au même repas, on servait à chacun le vin dont la qualité correspondait à son rang social. Cicéron, dans son *In Pisonem*, reproche au consul Pison d'être un grossier personnage. La preuve : Pison « achète son vin en vrac à la taverne voisine (au lieu de faire apporter une amphore de sa cave) ». Mais le même Pison, selon le poète Philodème, buvait habituellement chez lui du vin de Chio, un des vins grecs excellents et élégants.

Cette stricte hiérarchie sociale par le vin fut même fatale au grand orateur et ancien consul Marcus Antonius (qu'il ne faut pas confondre avec Marc-Antoine, premier grand ivrogne romain connu et rival malheureux d'Octave, devenu ensuite l'empereur Auguste). Marcus Antonius avait pris parti pour Sylla, et fut donc inscrit par Marius (vainqueur de Sylla) sur les listes de proscriptions. Il se réfugia chez un ami courageux, « pauvre » plébéien. Celui-ci n'avait que du vin nouveau, impossible à offrir à un hôte aussi illustre. Il envoya donc un esclave « acheter du bon vin chez le plus proche marchand. Cela est si étonnant que le marchand fait parler l'esclave. C'est ainsi que Marcus Antonius sera trouvé et mis à mort ».

On ne sait pas grand-chose sur le prix des vins. Une inscription sur le mur d'une taverne de Pompéi précise, certes, que la mesure de vin ordinaire coûte 1 as (0,50 F

environ), celle de vin meilleur, 2 as, et celle de falerne 4 as. Mais on ignore quelle était la capacité de la mesure.

En tout cas, le vin était d'un usage commun, même s'il n'a jamais été distribué gratuitement au peuple, comme l'était le blé. Et même si l'ordinaire des légionnaires romains comportait de l'eau additionnée de vinaigre, et non pas du vin.

Le vin entrait dans la composition de très nombreux plats, en compagnie de l'huile d'olive et du *garum* (une sorte de saumure de poisson, analogue probablement au nuoc-mam vietnamien). Il était aussi à la base de beaucoup de remèdes, comme en témoignent le naturaliste-amiral Pline l'Ancien (23-79) et Galien (vers 131-vers 201), le médecin de Marc-Aurèle. Bien entendu, les meilleurs vins faisaient office de meilleurs médicaments.

Le commerce du vin apparaît dès le II^e siècle avant notre ère. Par chariots, le vin est transporté dans d'énormes outres de plus de 500 litres faites dans une peau de bœuf et il l'est dans des amphores pour les voyages en bateau. Mais il existait aussi, sans doute, pour les vins ordinaires, de vrais bateaux-citernes : on a trouvé, en effet, des épaves garnies d'une quinzaine de *dolia*, fixées à demeure bien sûr, et faisant office de cuves pour le transport du vin en vrac.

Les amphores sont précieuses pour identifier l'origine du vin : de 150 à 50 ans avant notre ère environ, les amphores étaient de type « italique » bien connu. Elles portent des estampilles identifiant leurs fabricants, mais ces derniers pouvaient être aussi bien des propriétaires de grands domaines ayant leur propre atelier d'amphores réservées à

leurs seuls besoins que des propriétaires travaillant pour eux-mêmes certes, mais aussi pour des fermes vinicoles de leur voisinage, trop petites pour avoir leur atelier d'amphores.

Vers 50 avant Jésus-Christ, le type italique est remplacé par des imitations des amphores de Cos, bien que les grands crus italiens conservent toute leur réputation. Mais, même alors, les spécialistes arrivent à identifier l'origine réelle des amphores. Comme les amphores de type italique, les imitations romaines de Cos sont estampillées par leurs fabricants. On connaît, à ce jour, plusieurs centaines d'estampilles d'amphores de toutes époques.

Les amphores étaient des récipients « perdus ». Jamais elles n'étaient renvoyées à l'expéditeur. On les retrouve donc à leurs points d'arrivée. C'est ainsi que l'on a une idée de la quantité fantastique de vins italiens, bons et mauvais, consommés par les Gaulois entre 150 et 25 avant notre ère. Bien avant la conquête des Gauls par César (58-51 av. J.-C.), les Gaulois, qui ignoraient l'art de la vinification, appréciaient énormément le vin. D'abord, ils étaient de grands buveurs, ensuite, la société gauloise était enserrée dans un rituel très strict d'échanges de cadeaux. Et le vin était le plus prestigieux des cadeaux — au même titre que les métaux précieux et les esclaves — que pouvaient échanger les chefs.

Dans la région de Toulouse, le sol est littéralement constitué de débris d'amphores. On s'en plaignait au XVII^e siècle. Au XIX^e siècle, les enfants jouaient couramment à casser des amphores à coup de cailloux. En 1980 encore, la préparation d'un terrain de golf obligea à enlever des débris

d'amphores par camions entiers.

Il est évidemment très délicat d'estimer le volume de vins italiens importés en Gaule avant la conquête. M. Tchernia s'y est essayé en se fondant sur de nombreux paramètres (épaves, débris, notamment), eux-mêmes assez incertains. Pour lui, le chiffre de 100 000 hectolitres par an est plausible, à défaut d'être sûr. Après tout, au début du XIV^e siècle, à une époque donc où les moyens de transport n'avaient guère évolué par rapport à ceux de l'Antiquité, 750 000 hectolitres de Bordeaux étaient exportés chaque année vers l'Angleterre (grâce en soient rendues à Aliénor d'Aquitaine, reine d'Angleterre de 1154 à 1204), constituant ainsi le commerce international le plus important du Moyen Âge.

Vers 25 avant Jésus-Christ, les importations gauloises de vins italiens s'arrêtent. C'est là le signe d'un changement de civilisation. Au lieu de chercher le prestige par des cadeaux de vin, d'or ou d'esclaves, les chefs ou les gens riches se comportent comme l'aristocratie romaine : ils font construire des monuments qui perpétueront le souvenir de leurs munificences. Comme ce Gaulois, Caius Julius Rufus, originaire de Saintes, qui a fait construire en 19 de notre ère l'amphithéâtre de Lyon, dit des Trois-Gaules.

YVONNE REBEYROL.

(1) *Le Vin de l'Italie romaine*, essai d'histoire économique d'après les amphores.

(2) Le *dolium* était une sorte d'énorme amphore d'une capacité de 500 à 2 000 litres. Pesant autant, de 250 à 1 000 kilos, le *dolium* était fabriqué sur place puis enterré dans le sol du chais. La fermeture des *dolia* était assurée par des gros couvercles de terre cuite. L'intérieur des *dolia* et des amphores était enduit d'un revêtement de soie.

Coup de semonce dans la vallée du silicium

Changement de cap chez les grosses têtes.

SITUÉE sur la côte ouest des États-Unis, entre San-Francisco et San José, la vallée du silicium occupe une bande de terrain de 45 kilomètres sur 15 kilomètres. Il n'y poussait guère, il y a trente ans, que des arbres fruitiers. Aujourd'hui, la moitié des composants électroniques américains y sont fabriqués. Sur 8 000 entreprises, 70 % ont moins de 10 salariés et 80 % moins de 50. Sur 250 000 employés, on compte plus de 6 000 ingénieurs. A côté de cette multitude de petites entreprises, on trouve les géants de l'électronique (Hewlett-Packard, Intel, Syntex, Fairchild...), ainsi que les nouveaux venus de la biotechnologie.

Depuis une dizaine d'années, le monde entier a les yeux braqués sur cette première « technopole » qui regroupe, autour d'une université (Stanford), des ingénieurs, des financiers et des industriels. La vallée du silicium, on le répète à juste titre, est le berceau d'un individualisme new-look : une nouvelle race d'entrepreneurs - croisement d'ingénieurs et de financiers - y trouve les conditions idéales pour créer son entreprise. Le schéma est classique : après avoir passé quelques années dans une multinationale, où il renforce sa compétence technologique, l'ingénieur s'installe à son compte avec quelques amis. L'innovation passe par la création de petites unités qui se détachent des géants. C'est la stratégie dite de l'essaimage.

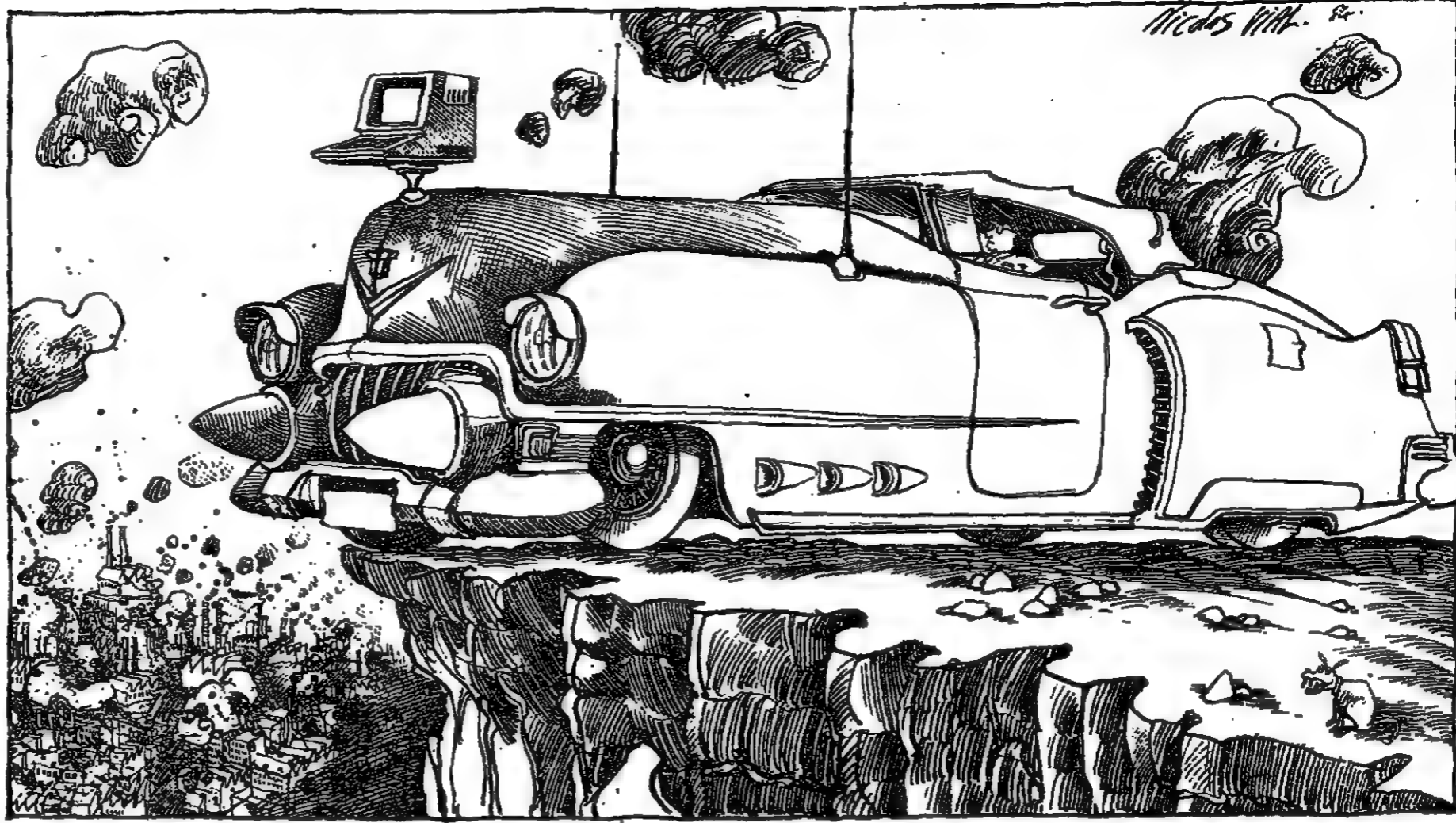
Tout cela est vrai. Mais ce n'est qu'une partie d'une réalité plus complexe : la création spontanée joue un rôle essentiel. Mais, aujourd'hui comme hier, l'Etat est au cœur du développement technologique. Dès les années 40, le Pentagone intervient massivement en subventionnant la recherche et en faisant des commandes. On fait semblant de l'ignorer. La nouveauté, dans les années 80, c'est que, face à la concurrence japonaise, croissante, on reconnaît - au grand jour - les limites de la libre entreprise. On découvre les vertus de la coopération entre les entreprises, entre le patronat et les salariés, entre le secteur privé et le secteur public. Aux États-Unis comme dans les autres pays industrialisés, l'avenir économique dépend d'un équilibre subtil : il faut à la fois plus de marché et plus d'Etat.

Tel est le double message que suggèrent Rogers et Larsen dans un livre consacré à la Fièvre de la vallée du silicium (1). Telle est la problématique posée, à l'occasion d'un séminaire organisé à Paris, en mai dernier, par le Centre de prospective et d'évaluation (2). L'analyse du rôle respectif de la spontanéité et de la concertation est également un axe essentiel d'un stage organisé dans la vallée du silicium, en novembre prochain, à l'attention de cadres, d'ingénieurs et d'industriels français (3).

La préhistoire remonte aux années 30, lorsqu'un ingénieur, diplômé de Harvard, Frederick Tremman, devient vice-président de Stanford, qui n'était alors qu'une université de seconde classe. Il invente le concept de technopole moderne.

L'histoire commence dans les années 50, avec le recrutement à Stanford des meilleurs cerveaux : William Shockley, prix Nobel, coinventeur du transistor, Carl Djerassi, le « père de la pilule ». C'est aussi l'époque où des industriels, comme les frères Varian, s'installent, à prix d'or, sur les terrains que leur loue l'université.

Quant à la légende, elle explose dans les années 70, avec l'irrésistible ascension de la micro-informatique. Ses héros sont de tout jeunes hommes, ti-



NICOLAS VIAL

tulaires d'un Ph.D., passionnés d'informatique. Cheveux et barbes longues, jeans délavés, ils s'installent dans un garage et travaillent douze heures par jour pour « s'amuser ». Pour survivre, ils vendent leur vieille Volkswagen. Quand ils ont trouvé le « créneau » adéquat, ils commercialisent leur découverte. Ils font la couverture de *Time* magazine. Ils s'appellent, par exemple, Steven Jobs et Stephen Wozniak, les fondateurs d'Apple.

Quelles sont les clés du succès ? On en dénombre quatre :

1) Un nouvel esprit d'entreprise, rappelant celui du siècle dernier, et contraire à l'esprit dominant des années 50 où le modèle, dans l'entreprise comme dans la vie quotidienne, était « l'homme de l'organisation » (4), parfaitement intégré à la technocratie et à la subordination. La nouvelle culture valorise le risque. Le droit à l'erreur fait son entrée. On ne progresse que par expérimentation.

2) Une nouvelle conception de l'investissement : le capital-risque. Les banques ne sont pas prêtes à s'engager dans des opérations « à tout gain » ; elles n'ont pas la flexibilité nécessaire pour soutenir des projets instantanés. Les fonds sont trouvés par des individus qui investissent leur argent personnel, celui des universités, plus récemment les

fonds salariaux. Ces nouveaux financiers fournissent, en plus du capital, l'expertise scientifique et la gestion. Il leur arrive de licencier l'initiateur de l'affaire. La capacité à « lever » du capital-risque demeure un des critères essentiels de la réussite d'une technopole.

3) La synergie entre université et entreprise, inaugurée à Stanford, caractérise la douzaine de « parcs industriels » créés aux États-Unis, dans le sillage de la vallée du silicium. La plupart se sont constitués autour de pôles scientifiques : le complexe de la « route 128 » à proximité du MIT, dans la région de Boston ; le « Research Triangle », délimité par les trois universités de Caroline du Nord ; la « vallée bionique » chez les Mormons (université de l'Utah) ; la « vallée est du silicium » (université d'Albany) ; la « prairie du silicium » (université d'Austin, au Texas) ; le « désert du silicium » (université d'Arizona). Les deux centres industriels conçus en marge des universités connaissent un développement moins rapide : la « vallée nord du silicium », près de Portland, et la « montagne du silicium », dans le Colorado.

4) Le climat est un autre facteur important : le soleil est un atout dans la réussite de la vallée du silicium, et son absence un handicap dans le développement du complexe du Nord-Est. Le climat, c'est aussi une infrastructure adaptée :

d'excellents services d'études de marchés, de planning stratégique, d'assistance juridique et de recrutement. C'est enfin un contexte d'affaires favorable : allègements d'impôts locaux, main-d'œuvre abondante et qualifiée.

Mais cette organisation n'est pas sans conséquence du point de vue social. C'est, en premier lieu, le renforcement des inégalités. Les cadres, ingénieurs et industriels ont les salaires les plus élevés des États-Unis et sont souvent propriétaires d'actions. La masse des OS en blouse blanche, qui assure l'assemblage des microprocesseurs, perçoit les salaires les plus bas du pays. 75 % d'entre eux sont des femmes, et 40 % d'origine autre qu'américaine (Mexique, Philippines, Vietnam). L'exploitation la plus brutale touche les travailleurs au noir - à domicile ou dans des *sweatshops*. Pas de syndicalisme : les patrons s'y opposent par des moyens « légaux » et y substituent un paternalisme adapté aux besoins du siècle.

L'envers social, c'est aussi l'étonnante facilité pour licencier le personnel : l'ingénieur comme l'OS. Dans le premier cas, le licenciement est présenté comme la contrepartie de la mobilité de l'emploi : n'est-elle pas source de la circulation de l'information scientifique et technique, puisque l'ingénieur emporte, chez le concurrent, son savoir technologique ? Dans le second cas, le chômage est fatal dès que l'employé perd, très jeune, sa « dextérité ». Dans de nombreux cas, le licenciement fonctionne en série, et sans préavis. Tel contremaître, invité à licencier son équipe à 17 heures, est lui-même licencié à 17 h 15 et se retrouve au parking, un quart d'heure plus tard, avec son chef hiérarchique immédiat, lui aussi licencié.

La qualité de la vie n'est pas toujours ce qu'on imagine. Parmi les effets pervers de la surpopulation de la vallée : le coût prohibitif de l'habitat, qui repousse toujours plus vers le sud le nouvel immigré ; les embouteillages et l'accroissement du temps passé en voiture ; la pollution atmosphérique, créée par les gaz d'échappement dans une vallée où l'air ne circule pas. La vallée connaît par ailleurs un des taux de divorces les plus élevés d'Amérique :

parmi les best-sellers de l'année figure un manuel de survie du couple (5). L'éthique du narcissisme est toute-puissante. Ce qui manque le plus, c'est un minimum d'esprit public.

Le choc est né d'une découverte récente : les Japonais contrôlent 60 % du marché du 64K RAM, un des composants essentiels de l'industrie de la micro-informatique. Une demi-douzaine d'ouvrages (6) ont été consacrés à la menace japonaise. Au-delà des réflexes xénophobes, émerge une réflexion neuve sur l'innovation, le financement, la gestion sociale et surtout les rapports entre l'industrie et l'Etat.

L'innovation a été bloquée, aux États-Unis, par la concentration sur la recherche militaire, alors qu'elle se développait, au Japon, dans le domaine des biens de consommation.

Le Japon ne s'est pas laissé enfermer dans le stéréotype de l'intelligence de fabrication, par opposition aux États-Unis, qui seraient le champion exclusif de l'intelligence d'innovation : la recherche menée au Japon sur les ordinateurs de cinquième génération en est un des signes. Les grands groupes peuvent créer un espace d'innovation à l'intérieur de leurs structures « bureaucratiques ». L'expansion des industries de pointe n'est pas structurellement liée à la précarité de l'emploi.

Cette révision des idées reçues infléchit les entreprises de la vallée - et de l'Amérique en général - dans le sens d'une plus grande concertation.

1) Des accords de production sont signés, en 1982, entre IBM et Intel, Xerox et Memorex, General Electric et Inter-sil.

2) Dès 1981, des programmes de recherche sont mis en commun, par exemple entre Intel et AMD. La même année est créé un Centre de recherche sur les systèmes intégrés (Central Integrated System - CIS), qui regroupe l'université Stanford, trente-huit industriels parmi les plus importants et l'Etat, par l'intermédiaire de la DARPA (Defense Advance Research Project Agency). L'objectif est de développer une approche pluridisciplinaire en recherche fondamentale, mais aussi en technologie appliquée.

3) On assiste à ce que les Américains appellent pudiquement un processus de « politi-

sation ». C'est le renforcement des groupes de pression à Washington, en particulier la SIA (Semiconductor Industry Association). C'est l'idée, qui fait son chemin, de créer un tiers parti, regroupant des démocrates et des républicains sur une politique industrielle.

C'est surtout, à défaut d'un tel parti qui ne verra sans doute jamais le jour, la certitude, de plus en plus largement partagée, que l'Etat doit avoir un rôle de stimulation, voire de coordination, dans le développement des nouvelles technologies. Un conseil de la technologie (Massachusetts High-Technology Council) existe déjà. L'étape suivante est la création, souhaitée par un nombre croissant d'industriels, d'un Conseil de coopération économique (Economic Cooperation Council), dont le modèle serait le MITI japonais et qui s'inspirerait de certains principes européens de planification souple. Il ne s'agit pas de « collectivisme », bien que l'accusation soit portée par quelques extrémistes, mais d'un rapport nouveau, porteur de richesses, dont les deux composantes sont l'individu et l'Etat.

PIERRE DOMMERGUES.

(1) Everett Rogers et Judith Larsen, *Silicon Valley Fever*, Basic Books, New York, 1983.

(2) Séminaire organisé par le CPE du ministère de l'Industrie et de la Recherche sur « La Silicon Valley, anatomie d'une réussite », le 9 mai 1983. Marcel Bayeu, *Capitalisme-risque et développement technologique aux États-Unis*, rapport du Centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Recherche et de la Technologie, mai 1984.

(3) Pour tout renseignement sur ce stage, s'adresser à la MICEFA, 8511-515, Alliance française, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 548-08-95 et 549-20-38.

(4) William Whyte, *The Organization Man*, Simon & Schuster, N. Y., 1956.

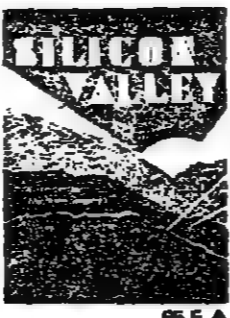
(5) Jean Hollands, *The Silicon Syndrome*, Constable Press, Palo Alto, Ca., 1984.

(6) Sur la concurrence avec le Japon : Daniel Okimoto, *Takano Sugano & Franklin Weinstein, Competitive Edge*, (Simon & Schuster, N. Y., 1984) ; Roy Holzherr & Kent Calder, *The East Asia Edge* (Basil, N. Y., 1983) ; Gerald O'Neill, *The Technological Edge* (Simon & Schuster, N. Y., 1983) ; Teruoto Ozawa, *Multinationalism, Japanese Style* (Princeton U. P., Princeton, N. J., 1982) ; Chalmers Johnson, *MITI* (Stanford U. P., California, 1982) ; Thomas Peters et Robert Waterman, *Le Prix de l'excellence* (Imago Éditions, Paris, 1984).

Sur la gestion : William Ouchi, *The M-Farm Society* (Addison-Wesley, Don Mills, Ontario, 1984).

pour une nouvelle
approche de l'informatique

L'UNIVERS
DES
ORDINATEURS



275 F. prix de lancement
jusqu'au 21 janvier 1985
à partir du 22 janvier 1985 : 325 F.

McGRAW-HILL
28, rue Beaunier 75014 Paris
Tél. 540.94.38

Indispensable Terre-Adélie

Les besoins et les demandes de la recherche française dans l'Antarctique.

CENT quarante spécialistes des différents domaines concernés se sont réunis à Grenoble du 19 au 21 septembre. Au programme de ce colloque : la recherche française antarctique. La réunion de Grenoble, conséquence indirecte de la querelle sur la piste qui permettrait la desserte aérienne de la Terre-Adélie, était d'autant plus souhaitable que l'éventail des disciplines concernées est très large (1). Il est donc fort utile que des praticiens de chaque spécialité soient au courant de ce qui se fait dans les domaines autres que les leurs. En outre, l'exposé, d'une part, des résultats acquis depuis plus de trente ans, d'autre part, des sujets d'études futures, permettra aux responsables politiques et scientifiques de définir les priorités et ainsi de répartir les crédits en fonction de l'importance et de l'intérêt des programmes retenus.

Depuis près de trente ans, les recherches ont surtout porté sur la géophysique externe, c'est-à-dire sur les répercussions de l'activité solaire sur l'environnement terrestre. Il y a une quinzaine d'années, les progrès techniques dans le domaine des analyses chimiques ont permis d'utiliser la calotte glaciaire comme archives de la planète. Les couches de glace, empilées année après année, conservent, en effet, la mémoire de la température à laquelle les cristaux de glace se sont formés et de celle des teneurs de l'atmosphère en constituants mineurs (gaz carbonique, aérosols terrestres et marins, polluants naturels ou dus à l'activité humaine).

Déjà un carottage de 905 mètres de longueur réalisé en 1977-1978 dans l'intérieur du continent par l'équipe du laboratoire de glaciologie du CNRS de Grenoble (amené à pied d'œuvre par des avions américains) a permis de retrouver l'évolution du climat pendant les 30 000 dernières années. Plus récemment, les Soviétiques ont réussi, après plusieurs années d'effort, à forer la calotte glaciaire sur 2 163 mètres : les échantillons prélevés dans le « trou » ont confirmé que ces archives de glace existent et sont « lisibles » pour les 125 000 dernières années au minimum.

Or la dernière période glaciaire que la Terre a subie a commencé il y a environ 125 000 ans et s'est achevée il y a quelque 12 000 ans. Depuis lors, la Terre est dans un interglaciaire et l'humanité a tout intérêt à comprendre les mécanismes et les processus qui conditionnent le début et la fin des périodes glaciaires. Un appareil de forage capable de prélever des échantillons à 4 000 mètres de profondeur est d'ailleurs en construction au laboratoire de glaciologie de Grenoble.

Parmi les disciplines qui pouvaient se développer en Antarctique figurent l'astronomie et l'astrophysique. Les hautes latitudes sont, en effet, plongées dans de très longues nuits hivernales ou au contraire éclairées pendant l'été, ces nuits ou ces périodes d'éclaircissement constant étant de plus en plus longues au fur et à mesure qu'on se rapproche du

pôle géographique. L'observation du Soleil pendant l'été et des étoiles pendant l'hiver est donc possible pendant des jours d'affilée, alors qu'elle est forcément interrompue par l'alternance des jours et des nuits qui caractérisent les latitudes moyennes des zones tempérées. En outre, l'altitude et la sécheresse extrême de l'air de l'Antarctique facilitent beaucoup l'observation des astres.

Déjà, l'observatoire de Nice a pu aller à la base américaine du pôle Sud pendant l'été austral pour observer le Soleil. Maintenant, la même équipe voudrait profiter de l'hiver austral pour étudier les étoiles variables (ou cigognantes).

On connaît actuellement une certaine de ces étoiles qui « calent » ou « dégonflent » inversement aux variations de leur éclat. La période de ces variations est, en général, de l'ordre de quelques heures. Mais elle est parfois la résultante de plusieurs cycles. Si

bien qu'elle est de sept à dix jours. Une nuit à Nice ne dure pas assez longtemps pour l'observation de plusieurs cycles ou périodes consécutifs.

Pour le moment, on ne connaît pas les causes de ces cigognements. Tout ce que l'on sait, c'est que les étoiles variables ont une température de surface de 20 000 °C (celle du Soleil est de 4 600 °C), que leur masse est de huit à dix fois celle du Soleil, que leur rayon est cinq à dix fois celui du Soleil et que leur âge est de quelques dizaines de millions d'années (celui du Soleil est de 5 milliards d'années).

Une longue observation continue permet d'espérer la détermination de cycles et périodes. Et il est raisonnable de penser que la mesure des déformations de la surface de ces étoiles variables donnerait des informations sur les mécanismes internes des astres cigognants.

De même, l'Antarctique est indispensable à l'étude de la

physiologie qui permet à certains animaux (en tout premier lieu aux manchots empereurs qui se reproduisent — et jettent — sur la glace de mer pendant l'hiver austral) de résister à des froids intenses en vivant uniquement sur leurs réserves de graisse.

Il y a aussi l'étude de diverses espèces marines et des fonds-marins. Les équipes françaises doivent continuer à participer aux programmes internationaux en cours ou à venir dans l'Océan Austral et à entreprendre l'étude de la faune et de la flore des eaux proches de la Terre-Adélie.

Depuis sa création en 1952, la base française de l'Antarctique, Dumont-d'Urville, construite sur l'archipel côtier de Pointe-Géologie, est desservie par un cargo mixte polaire pendant le court été austral. Ce qui réduit la campagne d'été à deux mois (et encore parfois moins selon les conditions de glace de mer). Les Expéditions

polaires françaises, qui ont la responsabilité de la logistique de Dumont-d'Urville, ont donc songé à allonger la campagne d'été grâce à la construction d'une piste aérienne de 1 100 mètres sur plusieurs flots de Pointe-Géologie. Des avions Transall venus d'Australie amèneraient à pied d'œuvre le personnel et du matériel léger dès novembre (au lieu de décembre) et reviendraient chercher les participants à la campagne d'été en mars (au lieu de février). Les campagnes d'été dureraient ainsi les quatre mois indispensables, notamment, aux glaciologues.

Dans sa synthèse finale, M. André Lebeau, un des premiers hivernants en Terre-Adélie et actuel président du Comité scientifique des terres Australes et Antarctiques françaises a résumé trois journées d'exposés.

L'Antarctique doit rester « disponible » à la recherche française. Certaines disciplines ne peuvent poursuivre leurs

études que sur le continent austral ou à proximité de celui-ci (glaciologie, climatologie, physiologie des manchots empereurs, biologie et géologie des zones littorales). D'autres spécialités peuvent se pratiquer ailleurs, mais gagneraient beaucoup à « travailler » en Antarctique (haute et basse atmosphères, astronomie).

Toutes ces recherches ont besoin d'infrastructures et d'une logistique améliorée. L'allongement des campagnes d'été permettrait de mener des opérations sur le plateau sans être complètement tributaire des transports aériens américains. La quasi-totalité des spécialistes qui se sont exprimés à Grenoble sont favorables à la desserte aérienne de Dumont-d'Urville. Seuls y sont opposés les physiologistes qui utilisent les manchots et les phoques comme sujets d'expérience.

La construction d'une base dans l'intérieur du continent — au Dôme C où a eu lieu le forage de 1977-1978 — serait indispensable aux glaciologues et fort utile aux astronomes et astrophysiciens.

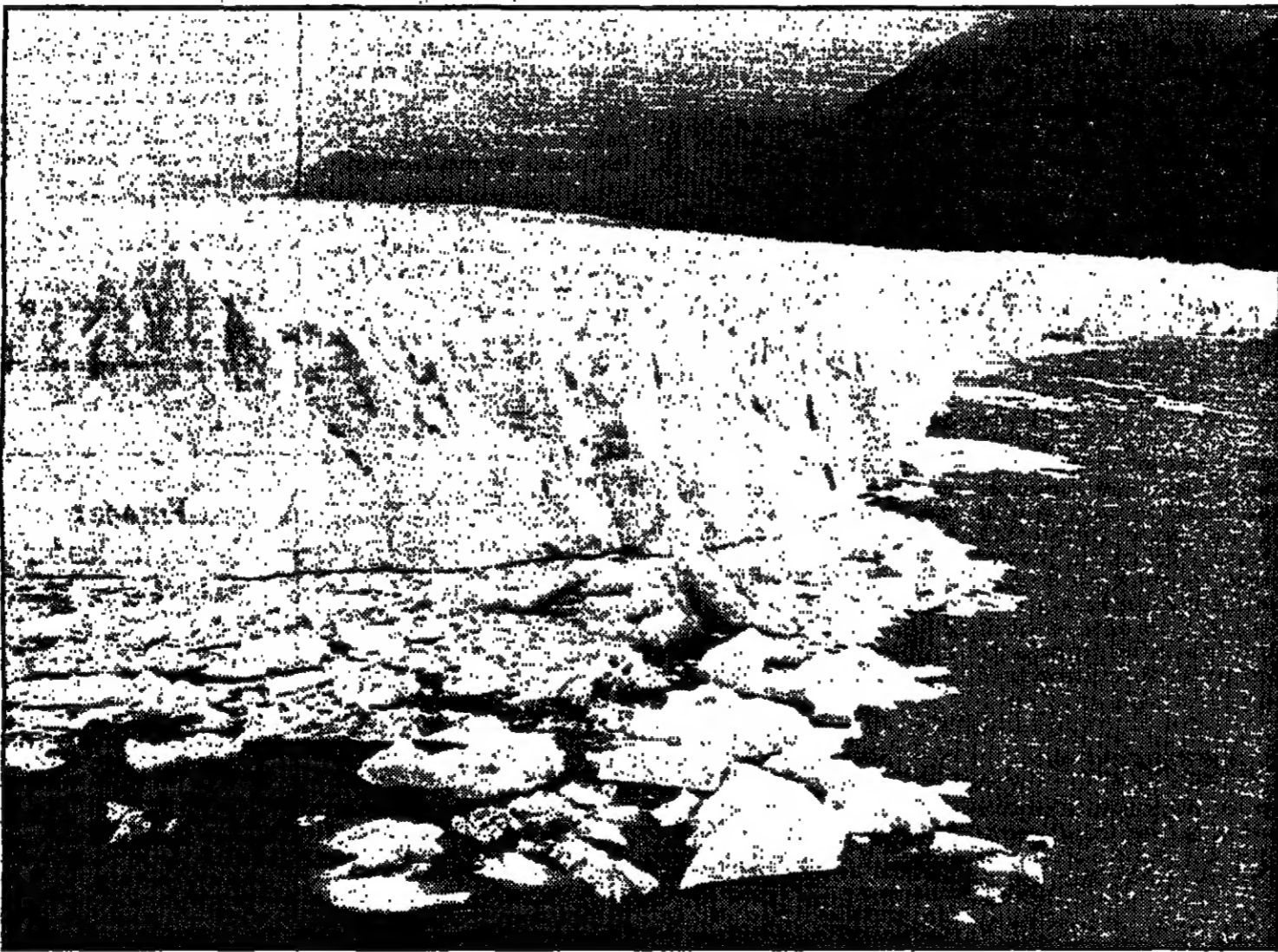
En outre, les biologistes et les géologues souhaitent pouvoir disposer d'un bateau polaire océanographique (beaucoup moins coûteux qu'un cargo mixte polaire) et d'une embarcation plus modeste pour la zone littorale.

Deux sujets semblent dès à présent prioritaires : d'une part, la glaciologie, la climatologie et la chimie de l'atmosphère, d'autre part les études marines. La National Science Foundation des Etats-Unis a d'ailleurs les mêmes priorités pour son programme antarctique.

Pour le reste, M. Lebeau souhaite que les équipes concernées et les autorités responsables se consultent. Ainsi pourraient être définis — d'ici à deux ans — les programmes futurs qui tiendront compte de l'intérêt des études proposées... et des disponibilités financières des divers ministères.

YVONNE REBEYROL

(1) Glaciologie, paléoclimatologie et climatologie actuelle, physico-chimie et dynamique de l'atmosphère, astronomie et astrophysique, géophysique interne et externe, biologie marine et géologie du littoral, océanographie, géologie et géophysique marines, biologie des oiseaux et des mammifères marins, logistique et facteurs humains.



le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA BIOÉTHIQUE

Histoire, documents, bibliographie, témoignages exclusifs, enquêtes sur les principaux problèmes (bioéthique, transgénétiques, génétique, euthanasie, par les meilleurs spécialistes mondiaux : D.J. Roy, J. Tenet, A. Caplan, F. Jacobson, Z. Banikowski, P. Versipieren, C. Abbruzzese, J.-D. Reinhold, C. Ambrosini, etc.)

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Delant, 75014 Paris, en ajoutant le dossier de 120 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

La piste de Dumont-d'Urville

Le public français sera consulté le mois prochain sur le problème de la piste aérienne de Dumont-d'Urville, la base française de Terre-Adélie. Cette est l'annonce faite par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, lors de l'ouverture du colloque de Grenoble.

M. Lemoine a d'abord rappelé qu'un comité des sages composé de scientifiques français et étrangers s'était réuni, à son initiative (en mars dernier), pour examiner l'impact de la piste sur l'avifaune. Ce comité a demandé au territoire des terres Australes et Antarctiques françaises une nouvelle étude d'impact, qui vient de recevoir l'accord des ministères concernés.

Cette étude « va être mise à disposition du public après avis du journal officiel et dans trois journaux à diffusion nationale. Cette consultation durera trois semaines. Le public pourra faire connaître ses observations sur un registre qui sera ouvert au siège du territoire (34, rue des Renaudes, Paris 17^e).

M. Lemoine a rappelé l'enjeu du dossier. « Aujourd'hui se pose le problème de la poursuite de nos recherches en Terre-Adélie, car nous risquons, faute de navire polaire adapté,

l'interruption des moyens d'accès à la base de Dumont-d'Urville. Seule la solution aérienne est à la fois crédible et fiable. Le coût de la piste est estimé à environ 100 millions de francs, très inférieur donc à la construction d'un navire polaire. »

Le Polar Stern a coûté 600 millions de francs à l'Allemagne fédérale il y a quelques années.

« L'arrêt de la construction de la piste conduirait à terme à la fermeture de la base et à la fin de la présence française dans l'Antarctique, remettant en cause les travaux de recherche scientifique qui y sont menés, alors que, à la veille de la renégociation du traité sur l'Antarctique [en 1991] (1), la plupart des pays étrangers augmentent leurs efforts de recherche et accroissent leur présence. »

(1) Douze pays, (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et URSS) ont signé le traité en 1959. La Pologne, en 1977, la République fédérale d'Allemagne, en 1981, le Brésil et l'Inde, en 1983, sont devenus membres à part entière du traité.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - 06508 MENTON
Hôtel CELINE-ROSE **NN 57, avenue de Napoléon
Tél. (06) 29-29-58. Chambres tout confort, cuisine et buanderie, café, bar, piscine, tennis, parking complet, accès, piscine 1984 : 192 F à 198 F T.T.C.

Vins et alcools
CHATEAU ANNICHE - COTES DE BORDEAUX
VIGNOBLES MICHEL PION, groupe HAUX - 33550 LANGOIRAN
Tarif sur demande

CORBIÈRES, MINERVOIS, FITOU
RIVESALTES, BLANQUETTE DE LIMOUX
EAU-DE-VIE DE MARC du Languedoc
CAVES SAURY-SERRES
11200 LEZIGNAN-CORBIÈRES
Tél. (68) 27-07-57
Vente par correspondance
Tarif sur demande

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Grand Bourgeois du Médoc
Bégadan, 33340 Lesparre Médoc
Tél. : (58) 41-50-03
Documentation et tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1981 : 396 F franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. : (88) 47-19-84
Leslie Mordet, viticulteur, 71500 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUIL 51200 Epamay, T. (28) 58.48.37
Vin vieilli en foudre. Tarif s/dem.

SAINT-ÉMILION GRAND CRU
CHATEAU MEYLET
Culture et vinification traditionnelles
Tarif sur demande
52, rue de la Marne, 33500 LIBOURNE
Tél. 51-25-75

CLOS LABARDE
SAINT-ÉMILION GRAND CRU 1979
24 bouteilles : 990 F TTC. Primé
concours international de dégustation
VINEXPO FRANCE 1983 (franco domicile, France/métropole, valable jusqu'à fin novembre. Autr. millésimes disponibles).
Docum. et tarifs sur demande.
BAILLY Jacques, viticulteur, «Bégadan», 33330 SAINT-ÉMILION

LES GRANDS BORDEAUX
A DES PRIX SURPRENANTS
Formule « Primeurs Informations »
Renseignements gratuits à :
PONTY-DEZEIX & FILS
33126 FRONSAC
Tél. (57) 51-29-57

CONFÉRENCES EN OCTOBRE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS
Samedi 6, à 15 h : supraconduction dans la matière organique, par Denis JEROME
Samedi 13, à 15 h : attracteurs étranges de la turbulence, la problématique du hasard et du déterminisme en 1984, par David RUELLE
Samedi 20, à 15 h : les ions lourds et Gamil, mieux connaître la nature profonde de la matière dans le noyau, par Marc LEFORT
Samedi 27, à 15 h : de la pompe à sang au cœur artificiel, par Louis VADOT

Les combats d'un censuré

Malgré tous les bâillons « Jeune Afrique » progresse.

« JEUNE AFRIQUE est - et nous nous en vantons - le journal le plus interdit du monde. Nous nous organisons pour subir l'arbitraire sans nous y résigner. » Ce propos est de Béchir Ben Yamed, tunisien, directeur d'un véritable groupe multimédias qui connaît depuis cinq ans une saisissante expansion. D'après une étude du *Nouvel économiste*, ce groupe, qui se classait au quatre-vingt-troisième rang des entreprises de presse françaises en 1982, est parvenu au soixantième rang en 1983. Entre 1982 et 1983, son chiffre d'affaires a progressé de 5 %. La censure ne semble donc pas affecter sa croissance.

Le premier « hebdomadaire international indépendant » d'expression française est créé en 1960 par Béchir Ben Yamed. Le tirage du journal s'élève à 40 000 exemplaires jusqu'en 1973, date à laquelle, à l'occasion d'un numéro consacré à l'OUA (Organisation de l'unité africaine), il approche subitement les 73 000 exemplaires.

Béchir Ben Yamed lui-même n'explique pas ces nervosités : « C'est un des mystères du journalisme. Un jour il se passe quelque chose. Des efforts de plusieurs années débouchent. »

A partir de 1981, le groupe Jeune Afrique se constitue autour de l'hebdomadaire *Jeune Afrique économie*, qui, d'abord mensuel, deviendra bimensuel en 1983. Un *Télex confidentiel* bi-hebdomadaire est publié en 1982. Il s'est doté depuis d'une édition anglaise et d'un supplément économique. *Jeune Afrique Plus*, bimensuel traitant un sujet d'ordre général de façon détaillée, est fondé en 1983. Enfin, le dernier né, *Jeune Afrique Magazine*, supplément vendu couplé à l'hebdomadaire, ne devrait pas tarder à voler de ses propres ailes. Le groupe possède en plus sa



propre maison d'édition, et une filiale, Difcom, créée en 1982, regroupe les éditions et la régie publicitaire. *Jeune Afrique économie* fait partie de cette filiale depuis 1984.

Grâce à ce foisonnement de publications, le groupe Jeune Afrique touche un lectorat de plus en plus hétéroclite, bien qu'il ait pour assise une certaine élite africaine. Le projet est d'« informer l'Afrique sur le monde et le monde sur l'Afrique ». Tous les sujets sont traités avec une volonté de réalisme. L'agriculture, l'industrie africaine, les salaires des Africains sont des thèmes constamment abordés. Les grands problèmes de l'actualité mondiale sont également évoqués, sans oublier des pages consacrées aux loisirs, au sport et à la culture ; *Jeune Afrique* fait preuve d'un certain modernisme. On trouve par exemple un *J.A. Plus* sur l'amour dans les pays musulmans. Il fallait oser aborder un tel sujet et écrire : « Mesdemoiselles, ce

n'est certainement pas en vous cachant derrière un moucharabia que vous allez trouver un mari. »

Ni à gauche ni à droite - notions difficilement applicables au continent africain, - mais conservant la liberté de porter des jugements, ce journal est sans cesse mis en cause. *Libération* et le *Canard enchaîné*, l'ont accusé en 1981 d'avoir donné une image « positive et dynamique » de la Libye et de son président, le colonel Kadhafi. Ses lecteurs lui reprochent de n'avoir critiqué Sekou Touré qu'après sa mort.

Les publications du groupe sont interdites dans de nombreux pays, notamment en Algérie, au Maroc, en Libye, au Koweït, en Égypte, à Madagascar, en Mauritanie, et fréquemment saisies ailleurs, à Haïti, au Liban, au Cameroun par exemple.

Jeune Afrique s'impose malgré tout comme le grand titre de presse à destination de l'Afrique. 26 000 exemplaires sont vendus en Afrique de

l'Ouest, 23 000 en Afrique centrale, 19 500 au Maghreb et 16 500 dans le reste du monde. Le chiffre d'affaires du groupe est de 93,3 millions de francs. Il a été réalisé pour 42,1 % par les ventes et abonnements de journaux, pour 39,2 % par la publicité, et pour 18,7 % par l'édition de livres. Cette dernière activité, toutefois, est en baisse. Elle subit une crise qui affecte d'abord les petits et moyens éditeurs. Conséquence d'une zone de diffusion très disséminée, d'un lectorat qui se situe à quelque 15 000 kilomètres du lieu de fabrication. Les frais de transports et de voyages étant beaucoup plus importants que dans n'importe quelle autre entreprise, et les rentrées d'argent lentes. Ainsi s'explique aussi la faiblesse de la marge bénéficiaire du groupe, inférieure à 1 % du chiffre d'affaires.

L'hebdomadaire, lui, est victime de sa propre concurrence et de cet effort de diversification. Il reste la locomotive du groupe, puisqu'il réalise 77,5 % du chiffre d'affaires, mais les ventes ont diminué. Il ne tire plus aujourd'hui qu'à 94 000 exemplaires. Beaucoup de lecteurs de *J.A.* se débrouillent pour le lire sans l'acheter.

Le vœu des actionnaires (B.B. Yamed, des membres du personnel et des amis du groupe) est que l'hebdomadaire et le reste du groupe participent à parts égales au chiffre d'affaires. Le groupe serait ainsi moins dépendant d'un seul titre et plus apte à faire face aux censeurs. Les annonceurs pourraient choisir le journal le mieux adapté à leur clientèle. Les bénéfices sont donc pour le moment réinvestis dans de nouvelles publications. L'« empire Ben Yamed » continue sa progression. Le projet, à court terme, est de figurer parmi les cinquante premières entreprises de presse.

MARINA JULIENNE.

Médias du Monde

Italie : les réfractaires de la redevance

M. Gaetano Benedetto, militant du Parti radical italien, a créé en 1981 un comité pour le non-paiement de la redevance à la RAI. Il a réussi à entraîner cette année plus de dix mille téléspectateurs dans cette campagne de désobéissance civile en leur recommandant de s'engager, sur l'honneur et par écrit, à ne plus regarder les émissions du service public italien.

Dix mille téléspectateurs, c'est peu par rapport aux quatorze millions de foyers équipés de téléviseurs. Mais le phénomène inquiète tout de même les dirigeants de la radiotélévision publique italienne, qui soulignent qu'environ un million de téléspectateurs ne payent pas leur redevance par négligence ou dans l'espoir d'être oubliés par les services financiers de la RAI.

Les Italiens, qui reçoivent, en plus des trois chaînes de la RAI, un grand nombre de chaînes privées (jusqu'à vingt-cinq dans les grandes villes), financées exclusivement par la publicité, pourraient être tentés de suivre les conseils de M. Benedetto. D'autant que les trois grands réseaux privés ont maintenant un seul et même propriétaire et sont capables de dépasser en audience les programmes de la RAI.

La RAI reçoit environ 3,5 milliards de francs en provenance de la redevance, complétés par 2,7 milliards de francs en provenance de la publicité. L'ensemble des chaînes privées vit exclusivement de la publicité sur un marché total évalué pour 1984 à environ 5 milliards de francs.

Europe : la France leader de la télématique

Une étude d'IDC France (1) sur la télématique européenne confirme la position dominante de la France dans ce secteur. Avec un parc de 302 000 terminaux Minitel (dont 88 772 professionnels) en juin dernier, le système Télétel est largement en avance sur ses concurrents. En Grande-Bretagne, Prestel ne dessert que 42 000 terminaux grand public et 26 400 terminaux professionnels. Le Bildschirmtext allemand ne compte que 14 000 usagers, de même que le Videotex aux Pays-Bas.

L'étude estime toutefois que le développement de la télématique grand public en France reste essentiellement « artisanal » : de nombreux services ne sont pas rentables et l'accès est rendu difficile aux heures de pointe par le faible nombre de « portes » ouvertes au trafic. L'étude d'IDC France montre que l'essentiel du trafic grand public sur Paris (41 %) est concentré sur les services diffusés par les journaux. L'annuaire du téléphone vient en seconde position avec 15,4 % du trafic, suivi par les jeux et messageries (10,7 %) et les services bancaires (5,4 %).

(1) IDC France, 12, avenue George-V, 75008 Paris.

Allemagne fédérale : les ambitions de Beta-Taurus

Le groupe audiovisuel Beta-Taurus vient de conclure deux importants contrats pour se placer sur le marché des nouveaux médias en Allemagne. Le premier accord, signé avec la société hollywoodienne Columbia, concerne l'acquisition des droits d'environ six cents longs métrages pour une diffusion en télévision. Le second accord concerne la mise en place d'une télévision payante sur le câble

allemand, en association avec le consortium Première, qui regroupe le britannique Thorn EMI et des télévisions payantes américaines.

Les nouvelles ambitions de Beta-Taurus semblent répondre directement à la récente offensive de son rival direct, le groupe d'édition multimédias Bertelsmann. Ce dernier a en effet entamé des négociations avec le groupe américain UIP, qui rassemble Paramount, Universal et Metro Goldwyn Mayer. UIP - qui participe à la télévision payante britannique TEN - s'est également implanté aux Pays-Bas et en Norvège.

Arabie saoudite : coopération avec la France

Le conseil des ministres saoudien a donné son accord pour renouveler pour cinq ans le protocole de coopération franco-saoudien en matière de télévision. Cet accord, signé en 1974 et déjà reconduit une première fois en 1979, vise à équiper l'Arabie saoudite d'une chaîne de télévision couleur en procédé SECAM.

Plusieurs équipements de cette chaîne sont déjà opérationnels, dont un centre de production à Riyad. D'autres sont prévus à Djeddah, Dammam et Haïl, ainsi que plusieurs stations d'émission réparties sur l'ensemble du territoire. Ce programme d'équipement est supervisé par une filiale spécialisée de Télédiffusion de France (TDF) et regroupe un certain nombre d'entreprises françaises, dont Thomson.

Union soviétique : les réseaux de satellites

Dans le développement de la communication en Union soviétique (le Monde des 5 et 6 septembre), les satellites occupent une place privilégiée. Très tôt, ils sont apparus aux Soviétiques comme une solution particulièrement bien adaptée permettant de vaincre des facteurs géographiques défavorables (distances, climat, population dispersée) en s'appuyant sur les capacités du complexe militaro-industriel. Dès avril 1965, soit moins de trois ans après le premier téléstar américain, l'URSS plaçait le premier satellite Molniya en orbite elliptique. A partir de 1967 fut installé le système Orbita, réseau d'une centaine de grosses stations de réception reliées aux satellites Molniya.

La période 1976-1980 voit l'organisme central Gosteleradio mettre en place le système Moskva, plus moderne, particulièrement pour la retransmission des Jeux olympiques. Les stations Ekran, moins coûteuses que les Orbita, et les satellites géostationnaires Gorizont y constituent un système d'un niveau technologique comparable à celui des pays occidentaux. Il joue dans le contexte soviétique un rôle très important, car il permet entre autres l'impression d'une douzaine de journaux dans environ quarante sites simultanément (système Gazeta) et la transmission des signaux TV des deux chaînes nationales vers environ cent trente récepteurs couvrant presque tout le territoire.

En outre, le réseau interplanétaire, constitué en 1971, est pour l'Est le pendant d'Intelsat, avec des satellites Molniya, Raduga, Gorizont. L'URSS a pu être récemment perçue comme un concurrent d'Intelsat avec ses projets de systèmes de satellites Louch (réseaux géostationnaires domestiques pour pays du tiers-monde), et Volna (suivi de mobiles). De même, en 1983, le département de la défense des États-Unis considérait que le projet de système de satellites Glonass pour la radio-navigation aérienne pourrait concurrencer le système américain équivalent Navstar.

50 ans pour « Agrisept »

L'HEBDOMADAIRE agricole Agrisept a vingt ans. « Vingt ans et à la fois cinquante », a déclaré son directeur, M. Jean-François Garnier, en présentant au Tout-Paris de l'agriculture le millième numéro d'Agrisept. Pourquoi cinquante ? Parce que l'hebdomadaire, qui arrive chaque semaine dans cent deux mille foyers agricoles ou ruraux, est issu de *Foyer rural*, créé en 1936 (il n'y a que quarante-huit ans...) par le premier annuaire national de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne), le Père Foreau, et M. Bettencourt, président de l'Union catholique de la France agricole.

En 1964, *Foyer rural* se muait en *Agri Sept Jours*, qui se modernisait ensuite sous le nom d'Agrisept. De sensibilité chrétienne donc, l'hebdomadaire s'est fait une place représentant le courant progressiste en agriculture. Il est publié par la SPER (Société de publications et d'éditions réunies), groupe qui réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et publie également *Clair Foyer*, *Voiles et voiliers*, *Panorama aujourd'hui*, le *Pêcheur de France*, *Danser*, *Minitel magazine* et *Entreprises agricoles*.

Pour son millième numéro, Agrisept a de la chance : il peut véritablement parler d'une nouvelle page pour l'agriculture. Confrontés à la surproduction, à la hausse des coûts, les agriculteurs devront s'adapt-

ter ou disparaître. L'enquête menée par les treize journalistes d'Agrisept montre qu'il n'y a pas de résignation.

Les paysans sont prêts à se moderniser pour produire... moins, pour dépenser moins, et pour estimer aussi, comme l'écrit Jean-François Garnier, que « l'entraide, c'est moderne, que les prix agricoles, cela ne résout pas tout, que la propriété de la terre n'est plus essentielle ». Le passé d'Agrisept plaide pour l'avenir, il saura accompagner ce mouvement.

JACQUES GRALL.

« Cosmopolitan » et sa pub

Le mensuel féminin *Cosmopolitan* a lancé une campagne de publicité sur les ondes des radios locales privées de quinze villes de France. Bordeaux, Brest, Lille, Toulouse... ont entendu avant Paris la voix de la rédactrice en chef du magazine, Juliette Boisriveau, interviewée chaque soir pendant une semaine sur sa conception du journal, sur la vie de la femme active. Son message a été relayé par quatre affiches aux slogans très légèrement provocateurs : « Je change de job ou je fais un bébé ? Cosmo secoue-moi ! », « Ma forme est à la baisse, mes formes à l'inflation. Cosmo secoue-moi ! ».

Ce magazine éprouve tout d'un coup le besoin de faire de

« Elles » au minitel

ELLES partent à la conquête des Minitel. « Elles », ce sont les femmes de l'Agence femmes information (AFI), une agence de nouvelles créée par des femmes sur les femmes, qui publie déjà un bulletin d'information hebdomadaire. Depuis le 11 septembre, celles et ceux qui possèdent un terminal de l'annuaire électronique peuvent - en composant sur leur cadran téléphonique le 614-91-66 à Paris et le 16 (3) 614-91-66 en province - se raccorder à leur banque d'informations, qu'elles ont baptisée « Ellétel ».

Celle-ci s'adresse plus particulièrement au public féminin

et propose quatre services. Un carnet d'adresses concernant pour le moment trois cents associations sur Paris et sa région. Des renseignements sur la formation et les nouvelles technologies (limités encore à la région parisienne), qui touchent divers domaines : l'informatique, la bureautique, l'électronique, la médiatique, l'espace, l'énergie, la biotechnique, et l'exploitation des océans. Une messagerie : les utilisateurs de Minitel peuvent envoyer des messages ou poser des questions à Ellétel sur des sujets comme l'actualité, l'amour, le baby-sitting, le droit, la consommation, la formation, les jeunes, les loisirs, la santé et le troc - Ellétel renvoyant sur le réseau certains messages avec leurs réponses. Enfin, Ellétel offre quatre jeux différents.

Le pari de l'AFI consiste à attirer les femmes vers ce média encore timidement utilisé qu'est le réseau Télétel. L'accès aux services, conçus par trois ingénieurs-conseils, est simple, mais le carnet d'adresses est encore trop restreint et les renseignements limités géographiquement. L'utilisateur ne paie pour le moment que le prix de la communication téléphonique. Il s'agit d'une expérience qui durera huit mois. Elle est subventionnée principalement par le Fonds d'intervention culturelle mais aussi par le Carrefour international de la communication, la direction générale des télécommunications, le ministère des droits de la femme, l'Agence de l'informatique, le ministère de la culture et celui du temps libre. Coût du lancement : six cent mille francs.

J. C.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le traducteur kleptomane

par Dezso Kosztolanyi.

NOUS parlions de poètes et d'écrivains, d'anciens amis qui avaient commencé la route avec nous, jadis, et qui étaient ensuite restés en arrière et leur trace s'était perdue. De temps en temps, nous lançions en l'air un nom. Qui se souvient encore de... ? Nous hochions la tête, et nos lèvres esquissaient un vague sourire. Dans le miroir de nos yeux apparaissait un visage que nous avions cru oublié, une carrière et une vie brisées. Qui en a entendu parler ? Vit-il encore ? A cette question, la seule réponse était le silence. Dans ce silence, la couronne desséchée de sa gloire craquait comme les feuilles mortes dans un cimetière. Nous nous taisions.

Nous nous taisions encore depuis plusieurs minutes quand quelqu'un prononça le nom de Gallus.

Le pauvre, dit Kornél Esti. Moi, je l'ai encore vu, il y a des années — cela doit faire déjà sept ou huit ans — et dans des conditions très tristes. Il lui était alors arrivé, à propos d'un roman policier, une histoire qui elle-même en est un, le plus palpitant et le plus douloureux que j'aie jamais vécu.

Ainsi donc, vous l'avez connu, ne serait-ce qu'un peu. C'était un garçon de talent, brillant, plein d'intuition, et, qui plus est, consciencieux et cultivé. Il parlait plusieurs langues. Il savait si bien l'anglais que le prince de Galles lui-même, dit-on, aurait pris des leçons auprès de lui. Il avait vécu quatre ans à Cambridge.

Mais il avait un défaut fatal. Non, il ne buvait pas. Mais il raflait tout ce qui lui tombait sous la main. Il était voleur comme une pie. Que ce soit une montre de gousset, des pantalons, ou un énorme tuyau de poêle, aucune importance. Il ne se préoccupait pas plus de la valeur de ses larcins que de leur volume et de leur dimension. Il ne voyait même pas le plus souvent leur utilité. Son plaisir consistait simplement à faire ce qu'il ne pouvait pas ne pas vouloir : voler. Nous, ses amis les plus proches, nous nous efforcions de

lui faire entendre raison. Avec affection, nous faisons appel à ses bons sentiments. Nous le réprimandions, nous le menaçions. Lui, il était d'accord. Il ne cessait de promettre de lutter contre sa nature. Mais sa raison avait beau se défendre, sa nature était la plus forte. Sans arrêt, il récidivait.

Plus d'une fois, il s'est trouvé confondu et humilié en public par des inconnus. Plus d'une fois, il a été pris sur le fait, et nous, alors, nous devions déployer d'incroyables efforts pour effacer d'une manière ou d'une autre les conséquences de ses actes. Mais un jour, dans l'express de Vienne, il a soustrait son portefeuille à un négociant morave qui, sur-le-champ, l'a saisi au collet et, à la station suivante, l'a remis aux gendarmes. On l'a ramené pieds et poings liés à Budapest.

De nouveau, nous avons essayé de le sauver. Vous qui êtes écrivains, vous n'êtes pas sans savoir que tout dépend des mots, la valeur d'un poème aussi bien que le sort d'un homme. Nous avons tenté de prouver que c'était un kleptomane et non un voleur. Kleptomane est, en général, quelqu'un qu'on connaît, voleur, quelqu'un qu'on ne connaît pas. Le tribunal ne le connaissait pas, aussi l'a-t-il jugé comme voleur et condamné à deux ans de prison.

APRÈS sa libération, par une sombre matinée de décembre, un peu avant Noël, il fait irruption chez moi, affamé et déguenillé. Il tombe à mes genoux. Il me supplie de ne pas l'abandonner, de lui venir en aide, de lui procurer du travail. Ecrire sous son propre nom, il n'en était pas question pour quel que temps. Mais il ne savait rien faire d'autre qu'écrire. Je suis donc allé voir un brave éditeur plein d'humanité ; je l'ai recommandé, et l'éditeur, le lendemain, lui a confié la traduction d'un roman policier anglais. C'était une de ces choses bonnes pour la poubelle, dont on a honte de se sa-

lir les mains. On ne les lit pas. On les traduit, à la rigueur, mais en mettant des gants. Son titre, je m'en souviens encore aujourd'hui : le Mystérieux Château du comte Vitsislav. Mais quelle importance ? J'étais content d'avoir pu faire quelque chose, et lui l'était d'avoir du pain, et tout heureux, il s'est mis à l'ouvrage. Il a travaillé avec tant de zèle que, sans même attendre le délai fixé, au bout de trois semaines, il a remis le manuscrit.

J'ai été infiniment surpris quand, quelques jours plus tard, l'éditeur m'a fait savoir au téléphone que la traduction de mon protégé était totalement inutilisable et qu'il n'était pas disposé à en donner même un rotin. Je ne comprenais rien. Je prends une voiture, et je me fais conduire chez l'éditeur.

Celui-ci, sans un mot, me met en main le manuscrit. Notre ami l'avait joliment dactylographié, avait numéroté les pages et les avait même attachées avec un ruban aux couleurs nationales. C'était bien de lui, tout cela, car — je crois l'avoir déjà mentionné — en ce qui concernait la littérature, c'était quelqu'un de sûr, d'une scrupuleuse minutie. J'ai commencé à lire le texte. Avec des cris de ravissement. Des phrases claires, des tournures ingénieuses, de spirituelles trouvailles linguistiques se succédaient, dont cette camélotte n'était peut-être même pas digne. Ahurri, je demande à l'éditeur ce qu'il pouvait trouver à redire. Il me tend alors l'original anglais, toujours sans un mot, puis il m'invite à comparer les deux textes. Je me suis plongé dedans, je suis resté une demi-heure les yeux tantôt sur le livre, tantôt sur le manuscrit. A la fin, je me suis levé consterné. J'ai déclaré à l'éditeur qu'il avait parfaitement raison.

Pourquoi ? N'essayez pas de le deviner. Vous vous trompez. Ce n'était pas le texte d'un autre roman qu'il avait glissé dans son manuscrit. C'était vraiment, coulante, pleine d'art et, par endroits, de verve poétique, la traduction du Mystérieux Château du comte

Vitsislav. Il n'y avait pas non plus dans son texte un seul contresens. Il savait parfaitement et l'anglais et le hongrois. Ne cherchez plus. Vous n'avez rien encore entendu de pareil. C'était autre chose qui clochait. Tout autre chose.

Moi-même, je ne m'en suis rendu compte que lentement, graduellement. Suivez-moi bien. La première phrase de l'original anglais disait ceci : « L'antique château rescapé de tant d'orages resplendissait de toutes ses trente-six fenêtres. Là-haut, au premier étage, dans la salle de bal, quatre lustres de cristal prodiguaient leur orgie de lumière... » La traduction hongroise disait : « L'antique château rescapé de tant d'orages resplendissait de toutes ses douze fenêtres. Là-haut, au premier étage, dans la salle de bal, deux lustres de cristal prodiguaient leur orgie de lumière... » J'ai ouvert de grands yeux et j'ai continué ma lecture. A la troisième page, le romancier anglais avait écrit : « Avec un sourire ironique, le comte Vitsislav sortit un portefeuille bien bourré et leur jeta la somme demandée, 1 500 livres sterling... »

L'écrivain hongrois avait traduit comme suit : « Avec un sourire ironique, le comte Vitsislav sortit un portefeuille et leur jeta la somme demandée, 150 livres sterling... » J'ai été pris d'un soupçon de mauvais augure qui, hélas ! dans les minutes suivantes, s'est changé en triste certitude. Plus loin, au bas de la troisième page, je lis dans l'édition anglaise : « La comtesse Eléonore était assise dans un des angles de la salle de bal, en tenue de soirée, elle portait ses bijoux de famille anciens : sur sa tête, un diadème garni de diamants hérité de sa trisaïeule, épouse d'un prince-électeur allemand ; sur sa gorge d'un blanc de cygne, un collier de véritables perles au reflet opalescent, et quant à ses doigts, ils ne portaient presque plus de bagues ornées de brillants, de saphirs et d'émeraudes... » Cette description haute en couleur, je n'ai pas été peu surpris de constater que le manuscrit hongrois la rendait ainsi : « La

comtesse Eléonore était assise dans un des angles de la salle de bal en tenue de soirée... Rien de plus. Le diadème garni de diamants, le collier de perles, les bagues ornées de brillants, de saphirs et d'émeraudes, tout cela manquait.

»COMPRENEZ-VOUS ce qu'avait fait notre malheureux confrère, cet écrivain si digne, pourtant, d'un sort meilleur ? Il avait tout simplement volé les bijoux de famille de la comtesse Eléonore et dépourillé avec une légèreté tout aussi impardonnable le comte Vitsislav, pourtant si sympathique, de ses 1 500 livres, ne lui en laissant que 150, et soustrait de la même manière deux des quatre lustres de cristal de la salle de bal, et subtilisé vingt-quatre des trente-six fenêtres de l'antique château rescapé de tant d'orages. J'étais pris de vertige. Mais ma consternation a été à son comble quand j'ai constaté, tout dote exclu, que la chose, avec un fatal esprit de suite, se retrouvait du début à la fin de son travail. En quelque lieu que soit passée sa plume, le traducteur avait causé préjudice aux personnages, et cela à peine connaissance faite. Sans égard pour aucun bien, mobilier ou immobilier, il avait porté atteinte au caractère sacré, incontestable, de la propriété privée. Il travaillait de diverses manières. Le plus souvent, les objets de valeur, ni vus ni connus, avaient disparu. De ces tapis, de ces coffres-forts, de cette argenterie, destinés à relever le niveau littéraire de l'original anglais, je ne trouvais dans le texte hongrois aucune trace. En d'autres occasions, il en avait chipé une partie seulement, la moitié ou les deux tiers. Quelqu'un faisait-il porter par son domestique cinq valises dans son compartiment de train, il n'en mentionnait que deux et passait sournoisement sous silence les trois autres. Ce qui m'a paru le plus accablant — car c'était nettement une preuve de mauvaise foi et de veulerie, — c'est qu'il lui arrivait fréquemment d'échanger les métaux nobles et les

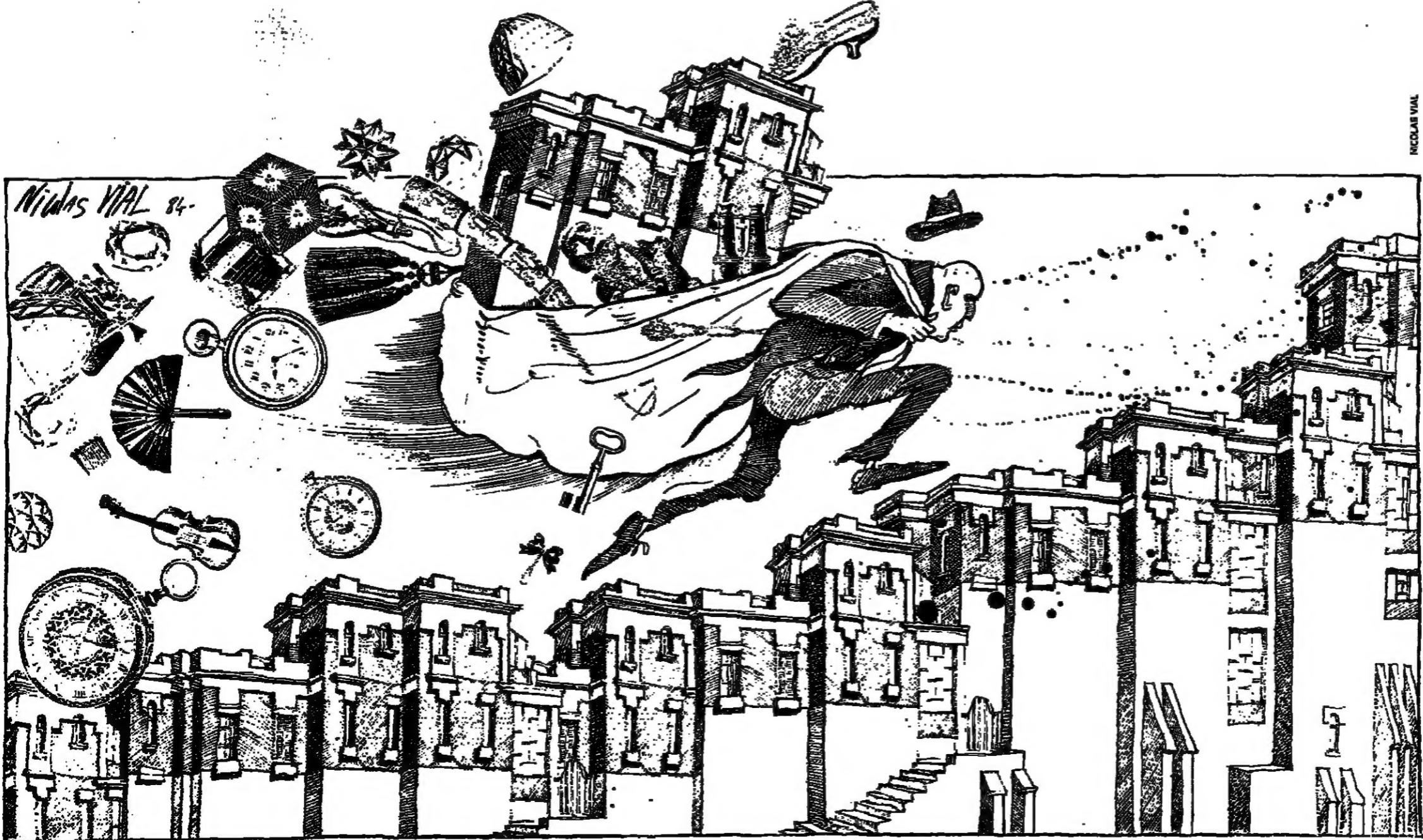
pierres précieuses contre des matières viles et sans valeur, le platine contre du fer-blanc, l'or contre du cuivre, le vrai diamant contre du faux ou contre de la verroterie.

J'ai pris congé de l'éditeur l'oreille basse. Par curiosité, je lui ai demandé le manuscrit et l'original anglais. Intrigué par la véritable énigme que posait ce roman policier, j'ai poursuivi mon enquête à la maison et dressé un inventaire exact des objets volés. De 1 heure de l'après-midi jusqu'à 6 heures et demie du matin, j'ai travaillé sans aucun répit. J'ai fini par établir que, dans son égaré, notre confrère, au cours de sa traduction, s'était approprié au détriment de l'original anglais, illégalement et sans y être autorisé : 1 579 251 livres sterling, 177 bagues en or, 947 colliers de perles, 181 montres de gousset, 309 paires de boucles d'oreilles, 435 valises, sans parler des propriétés, forêts et pâturages, châteaux ducaux et baronniaux, et autres menues bricoles, mouchoirs, cure-dents et clochettes, dont l'énumération serait longue et peut-être inutile.

Où les avait-il mis, ces biens mobiliers et immobiliers, qui n'existaient tout de même que sur le papier, dans l'empire de l'imagination, et quel était son but en les volant ? Un tel examen nous entraînerait loin, aussi n'ai-je pas plus avant. Mais tout cela m'avait convaincu qu'il était toujours l'esclave de sa passion coupable ou de sa maladie, qu'il n'y avait pour lui aucun espoir de guérison et que de la société des honnêtes gens, il ne méritait pas le soutien. Dans mon indignation morale, je lui ai abandonné à son sort. Depuis, je n'en ai plus entendu parler.

Traduit du hongrois par PETER ADAM et MAURICE REGNAULT.

[Poète et prosateur, Dezso Kosztolanyi (1885-1936) est une des grandes figures du renouveau de la littérature hongroise opérée au début du siècle autour de la revue Nyugat (Occident). La nouvelle ci-dessus est tirée de son recueil le plus célèbre : Kornél Esti (1933).]



Kiosque

Les gagners sont parmi nous

FAUT-IL réussir ? Question stupide. Imagine-t-on que, à part la frange des masochistes incurables, il se trouve des gens pour répondre que non, que, tout bien pesé, l'échec est leur idéal, la défaite leur but, le « bide » leur souhait ? Et pourtant dans l'idée que chacun de nous se fait de ses contemporains il y a deux a priori : 1^{er} ceux qui recherchent la réussite sont suspects ; 2^{es} tous les autres sont des médiocres, des avachis, des flapis.

Il faudrait savoir. Ou la réussite est une tare ou c'est son contraire qui l'est. Les choses — ou plutôt les esprits — heureusement évoluent ces temps-ci. On se moquait naguère, en France, de la mentalité américaine qui sanctifiait la réussite sociale, professionnelle, et l'on présentait les hommes d'affaires ayant réussi comme des requins. Mais le vent a tourné.

Le vainqueur a cessé de déplaire. La *Sélection du Reader's Digest* a demandé à un institut de sondage (Démoscopia) ce que signifiait, pour les Français, la réussite. Plus de 63 % d'entre eux estiment qu'il est « aussi important » de réussir sa vie professionnelle que sa vie sentimentale. Si on leur demande en quoi consiste ladite réussite professionnelle, près de 42 % répondent : « faire ce qu'on aime ». Si, tournant la question différemment, on leur demande quel est

« l'idéal de la réussite », ils sont plus de 52 % à citer le fait d'être « son propre patron ».

Mais on ne réussit pas par hasard. Il faut y mettre du sien. Un Français sur trois place en tête des facteurs de la réussite le « courage », 17 % citent la « persévérance ». Le talent, les relations, la fortune des parents viennent loin derrière, tout comme l'absence de scrupules.

Les exemples de réussite ne manquent pas. Prenez Bernard Tapie. Un quadragénaire étonnant. Décrit il y a peu d'années, jugé louche par la classe dirigeante, il règne aujourd'hui sur un empire. Le journal *Entreprendre*, qui veut être un « journal pour héros », le « journal des nouveaux conquérants », lui consacre son premier portrait sous le titre : « Tapie : le nouveau gagnier ». « Voilà un homme qui en moins de sept ans et à partir de rien va constituer, à coup de reprises d'entreprises, un groupe qui pèse aujourd'hui plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploie 8 700 personnes (...). Il nous faudrait en fait des milliers d'autres petits Tapie. »

Pour l'instant il y en a un, et c'est déjà remarquable. Il s'explique dans *VSD* sur les « ragots » qui entourent sa réussite : « C'est la jalousie, l'envie. Quand Beamon saute 8,80 mètres en longueur, alors que les autres ne font que

7,50 mètres, il y en a qui aimeraient bien pouvoir dire qu'il utilise des semelles à ressorts. Tous ces ragots, je les connais tellement bien qu'ils feront l'objet d'un livre. » Edité par Tapie. Son secret, c'est de s'entourer : « L'équipe de Fabius, c'est le meilleur staff que je connaisse, après le mien bien entendu ! Ce sont des types qui réagissent au quart de tour, tout le contraire d'une cour de béni-oui-oui (...). Je suis sûr, on trouverait un mépris terrible pour les hommes d'affaires. »

Et puis Bernard Tapie, cette force qui va, c'est un exemple pour nos jeunes : « Quand je fais une conférence à Sciences-Po, il y a quatre cents hommes qui ont envie de leur tour de devenir chef d'entreprise après m'avoir entendu. (...) Je n'ai aucune honte à réussir. »

Cela dit sans méchanceté, notre Tapie national est encore un jeune homme si on le compare à ce super Tapie d'Orient qu'est l'homme d'affaires saoudien Adnan Kashoggi. *Paris-Match* nous fait pénétrer dans « l'intimité de l'homme d'affaires », ce « nomade » toujours en transit entre ses « vingt résidences réparties à travers le monde ». Contentons-nous de cette description de la propriété qu'il possède en Andalousie : « A une quinzaine de kilomètres de Marbella, le domaine de Kashoggi s'étend sur 1 900 hec-

tares, treize fois la superficie de Monaco. Entre cinq lacs artificiels, il chasse dans sa réserve qui a été peuplée de mille deux cents cerfs et de soixante-deux mille faisans. Il a installé son propre hélicoptère. Soixante-dix employés entretiennent ce domaine qui doit toujours être, en moins de deux heures, capable d'accueillir royalement n'importe lequel de ses invités. Dans le haras de la propriété sont élevés trente chevaux, essentiellement arabes. En plus du personnel qui l'accueille dans chacune de ses maisons, Kashoggi est partout accompagné par son barbier Georges, par son kinésithérapeute Alain, par son masseur Tony, par son chiropracteur Jean-Paul et, surtout, par Bob Shaheen, son homme de confiance depuis vingt-cinq ans. » Étonnez-vous que le maître de maison déclare à *Paris-Match* : « Je suis convaincu de la valeur du système de libre entreprise parce qu'il encourage le bien-être individuel. »

Au Cameroun aussi, il y a des hommes d'affaires dont la réussite, nous dit *Jeune Afrique*, « intrigue, dérange, épaté, irrite : les Bamileké ». C'est de ce peuple des montagnes de l'ouest que sont issus les « gagniers » camerounais. Là-bas aussi on les montre du doigt, on les traite de profiteurs, d'affairistes, d'exploiteurs. Ils s'en moquent et n'ont pas tort.

Voici l'itinéraire d'un « gros bonnet » spécialisé dans l'import-export : « Il a commencé comme petit vendeur de cacahuètes devant les bars de New-Bell Last Poteau (quartier populaire de Douala). Cela se passait au début des années 60. Après avoir exercé successivement nombre de petits métiers — garçon de ménage, vendeur de cigarettes, chauffeur-livreur dans une boulangerie, chauffeur de taxi —, il a pu se dégouter un petit fonds de commerce et obtenir une licence d'import-export. Son sens de l'économie et du marketing a fait le reste. Aujourd'hui il roule en Mercedes 500 SL, et il y en a trois en permanence dans le garage de sa somptueuse villa blanche située dans le très résidentiel quartier Bonapriso. »

« Le vrai secret des Bamileké, explique *Jeune Afrique*, c'est le travail, considéré comme une religion, comme l'objet de la vie, et non comme un nécessaire. C'est donc par tout la même chose : on n'a rien sans rien. Il faut se fatiguer pour réussir ? C'est très injuste pour les paresseux. »

La paresse, ce n'est pas le problème de M^{me} Yvonne Chasagne, ci-devant première femme préfet de France, en 1981 et aujourd'hui présidente de l'Union des assurances de Paris. Patronne d'une entreprise de trente mille salariés, elle se souvient avec attendrissement, dans une interview pu-

blée par *Choisir*, du temps où elle régnait sur le Loiret-Cher : « Le plus embêtant pour une femme-préfet, en vérité, ce sont les travaux d'entretien. Je ne bénéficiais pas, comme un préfet célibataire, d'une intendante... (...) Et je n'ai jamais tartiné autant de canapés que durant cette période. Je tartinais et j'embauchais mon directeur de cabinet, les attachés de préfecture, tout le monde. Je reçois un jour un jeune stagiaire de l'ENA qui me déclare : « Je n'ai pas obtenu tous ces diplômes pour venir ici tartiner les canapés. » Je lui ai dit : « Vous ferez comme tout le monde : moi, je suis préfet, et cela ne m'empêche pas de tartiner ! »

Tartinez, il en restera toujours quelque chose. Il y a des réussites encore plus surprenantes. La Mère Denis, à force de taper le linge, d'essorer et de se mouiller les bras, est devenue notre grand-mère à tous. Médias le dit : « Des liens affectueux se sont créés entre la vieille dame et les Français. On leur permet même de lui rendre visite dans sa maison de retraite. » Et pourtant cette notoriété à son revers : « Vedeite vit tellement dans et par la Mère Denis que la disparition de cette dernière causera de gros problèmes. A moins qu'allant au bout de son audace l'agence de publicité ne décide de filmer sa tombe. Réussir au-delà de sa propre mort ? Vieux débat. »

BRUNO FRAPPAT.

Théâtre

Personnages en exil

TRADITIONNELLEMENT, le théâtre repose sur un double postulat. Il nous fait voir des hommes « agissant, comme en acte » (Aristote) : ce sont les personnages. Et ceux-ci sont interprétés par des comédiens. Ainsi que l'écrivait August-Wilhelm Schlegel : « Le poète dramatique (...) fait paraître une personne réelle à la place de chacun de ses personnages supposés ; il exige que, sous tous les rapports d'âge, de sexe et de figure, elle réponde, autant que possible, aux qualités dont il a revêtu l'être qu'il a créé ; qu'elle adopte, pour ainsi dire, l'ensemble de sa manière d'être. » (Cours de littérature dramatique - 1808).

Or la pratique théâtrale contemporaine bat en brèche ce double postulat. Elle remet en question le personnage comme unité, en tant qu'il coïncide absolument avec ce que les classiques appelaient un « caractère » (en anglais, *character* signifie précisément personnage). Dans sa célèbre préface à *Mademoiselle Julie* (1888), Strindberg a, l'un des premiers, ouvert cette ère du soupçon : « Mes personnages sont des caractères modernes, vivant dans une époque de transition, plus agitée et plus nerveuse que la précédente. Je les ai donc peints hésitants, déchirés, écartelés entre la tradition et la révolte (...). L'âme de mes personnages (leur caractère) est un conglomérat de civilisations passées et actuelles, de bouts de livres et de journaux, des morceaux d'hommes, des lambeaux de vêtements des haillons, tout comme l'âme elle-même est un assemblage de pièces de toutes sortes. »

A cette « crise du personnage dans le théâtre moderne » (1), répond une distance croissante, voire une rupture entre le personnage et



le comédien. Celui-ci veut être autre chose qu'un simple truchement. Il revendique de parler et de paraître sur la scène en son nom propre, non sous une identité et un visage d'emprunt... Bref, il se refuse à l'incarnation.

Une telle attitude est courante, aujourd'hui. Elle va d'une affectation de détachement du comédien à l'égard du personnage, jusqu'à une négation de ce dernier. L'acteur nous montre, par exemple, l'envers et l'endroit de son interprétation. Il la construit sous nos yeux, sur les planches mêmes : il s'y maquille, s'y déguise, s'y modifie... et tout devient matière à jeu. Certaines vedettes du music-hall, Raymond Devos par exemple, y sont passées maîtres : elles se transforment à vue, ébauchent cent figures et, en fin de compte, restent elles-mêmes. Les personnages qu'elles esquissent importent moins que la façon dont elles passent de l'un à l'autre, sans perdre leur identité.

Parfois, c'est l'équivalence entre le « personnage supposé »

et la « personne réelle » qui est refusée. Un comédien joue à lui tout seul un grand nombre de rôles ou, à l'inverse, plusieurs acteurs se succèdent dans le même héros. On se souvient de la *Catherine* (1976) que Vitez avait tirée des *Cloches de Bâle*, d'Aragon : huit acteurs prêtaient leurs voix et leurs corps à la foule des personnages du roman. Mais ils le faisaient par le moyen d'une fiction (et donc, d'une incarnation) intermédiaire : ils jouaient les convives d'un repas bourgeois au cours duquel ils se racontaient quelques épisodes et, peu à peu, se métamorphosaient en héros des *Cloches de Bâle*.

En fin de saison à Strasbourg, dans le *Woyzeck* monté par Jacques Lassalle, c'était, au contraire, tous les élèves du groupe XXI de l'école du TNS qui interprétaient la pièce : les sept garçons étaient à tour de rôle Woyzeck et les six filles Marie, en jouant, par ailleurs, les autres personnages. Woyzeck et Marie s'en trouvaient fragmentés. Mais ils y gagnaient aussi une sorte de géné-

ralité : ils étaient tous... et personne en particulier. L'incarnation ne s'en trouvait pas supprimée pour autant : elle était seulement démultipliée.

Parfois encore, le comédien est face au spectateur, sans la médiation d'un personnage ou d'une fiction. Il lit un texte. Ou, plus exactement, il se joue lisant. On fait de plus en plus de telles lectures, aujourd'hui. Sans doute y a-t-il à cela des raisons économiques. Un seul comédien est moins coûteux qu'une distribution complète. L'intimité de la lecture a aussi son charme : le théâtre s'y réduit aux dimensions du petit écran. Mais il faut compter également avec le désir des acteurs de se montrer tels qu'ils sont, sans masque, ni fauxsemblants. C'est là que la difficulté commence. Peut-on faire l'économie de l'incarnation ?

J'y songeais, l'autre soir, au Théâtre des Amandiers de Nanterre, devant *die Nacht (la Nuit)*, le spectacle de Hans Jürgen Syberberg. Au milieu du plateau, sur une sorte de pe-

tite île carrée, noirâtre, il n'y a qu'Edith Clever et quelques accessoires (une peau de bête, des chiffons, une tasse blanche, une bouteille d'encre vide...). On connaît Edith Clever : elle a été la Marquise d'O. du film d'Eric Rohmer, *la Femme gauloise* de Peter Handke, elle travaille, depuis le début, à la Schaubühne de Berlin-Ouest où elle a joué bien des grands rôles (le dernier en date est celui d'Oïga dans *les Trois Sœurs* montées par Stein). Elle est belle et un peu meurtrie. Sa voix a un charme discret. Ses mains sont longues, souples. Elle porte sa tête avec une tendre lassitude. Ses yeux sont souvent mi-clos... Et elle a un art bien à elle d'esquisser un geste, de le soutenir longtemps, de le pousser jusqu'au bout, sans affectation, ni hystérie. C'est une admirable actrice. L'on prend un grand plaisir à la voir ainsi, à découvrir. Mais ce plaisir-là ne tient pas le parcouru. Le spectacle (la première partie de *die Nacht*, car, le soir suivant, il y en a une seconde) dure plus de deux heures et demie. Passé le premier enchantement, l'on cherche la fiction. Du moins, le ou les personnages.

Là, les choses se gâtent. Syberberg a monté ensemble, sur le thème, oh ! combien germanique de la nuit romantique, des textes de Novalis, d'Hölderlin, de Kleist et, surtout, de Wagner... Au début, Edith Clever récite, évoque les grands poètes de la nuit. Mais voilà que, Wagner aidant, elle devient tantôt Isolde ou Brünnhilde (elle chante même « la mort d'Isolde » et l'air final du *Crépuscule des dieux*), tantôt Wagner, tantôt Mathilde Wesendonck, Cosima ou Judith Gautier... sans oublier Meyerbeer que Wagner a flatté en vain et Liszt auquel il a confié, en retour, sa haine du « juif Meyerbeer »... Elle se prête à tous et à toutes. Elle le fait avec intensité et maestria.

Avec une émouvante retenue aussi. Il n'empêche que *die Nacht* part en lambeaux. Elle commençait par une méditation à une voix sur la nuit : elle sombre dans le numéro à transformations. On perd de vue Edith Clever et on ne trouve plus personne. Sinon les fantômes qui hantent Syberberg — plus complaisants et moins inventifs, ici, que dans ses films. Moins aigu et moins libre à l'égard de son ennemi bien aimé : Richard Wagner.

C'est que, à trop craindre l'incarnation, les comédiens risquent de se retrouver les mains nues (je l'ai dit : celles de Clever sont fascinantes). Impuissants. A la merci d'un démiurge : en l'occurrence, Syberberg alias Wagner. Sans doute, le personnage, au sens classique du terme, est-il malade. Mais il n'est pas mort pour autant. C'est sur sa « crise » que peut jouer le théâtre aujourd'hui. Non sur son absence ou sa dissolution. Syberberg parle à propos de *die Nacht*, ce spectacle sur l'Allemagne, en allemand, créé en France, d'un « théâtre d'exil » (2). Un tel refus de l'incarnation pourrait bien signifier, aussi, l'exil du théâtre.

BERNARD DORT.

(1) C'est le titre même d'un excellent ouvrage de Robert Abrisched, Grasset, Paris, 1978.

(2) Cf. les propos de Syberberg, recueillis par Jean-Pierre Thibaudat, dans *Libération* du jeudi 20 septembre 1984.

4 pianos
MAGNIE
LES BONS PIANOS
ONT UNE ADRESSE
17, av. Rd Poincaré 75116 Paris
M^o Trocadéro. 553.20.60